

cahiers LEON TROTSKY



1923 : UNE RÉVOLUTION RÉVÉE ?

- Pierre Broué 1923 : la bascule ?
L.D. Trotsky K. Radek Articles et discours
G.E. Zinoviev Les problèmes de la Révolution allemande

55
mars 1995

Revue trimestrielle Institut Léon Trotsky

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *OEuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son OEuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Gilles Vergnon, secrétaire,
Rédaction des *Cahiers* : Pierre Broué, BP 276, 38407 Saint Martin d'Hères Cedex

Administration des Cahiers :

Luc Aujame, 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle

ABONNEMENT

Abonnement de soutien : 300 F, 350 F et plus

Etudiants :

demie tarif pour les moins de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

• France : 4 Nos (1an) 130 F

Particuliers :

• France : 4 Nos (1an) 250 F

• France : 8 Nos (2ans) 500 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 300 FF

• Etranger : 8 Nos (2ans) 600 FF

Institutions :

• France : 4 Nos (1an) 350 F

• France : 8 Nos (2 ans) 700 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 400 FF

• Etranger : 8 Nos (2 ans) 800 FF

Tous les anciens numéros des *Cahiers* sont actuellement disponibles au prix unitaire de **50 frs pour les abonnés** (prix public de 80 frs) + frais de port.

Petite collection du N° 1 à 20 : 600 frs (+ 45 frs de frais de port)

Grande collection du N° 1 au 39 : 1 500 frs (+ 80 frs de frais de port)

Pour l'étranger les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en francs français sur une banque française (ou correspondante) ou par mandat postal international,

sinon les frais bancaires s'élèvent à 100 frs.

Ainsi tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 50 frs (frais de change) et tout paiement sur une banque étrangère de 50 frs (commission pour la banque)

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*

par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de LUC AUJAME

à adresser à Luc Aujame - 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle, France

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Pierre Broué

cahiers LEON TROTSKY

n° 55

Mars 1995

1923 : UNE RÉVOLUTION RÉVÉE ?

Présentation 3

ARTICLE

Pierre Broué — 1923 : la bascule ? 5

DOCUMENTS

L.D. Trotsky

— Interview avec le sénateur King (30/09/23) 9
— Aux hommes de l'armée rouge 15

Karl Radek

— Réponse à Paul Faure et à d'autres larbins socialistes
de M. Poincaré (10/10/23) 17
— Poincaré et l'Allemagne (18/10/23) 21

L.D. Trotsky

— *A Die Rote Fahne* (17/10/23) 27
— Rapport au 3ème congrès provincial de Moscou du
Syndicat pan-Union des Métaux (19/10/23) 29
— Rapport au congrès du Syndicat des Travailleurs
des Transports (20/10/23) 37
— Guerre et Révolution : nos tâches (21/10/23) 59

G.E. Zinoviev — Les problèmes de la Révolution allemande (30/10/23)	71
L.D. Trotsky	
— Après la défaite allemande (11/04/24)	109
— La responsabilité du KPD (21/06/24)	113
— Aux jeunesses communistes russes	121
— Leçons d'Allemagne (15/09/24)	123

Photo de couverture : La une de *Die Rote Fahne*, organe du KPD, du mardi 23 janvier 1923; meeting ouvrier devant les usines Krupp à Essen, 1923

Présentation

Ce numéro des *Cahiers Léon Trotsky* est consacré à la préparation et à l'attente de ce que les communistes soviétiques appelaient en 1923 l'« Octobre allemand » — un événement évacué par l'historiographie académique qui en a fait un « non-événement » comme la bureaucratie stalinienne avait fait de Trotsky une « non-personne ».

Pierre Broué, l'un des rares historiens occidentaux contemporains à avoir étudié de près l'Octobre allemand de 1923, pose dans un bref article la question de cette censure.

Nous avons publié à la suite les principaux textes contemporains de Trotsky sur cette question. Nous y avons adjoint un important document de Zinoviev, président de l'Internationale communiste à l'époque, ainsi que de Karl Radek qui la représenta en Allemagne au moment décisif.

Nous publierons un prochain numéro formé de documents inédits retrouvés dans les archives jusqu'à présent inaccessibles et qui, bien entendu, confirment en s'ouvrant la version donnée ici, en la précisant de façon passionnante.

Les textes présentés ici sont extraits pour Trotsky du tome 2 du vol III de *Kak Voorujalas Revoljutsia*, dont ils constituent une sous-partie sur l'Allemagne de 1923, et de *Zapad i Vostok*, publiés tous deux en 1924. Les textes de Radek sont extraits de l'édition française d'*Inprekorr*. Le texte de Zinoviev, paru d'abord dans *Izvestija* a fait l'objet de traductions dans de nombreuses langues, au premier chef allemand et français.

Le lecteur intéressé à des informations d'un autre type peut se tourner vers le livre de P. Broué, *Révolution en Allemagne (1918-1923)* et celui de Victor Serge, *Notes d'Allemagne 1923*. Pour le bilan que Trotsky tire, à la fin de 1924, de cette révolution manquée, il faut se reporter à son texte « Leçons d'octobre » dont la dernière publication en français a été faite chez Maspero en 1965 dans un recueil de textes préparé par G. Procacci et intitulé *Staline contre Trotsky*.

Institut Léon Trotsky.



1923 : La bascule ?

« L'Octobre » allemand, le « fiasco » allemand, la « défaite sans combat ». Que fut octobre 1923 ? Le putsch de Hitler à Munich est-il vraiment le seul événement de cette année folle marquée par l'occupation de la Ruhr par les Alliés franco-belges et la plus spectaculaire inflation de tous les temps à cette époque ? On le croirait, à faire confiance aux manuels scolaires et même universitaires.

Jamais sans doute dans l'histoire contemporaine des préparatifs aussi soignés, sérieux et systématiques d'une insurrection n'ont été faits, dans aucun pays — et nous sommes maintenant certains de ce que nous avons toujours pensé, à savoir que l'ouverture des archives du Comintern permet de le démontrer.

Jamais sans doute révolution dans un pays ne fut autant attendue, aussi fort espérée, ses fondements jetés comme ceux d'une cathédrale par les bras de dizaines de milliers d'humbles. Jamais déception ne fut plus poignante pour les croyants et les combattants.

Et pourtant, que ce soit comme une « révolution » ou comme une « révolution manquée », Octobre 1923 n'a au mieux dans l'histoire qu'un paragraphe dans l'histoire des illusions — une qualification prudente cependant qui ne cloue pas au pilori les hommes qui, en URSS et dans le Comintern, ont vu monter cette révolution et tenté d'organiser sa victoire.

De ce point de vue, le destin d'Octobre 1923 dans l'historiographie mondiale relève de la catégorie des « tâches blanches ».

¹ Auteur de *Révolution en Allemagne (1918-1923)*, Paris, Minit, 1971.

Je ne ferai ici aucun récit des événements. Je l'ai fait, sous forme assez complète dans huit chapitres de mon livre *Révolution en Allemagne*, cent cinquante pages environ. J'ai résumé ce travail dans mon introduction aux *Notes d'Allemagne* de Victor Serge, car cette révolution manquée a eu en lui un chroniqueur inégalé.

Je voudrais seulement dégager ici quelques-uns des aspects que la négligence des historiens abandonne à l'ignorance ou à l'incompréhension : Octobre 1923 constitue à bien des égards un tournant de l'histoire.

Tournant de l'histoire allemande d'abord. 1923 est le dernier des combats préparés en vue de la prise du pouvoir, le plus organisé — et de loin — d'une série d'assauts commencés en novembre 1917 et dont les grandes étapes sont janvier 1919, mars 1920 et mars 1921. N'oublions pas que le prolétariat allemand était à l'époque le mieux organisé, le plus riche en traditions, le plus combatif d'Europe et que c'est en lui que les bolcheviks avaient toujours vu l'extension à l'Europe de la révolution mondiale née chez eux. A partir de ce moment, la classe ouvrière allemande se tient sur la défensive et dix ans plus tard, avec l'arrivée de Hitler au pouvoir en 1933, elle subit sa grande défaite historique, conséquence de l'échec précédent.

Tournant de l'histoire européenne ensuite. Depuis octobre 1917 en effet les vagues révolutionnaires venaient secouer les régimes bourgeois de la vieille Europe. Les plus grosses, les plus explosives, étaient celles qui se développaient en Allemagne. Avec le recul de la perspective révolutionnaire en Allemagne, c'est l'Europe entière qui « blanchit » : un peu partout s'installent des régimes autoritaires, de Primo de Rivera à Dollfuss en passant par la consolidation et la cristallisation du régime fasciste au pouvoir en Italie, en Bulgarie et en Yougoslavie comme au Portugal... La révolution espagnole de 1936, réaction ouvrière ouverte par la victoire de Hitler en 1933, est la manifestation d'un contre-courant qui se traduit aussi par des grèves en Belgique, en Grande-Bretagne et même dans une partie de l'Europe blanche. Sa défaite ouvre la porte à la deuxième guerre mondiale, 16 ans après.

Tournant de l'histoire de l'URSS. Les dirigeants de la révolution de 1917 n'escomptaient pas une victoire durable dans les frontières d'un seul pays et « la révolution allemande » était à leurs yeux la deuxième étape de la révolution mondiale qu'ils avaient commencée. Avec le recul de la perspective révolutionnaire et l'isolement de la révolution en URSS, apparaît le mythe du « socialisme dans un seul pays » dont la bureaucratie stalinienne va faire grand usage. Tournant aussi parce que, dans le parti, la mobilisation de la jeunesse pour la révolution allemande rend inévitable l'affrontement entre l'appareil — organisé et structuré par Staline — et l'avant-garde du parti regroupée derrière

Trotsky dans le débat dit du « Cours nouveau ». La défaite allemande apporte un poids considérable au camp de Staline qui tire sa force des défaites révolutionnaires en général.

Tournant de l'histoire du Comintern. Les vrais responsables cherchent et trouvent des boucs émissaires pour la défaite allemande. Sous couleur de « bolchevisation », les partis sont caporalisés, les dirigeants révoqués et nommés par Moscou. Le trésor de guerre constitué pour la révolution allemande et qui n'a pas été utilisé, va servir à construire un appareil international qui soumet les individus et assujettit les partis.

De quelque côté que l'on se tourne, ce sont les mêmes signes de recul, de décomposition, de dégénérescence dont Octobre 1923 a marqué les premiers pas. C'est à partir de cette date que la silhouette de Hitler, petit mercenaire de la contre-révolution, va grandir jusqu'à la dimension du Führer. C'est l'année où Staline achève ses préparatifs dans l'ombre et s'affirme contre Trotsky, l'opposition de gauche, nombre de vieux-bolcheviks et la jeunesse, comme le chef de l'« appareil ». Pourquoi ce lourd silence des manuels comme des livres spécialisés, des historiens libéraux comme des prétendus marxistes ?

Il est bien difficile à comprendre.

Si ces gens-là en effet pensent que Trotsky et les autres dirigeants bolcheviques se sont totalement trompés, ont pris les vessies allemandes pour les lanternes d'octobre, on se demande pourquoi ils n'ont jamais saisi cette « erreur » énorme afin de les ridiculiser ? Si Trotsky est apparu en 1923 comme un « illuminé », quelle belle occasion de le discréditer avec ses révolutions pointant à tous les coins de rue ?

Mais ils ne le font pas. C'est qu'ils ont encore d'autres intérêts.

Les défenseurs de l'ordre établi ont en matière historique une mission à remplir : démontrer la supériorité de l'ordre capitaliste, dénoncer la vanité de l'utopie socialiste et révolutionnaire. On ne peut nier la révolution d'octobre 1917. On peut pourtant souligner lourdement qu'elle a affecté un pays très en retard dans son développement, le « maillon » le plus faible de la chaîne capitaliste, retournant ainsi la formule de Lénine. Mais n'est-il pas tentant de « gommer » ou tout au moins de passer sur celle qui est sur le point de vaincre en octobre 1923 dans un des pays les plus avancés du monde, en faisant semblant de ne pas la voir ?

La lutte des historiens académiques pour discréditer ou pour occulter l'octobre allemand de 1923 serait donc en quelque sorte le premier essai de supprimer, dans l'histoire, les livres, la mémoire et — qui sait ? — les

consciences, l'idée même de la révolution et sa concrétisation éventuelle, en particulier ici dans un des pays les plus avancés du monde ? L'hypothèse ne peut être exclue. Depuis le deuxième centenaire de 1789 nous savons exactement comment on s'efforce de nier non seulement les résultats positifs mais l'existence même du phénomène « révolution ».

Les textes ci-dessous constitueront un élément utile pour une discussion que les conservateurs de tous bords ne veulent à aucun prix, mais que les documents des archives de Moscou nous permettent maintenant d'imposer.

Interview avec le sénateur King ¹

(30 septembre 1923)

Est-il possible que l'U.R.S.S. intervienne dans l'éventualité d'une révolution en Allemagne ?

Avant tout et par-dessus tout, nous voulons la paix. Nous n'enversons pas un seul soldat de l'Armée rouge au-delà des frontières de la Russie soviétique à moins d'y être forcés. Nos paysans et ouvriers ne permettraient pas au gouvernement de prendre l'initiative d'une action militaire, même si le gouvernement était assez fou pour pencher vers une politique d'agression.

Bien entendu, si les monarchistes allemands l'emportaient et s'ils arrivaient alors, après un accord avec l'Entente, à recevoir des Alliés un mandat pour l'intervention militaire en Russie (ce plan a été plus d'une fois proposé par Ludendorff et Hoffmann) nous nous battrions et, je l'espère, nous vaincrons. Mais je ne crois pas que cela arrivera. En tout cas, nous n'interviendrons certainement pas dans une guerre civile. C'est très clair. Nous ne pourrions intervenir qu'en faisant la guerre à la Pologne. Et nous ne voulons pas la guerre. Nous ne cachons pas notre sympathie pour la classe ouvrière allemande et son héroïque lutte pour sa libération. Pour être tout à fait franc et précis, je dirai que si nous pouvions assurer la victoire de la révolution allemande sans courir le

1. L'interview de Trotsky au sénateur King au moment des préparatifs pour la révolution allemande avait été interprété par certains comme un désaveu de cette entreprise ; à C.L.R. James, qui s'en était fait l'écho auprès de lui lors de sa visite à Trotsky au Mexique en 1939, Trotsky répondit : « La Pologne et la France utilisaient les bolcheviks russes pour préparer une intervention et des actes contre-révolutionnaires (en Allemagne). J'ai donné cet interview avec l'approbation entière de nos camarades allemands, pendant qu'ils expliquaient cette situation aux ouvriers allemands. Pendant ce temps, j'avais un détachement de cavalerie sous Dybenko prêt à la frontière polonaise ».

risque d'une guerre, nous ferions tout notre possible pour cela. Mais, nous ne voulons pas la guerre. La guerre ferait du mal aussi à la révolution allemande. Seule est viable la révolution qui réussit par ses propres forces — surtout quand il s'agit d'une grande nation. Nous sommes entièrement du côté du réalisme français. Nous sommes de toute notre âme avec la classe ouvrière allemande dans sa lutte contre l'exploitation, tant étrangère qu'autochtone. Et en même temps, nous sommes totalement pour la paix.

Où en sont les relations entre Russie et Pologne?

Si les Américains veulent obtenir un certificat de bonne éducation, patience et tact, je leur recommande le volume qui contient notre correspondance avec la Pologne. Dans ses contacts avec la Pologne, la Russie a manifesté une patience réellement angélique. Malgré le traité de Riga, la Pologne a poursuivi et poursuit une politique malveillante à notre égard. Mais nous ne gardons à l'esprit que trop clairement que la guerre entre nous et la Pologne signifierait une conflagration européenne qui balayerait de la surface de la terre les restes de la civilisation européenne. Après une telle guerre, les Américains pourraient visiter l'Europe afin d'y étudier le tombeau d'une ancienne culture.

Pourtant, n'est-ce pas le gouvernement soviétique qui poursuit des fins militaristes, puisqu'il maintient une armée rouge puissante et n'est-ce pas là une menace d'intervention armée pour soutenir la révolution en Europe ?

Et de même de l'intervention de notre flotte dans la perspective d'une révolution aux Etats-Unis... Certainement nous avons une armée et nous ne la considérons pas comme mauvaise. Nous avons 600 000 soldats. Ce n'est pas peu. Mais en comparaison, par exemple, avec la France ou nos plus proches voisins, notre armée est très petite. Si on tient compte de notre population, de l'étendue de notre territoire, de nos frontières, de nos attrayantes richesses naturelles, on doit admettre que notre armée a un effectif limité. Nous avons déjà une fois proposé — et si l'Amérique nous soutient, nous sommes prêts à recommencer — de réduire la dimension de notre armée au minimum nécessaire pour le maintien de l'ordre à l'intérieur, pourvu que nos voisins en fassent autant avec leurs armées. Compte tenu du fait que notre situation économique est encore difficile, ce serait de notre part de la folie d'essayer d'agrandir notre armée. Nous avons réalisé des progrès économiques modestes mais solides dans les deux dernières années et nous espérons que notre développement économique se fera à un rythme plus rapide dans les deux ou trois prochaines années, si nous nous

arrangeons pour rester en paix. Dans ces conditions, toute aventure militaire signifierait une terrible menace contre la naissance économique de notre pays. La Russie n'a aucun penchant pour une guerre d'agression, ne serait-ce qu'à cause de ses énormes distances et de ses communications ferroviaires insuffisamment développées. Toutefois, ces mêmes conditions, avec nos hivers sévères, nous donnent l'entière capacité de nous défendre nous-mêmes, comme ce fut prouvé plus d'une fois, à commencer par les campagnes de Napoléon et d'autres antérieures, pour finir avec les récentes interventions. Tout notre travail de construction dans le domaine militaire repose là-dessus. Nous sommes en train de créer une armée territoriale purement défensive, transformant les unités de campagne de l'armée rouge en une milice, ne conservant que les cadres, c'est-à-dire les commandants, pour servir d'instructeurs, etc. Une armée permanente est facile à transformer en l'instrument d'agression mais une milice territoriale est en elle-même une garantie donnée au monde entier d'une politique pacifique, purement défensive.

Comment le gouvernement soviétique espère-t-il rétablir des relations commerciales avec les autres pays quand il refuse de reconnaître ses vieilles dettes?

Nos propres dettes, nous les payons et nous continuons à les payer, mais nous ne voulons rien payer de plus. Déjà en décembre 1905, le soviét de Petrograd, prédécesseur de l'actuel gouvernement, avertissait les puissances étrangères et les capitalistes étrangers que la révolution russe ne reconnaîtrait pas les dettes contractées par les tsars ni toute autre forme d'assistance donnée par les capitalistes étrangers au régime tsariste. Cela peut sembler injuste, mais les planteurs des Etats du Sud, pendant la guerre civile des années 1860, considéraient aussi comme injuste cet acte de guerre civile par lequel les propriétaires d'esclaves noirs étaient privés de leur droit de propriété. C'est cependant grâce à la victoire remportée dans cette guerre civile que l'Amérique a atteint sa puissance d'aujourd'hui. L'histoire n'avance pas selon les lignes établies dans les manuels de droit international. On peut le déplorer, mais la vie ne repose pas sur la jurisprudence. Est-il pourtant admissible, au nom du passé, de saper des potentialités d'un travail commun dans le présent et l'avenir ?

Vous demandez : où est la garantie que nous n'allons pas répudier nos propres obligations ? Je réponds : dans la logique des choses. Il serait simplement suicidaire de notre part de répudier les obligations que nous avons nous-mêmes assumées, si nous sommes intéressés à conserver la confiance en nous du monde des affaires. Je peux vous assurer que tant que la propriété privée continuera à exister en Amérique, nous connaissons les investissements

américains en Russie. Nous connaissons les innombrables obstacles administratifs, fiscaux et autres que les entrepreneurs étrangers rencontrent aujourd'hui dans notre pays. Mais ils sont dans une large mesure le résultat d'une absence de rapports de propriété réglementés. Pour notre part, nous sommes prêts à donner toutes sortes d'assurances aux firmes américaines sérieuses qui voudront investir à long terme dans notre industrie. Les avantages qui en découleront seront mutuels. Les rapports entre Etats, surtout de systèmes sociaux différents, ne peuvent pas reposer sur des considérations sentimentales. Il n'y en a nul besoin. Nous sommes bien entendu, très reconnaissants au peuple américain pour l'aide généreuse qu'il a donnée chez nous aux victimes de la famine. Mais les rapports d'affaires ne peuvent reposer simplement sur des sentiments de gratitude. Ils doivent être gouvernés par des considérations d'avantages mutuels. La situation géographique relative de nos deux pays interdit la possibilité de toute menace de nature militaire — impérialiste. En conséquence, les rapports entre nous peuvent être réglés par des considérations purement économiques. Je suis fermement convaincu que le monde du commerce et de l'industrie reconnaîtra très prochainement l'importance du marché russe. Les Etats-Unis ont connu au cours des dernières années un boom industriel puissant. Selon la loi du développement économique, ce boom sera suivi de dépression et de crise. Les premiers symptômes ont déjà apparu. Si elle ne veut pas réduire sa production, l'Amérique doit trouver des marchés extérieurs. Grâce à la politique de Poincaré, l'Europe est condamnée à une ruine sans cesse aggravée, pour nombre d'années. Les marchés européens de l'Amérique ne vont pas s'élargir mais rétrécir. La Russie est plus pauvre que l'Europe, mais la Russie n'est pas en train de sombrer, elle remonte. Par conséquent, la Russie et toute l'Union soviétique constitue un marché naturel pour l'industrie américaine. Le farmer américain aussi est intéressé en voyant que le paysan russe ne devient pas un cultivateur de grain sujet, au service de l'Europe, produisant du grain à bon marché et sapant les prix sur le marché mondial. Il est de l'intérêt du farmer américain que le capital américain devrait participer activement au développement industriel de la Russie, parce que cela augmenterait tout de suite notre consommation interne de grain, réduisant ainsi le volume des exportations. Les grandes firmes américaines pourraient accélérer notre développement industriel et ce faisant gagner pour eux-mêmes de très gros profits.

Il y a aussi un facteur moral (mais pas le moins du monde sentimental) qui facilite un rapprochement entre les Etats-Unis soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique. Dans nos journaux et revues techniques, vous trouverez souvent les mots « américanisme » et « américanisation », utilisés dans un sens favorable et pas du tout désobligeant. Les Russes désirent vivement apprendre des

Américains des méthodes rationnellement organisées de production, d'organisation scientifique du travail et ceci constitue une base morale pour un lien avec l'Amérique. Nous savons que les cercles de vos grands milieux d'affaires sont encore très hésitants, mais nous avons appris patience et endurance dans notre lutte contre le tsarisme. Nous pouvons d'autant plus attendre patiemment dans ce cas : le sens commun est de notre côté.

Est-il possible que vous puissiez passer de la Nep au communisme de guerre ?

La Nep est une nécessité absolue pour nos 90 000 000 de paysans. Si nous voulions nous casser nos têtes, il nous faudrait en finir avec cette politique. Il n'y a en conséquence nul besoin de déclarations solennelles ou de manifestes pour confirmer la politique de la Nep. Les conditions de notre vie interne assurent sa complète stabilité.

Pravda 30 septembre 1923

L.D. Trotsky

**Aux hommes de l'Armée rouge, commandants et
travailleurs politiques des unités d'artillerie du district
militaire de Sibérie occidentale.**

Chers camarades ! Merci du fond du coeur pour votre salut de camarades. La situation en Europe est extrêmement perturbée. La bourgeoisie dirigeante montre de plus en plus clairement qu'elle est incapable d'assurer quelque sorte de paix et d'ordre pour les peuples. Le danger est grand de nouveaux coups contre l'Union soviétique. Si nous sommes en danger, j'aurai confiance en l'Armée rouge, commandants et travailleurs politiques des unités d'artillerie du district militaire de Sibérie occidentale.

Izvestija, 5 octobre 1923.

Karl Radek

Réponse à Paul Faure et à d'autres larbins socialistes de M. Poincaré ¹

(10/12 (?) octobre 1923)

M. Poincaré a gagné la guerre de la Ruhr. Il a vaincu Stinnes et Krupp — et aussi les mineurs de la Ruhr. Il triomphe. Il a gardé le gage des réparations. Ces gages, ce ne sont pas seulement les mines, mais aussi les mineurs sans lesquels les mines ne présentent évidemment aucun intérêt. Le travail des mineurs, ce travail de forçats, peut seul, en définitive, satisfaire M. Poincaré.

Les socialistes français — Renaudel, Paul Faure, Longuet — et les syndicalistes réformistes — Jouhaux et *tutti quanti* — ont protesté à la conférence de La Haye contre l'occupation, alors projetée, de la Ruhr. Au congrès de Hambourg, ils ont salué la résistance passive des mineurs de la Ruhr. Mais ont-ils fait le moindre geste pour appeler les masses ouvrières françaises à la lutte contre l'impérialisme de leur pays, qui venait de reculer jusqu'à l'Ems la frontière de l'Allemagne et de prendre à la gorge les mineurs de la Ruhr ? Par l'organe de leur Grumbach et de leur Paul Faure, ils dénoncent au contraire au prolétariat français deux dangers menaçant la paix : « Radek et Poincaré ». — Eh oui, Radek menaçant la paix, Radek d'abord et Poincaré ensuite ! Naturellement, Radek n'a pas, dans toute cette histoire capitale de la révolution allemande, une grande importance : c'est de la révolution allemande et de la

1. *La Correspondance internationale* (éd. en français d'*Inprekorr*, n°85, 26 octobre 1923, p. 647). Radek était l'un des dirigeants de l'insurrection en Allemagne. Il était la cible de la presse socialiste française à cause de son discours sur le militant d'extrême-droite Schlageter, fusillé sur décision d'un conseil de guerre français pour "sabotage", qu'il avait salué comme un "pèlerin du néant" faisant appel aux hommes de son courage pour qu'ils combattent pour une Allemagne communiste.

Russie des soviets qu'il est question. Ce sont elles qui menacent la paix ! M. Poincaré est dangereux, lui aussi, mais si ce n'était pas cette « maudite » révolution allemande inspirée par la Russie des soviets (d'après les renseignements du *Populaire* du 28 septembre, il n'y a pas moins de 2000 agents de Moscou travaillant en Allemagne à la préparation militaire), M. Poincaré ne pourrait pas faire la guerre, puisqu'il n'aurait pas à qui la faire. Il écraserait le prolétariat allemand et tout serait pour le mieux.

Jamais, depuis la naissance du socialisme, on n'a vu tant de vilénie, une infamie aussi profonde... 200 000 baïonnettes françaises luisent en territoire allemand ; des conseils de guerre français font fusiller des citoyens allemands ; des autorités militaires françaises suppriment la presse communiste allemande ; mais les socialistes français frémissent d'horreur à l'idée qu'il puisse se trouver dans le prolétariat allemand des hommes capables de penser à la défense de leur vie et d'un pays qu'ils gouverneront demain. Le Renaudel qui, avant-hier, défendait sa patrie bourgeoise contre l'agression du Kaiser, dénonce aujourd'hui la « menace de guerre » des ouvriers communistes allemands décidés à défendre, après la prise du pouvoir, leur pays. Paul Faure et Longuet, que les 14 points de Wilson satisfaisaient autrefois, prêchent la paix aux ouvriers allemands sur lesquels 200 000 soldats français braquent leurs fusils. La Fable du *Loup et de l'agneau*.

Mais nous n'avons pas pris la plume pour exprimer une fois de plus à ces êtres vils la profondeur de notre mépris. Nous voulons éclairer ici quelques faits.

Le Populaire s'évertue à nous mettre en contradiction avec Humbert -Droz. Humbert-Droz, dit-il, démontre que la révolution allemande fera l'impossible pour éviter une guerre avec la France. Radek, lui, préconise la guerre. M. Paul Faure ment sciemment ! En 1919, la paix de spoliation à peine signée, je polémiquais avec Wolffheim et Laufenberg, alors mes camarades de parti, qui exigeaient que le PC s'engageât, dès son arrivée au pouvoir, à annuler le traité de Versailles. En 1923, dans une discussion publique avec l'organe nationaliste allemand *Gewissen*, j'ai deux fois répété que le PC allemand au pouvoir devrait faire l'impossible pour éviter la guerre. Nous sommes, Humbert-Droz et moi, complètement d'accord. Mais M. Paul Faure peut-il nous garantir que notre parfait accord sur ce point sera aussi celui de M. Poincaré et de la révolution allemande ? M. Poincaré laisse bien M. Faure lécher le parquet sur lequel il va poser ses escarpins, mais il accorde aux opinions des Renaudel et des Paul Faure autant d'attention qu'un Bouddha de pierre aux prières de ses fidèles. Et c'est pourquoi le PC allemand dit bien haut au monde et au peuple français :

« Nous voulons la paix à tout prix. Mais si M. Poincaré veut nous tuer, nous lui prouverons que nous ne sommes ni des Renaudel, ni des Paul Faure, ni de vieilles femmes larmoyantes, mais des hommes qui défendront leurs foyers, leurs enfants, leurs vies, leurs terres ».

C'est là la propagande belliciste que nous faisons. Rapportez-le à M. Paul Faure, à M. Poincaré. Cela vous vaudra peut-être un petit subside pour *Le Populaire*.

- Mais, s'exclame encore M. Paul Faure, elle est jolie, la Commune, elle est jolie, la révolution des communistes unis aux fascistes ! »

Vous n'êtes pas seulement un indicateur de sous-préfecture, M. Paul Faure, vous êtes en outre un imbécile ! Vos camarades de parti, vos Hilferding et vos Sollmann occupent encore des fauteuils ministériels à côté du général von Seeckt, l'un des chefs véritables du fascisme allemand ; ils lui ont donné le pouvoir... Votre camarade de parti M. Severing a dissous les centuries ouvrières de Berlin, à l'heure même où les fascistes bavarois s'armaient librement de pied en cap. Au moment où vous recevez ce soufflet, M. Paul Faure, vos camarades de parti membres du gouvernement allemand exigent le désarmement des centuries ouvrières de Saxe tandis que nos camarades du parti communiste entrent dans le gouvernement saxon pour organiser la résistance à Ludendorff. C'est pourquoi je me suis permis de vous traiter d'imbécile. Devant ces faits, quel ouvrier français vous croira ?

Vous répondrez peut-être que, comme mes amis allemands, je discute avec des fascistes et je leur offre une alliance contre la France. Vous l'avez déjà dit et, cette fois encore, vous avez menti. Il y a en Allemagne 9 millions de petits bourgeois dont les Hohenzollern et les Wittelsbach, les Ludendorff et les Stinnes, veulent se faire une armée de prétoriens contre-révolutionnaires. L'état-major français, spéculant sur un coup de force nationaliste qui lui permettrait d'occuper et de démembrer l'Allemagne, dépense des millions en subsides au fascisme allemand. Mais les communistes allemands vont au-devant des classes moyennes ruinées et leur disent :

« Vous ne souffrez pas seulement du joug du traité de Versailles. Vous ne payez pas seulement les réparations. Vous faites aussi les fortunes des Stinnes, des Kloeckner, des Krupp et des *Junker* prussiens. Ils vous exploitent. Ils veulent faire de vous une chair à canon. Rompez avec eux, venez à la classe ouvrière, venez combattre avec elle pour l'avenir du peuple allemand, contre la réaction mondiale, contre l'impérialisme mondial, contre la réaction et l'impérialisme dans votre propre pays ! »

L'alliance des communistes et des fascistes, la voilà. C'est celle de la classe ouvrière avec tous ceux qui, en Allemagne, souffrent et veulent se libérer.

- Et la Russie des soviets ? demande enfin le piteux Paul Faure. Point n'est besoin de lui répondre longuement. La Russie soviétique est un pays de dur travail et de paix. Nul ne l'aide à se relever de ses ruines. Il serait insensé de sa part de ralentir son relèvement par une nouvelle guerre. Pourtant, que les Paul Faure le sachent et le rapportent à M. Poincaré, la Russie des soviets est le pays des ouvriers et des paysans en armes. Et quiconque, pour mieux étrangler la révolution allemande, poussera contre la Russie rouge les vassaux de l'impérialisme français, quiconque voudra reporter par-dessus l'Allemagne la frontière française sur la Bérésina, entendra bientôt une forte traduction des chants français de 1793 et se rendra compte bientôt que les baïonnettes russes ne sont pas encore émoussées...

Rapportez-le à M. Poincaré, indicateurs méprisables et — pour le moment — bénévoles de l'impérialisme français. Nous ne craignons pas vos délations. Notre œuvre est propre et nous n'en cachons rien.

Karl Radek

Poincaré devant l'Allemagne ¹

(18 octobre 1923)

La presse française s'abstient de formuler des jugements sur le développement prochain des événements d'Allemagne. M. Poincaré a seulement dit, dans un de ses récents discours dominicaux, que le spectre de l'anarchie en Allemagne n'était pas pour l'effrayer. La France saura défendre l'ordre et la paix sociale contre l'anarchie allemande ! La France est un pays de mœurs stables, d'ordre, etc.

Nous pensons que la quiétude de M. Poincaré est plus apparente que réelle.

M. Poincaré est en effet dans une situation contradictoire au possible. Il assiste à la ruine économique de l'Allemagne. Sa presse explique à l'opinion publique que ce n'est pas sérieux, que l'Allemand est malin, qu'il se ruine lui-même pour ne pas payer. De cette fable, M. Poincaré ne croit évidemment pas un traître mot. Il ne peut pas ne pas comprendre parfaitement que ce qui se passe en Allemagne *n'est autre chose que la ruine complète de l'organisme économique dont il attend le paiement des réparations. Cette ruine annonce une révolution.* M. Poincaré doit y penser.

Il pourrait se résoudre à un compromis avec le gouvernement Stresemann comme certains milieux français l'y invitent en soulignant que c'est le gouvernement de l'abandon de l'idée de revanche. Mais cet abandon est-il sérieux ? Stresemann n'a pas de meilleur appui que le général von Seeckt qui est... le général von Seeckt. Enfin, M. Poincaré se demande quelles concessions devraient être faites pour que le gouvernement Stresemann se consolide ? Il faudrait pour cela renoncer à toutes les exigences territoriales de l'impérialisme français,

1. *Bulletin communiste*, n° 42, 18 octobre 1923, pp. 648-649.

diminuer fortement les réparations, consentir à l'Allemagne un moratoire de plusieurs années. M. Poincaré ne représente pas *personnellement* les revendications territoriales de l'impérialisme français. Il comprend vraisemblablement que le développement actuel de l'aviation ne permet plus de considérer le Rhin comme une frontière sûre. Mais M. Poincaré ne peut pas se séparer nettement de la camarilla du maréchal Foch, n'étant pas certain d'atteindre son but principal. Il représente les masses paysannes cossues qui ne veulent pas payer de nouveaux impôts, les rentiers, porteurs des emprunts de guerre et de reconstruction des régions dévastées. Il lui faut de l'argent, de l'argent et toujours de l'argent.

Et s'il ne peut pas apporter de l'argent à ses compatriotes, il faut qu'il leur apporte des gages, des gages qu'on puisse tenir en mains : la Sarre, la Rhénanie, la Ruhr. *M. Poincaré ne peut donc pas faire à l'Allemagne la moindre concession et son intransigeance condamne tout ministère allemand constitué sur une plateforme d'exécution du traité de Versailles.*

De sorte qu'une question se pose tout à fait impérieusement : et après ? La banqueroute du cabinet Stresemann, ministère-tampon, mal installé entre la contre-révolution et la révolution, signifie la guerre civile. Et c'est ici que nous entendons M. Poincaré déclarer : « Nous ne craignons pas l'anarchie allemande ! ». Qu'est-ce à dire ? Que les Blancs fassent la guerre aux Rouges et les Rouges aux Blancs ! Qu'ils s'exterminent les uns les autres ! Et l'Allemagne cessera de jouer un rôle politique !

M. Poincaré pense en cette circonstance tout à fait comme ce général anglais qui, revenu en 1919 des Pays Baltes et, interrogé sur l'avenir de la Russie, répondait : « Les Blancs font la guerre aux Rouges ; je suis d'avis qu'il faut encore armer les Verts ! ». Mais, politique clairvoyant, M. Poincaré doit aussi penser aux pires hypothèses : à la victoire possible soit des Blancs, soit des Rouges.

La victoire des Blancs, il ne la craint pas. Si les généraux des Hohenzollern, les Ludendorff, se mettent à la tête de l'Allemagne, M. Poincaré a les mains libres. Il lui devient facile de mobiliser l'opinion publique de la France paysanne au cri de la *Patrie en danger* ! L'opinion publique américaine et anglaise, dans laquelle le ressentiment contre le kaiserisme est encore vivace, ne lui fait plus d'opposition. Il fait occuper la ligne du Main, coupe l'Allemagne du Sud de l'Allemagne du Nord, fait marcher les troupes polonaises sur la Prusse orientale et Berlin, fait menacer Dresde et Leipzig par les Tchécoslovaques. Le spectre des Hohenzollern paralyse les masses ouvrières et lui laisse toute liberté d'action. L'Allemagne occupée, l'impérialisme français brise sa centralisation, y

substitue un lien fédéral sous l'hégémonie de la Bavière catholique et assume le contrôle de l'industrie germanique.

Mais, en cas de victoire des Rouges, que fait M. Poincaré ? En ce cas, sa situation est mille fois plus difficile. La peur de la révolution aiguillonne la bourgeoisie internationale, mais l'esprit révolutionnaire enthousiasme les masses ouvrières de France, d'Angleterre et d'Amérique. M. Poincaré sait qu'il ne lui serait pas facile de convaincre les arrière-neveux des Communards de 71, qui travaillent dans ses usines de munitions, font marcher ses chemins de fer, desservent ses armes techniques, de la nécessité de le soutenir contre une Allemagne rouge, communarde à son tour. M. Poincaré espère sans doute que l'Allemagne méridionale, agricole, catholique et séparatiste, se séparerait du Nord prolétarien, que les *junker* prussiens s'entendraient avec la Pologne, que peut-être la contre-révolution catholique, séduite par la promesse d'une future hégémonie bavaroise, laisserait soumettre à la Pologne l'oligarchie agraire prussienne. Coupé de l'Allemagne du Sud et de l'Est, le Nord de l'Allemagne ne pourrait tenir. Dans cette hypothèse, il ne resterait plus à la France impérialiste qu'à établir autour du Rhin et de la Ruhr un cordon de tranchées, peut-être à fournir quelque renfort aux Bavarois pour leur permettre de tenir sur la ligne du Danube et du Rhin, peut-être occuper la ligne du Main. Puis, à la débâcle de la révolution allemande, la bourgeoisie germanique serait tellement terrorisée qu'elle consentirait à toutes les annexions, à toutes les transformations politiques, ne demandant qu'à lécher les bottes du militarisme français, son libérateur. Épuisée, morcelée, l'Allemagne ne pourrait pas se nourrir. Une partie de sa population servirait à engraisser les mauvaises terres de l'Amérique du Sud et des colonies anglaises.

Seulement, il reste une hypothèse que M. Poincaré n'ose certainement pas examiner sous tous ses aspects : *Et si la révolution allemande — faite par des millions de prolétaires trempés dans la lutte sociale, renforcés par une nombreuse petite-bourgeoisie ruinée, renforcée par quelques centaines de milliers d'intellectuels désespérés, imbus d'esprit national et pourvus d'une éducation militaire — avait la force de rassembler sous ses drapeaux écarlates toutes les terres allemandes et de défendre la nation allemande contre l'impérialisme français ?*

M. Poincaré devrait bien comprendre qu'une telle Allemagne, il ne pourrait la vaincre. Pour la combattre, il devrait mobiliser toutes les classes et contraindre ses vassaux à faire la guerre. Sans doute les armées modernes ont-elles une grande supériorité sur les populations insurgées. Une occupation

sanglante de l'Allemagne est, à la rigueur, concevable. Mais ce ne serait qu'une victoire à la Pyrrhus. Voici pourquoi :

La Pologne réunit sous son joug des nationalités disparates. A l'Est, ses populations ukrainiennes, biélorusses, lithuaniennes, abominent le propriétaire polonais. Le mouvement ouvrier y est fort. L'Etat, jeune et pauvre, n'est pas encore affermi.

La Tchécoslovaquie est également minée par les conflits de nationalités. Sur ses 12 millions d'habitants, elle a 8 millions de prolétaires. Elle ne nourrit aucun dessein de conquête à l'égard de l'Allemagne.

Pour ces pays, obéir à un Poincaré, faire la guerre à l'Allemagne, ce serait mettre en jeu leur propre destinée. D'autant plus que ni la Russie des soviets ni aucune autre Russie imaginable ne pourrait assister impassible à des événements qui auraient pour conséquence de faire de la Bérésina — une frontière française. Et quelle serait la situation de l'armée française en Allemagne ? L'Allemagne, occupée par surprise, résisterait de toutes ses énergies intérieures. La population allemande est instruite, le pourcentage des personnes connaissant le français y est élevé, le contact entre cette population révolutionnaire et la troupe de l'impérialisme serait infiniment dangereux. Les armées modernes ont besoin d'un appareil de liaison extrêmement complexe. A chaque instant, des partisans lui porteraient des coups sensibles. Ces partisans seraient légion. Ils réuniraient l'audace des combattants prolétariens à l'entraînement militaire. L'armée française sentirait le sol trembler sous ses pieds.

Qu'aurait-elle à l'arrière ? Elle aurait un pays obligé à d'immenses efforts économiques, à d'immenses sacrifices militaires, à la mobilisation de tous ses fils, comprenant que c'est pour une œuvre inféconde et qu'il est impossible de maintenir en esclavage des dizaines de millions d'hommes insurgés contre un joug étranger. Encore faible aujourd'hui, le Parti communiste français deviendrait le centre de ralliement d'un mouvement révolutionnaire spontané.

Et plus loin encore à l'arrière, l'Angleterre, rivale de la France pour l'hégémonie européenne, l'Angleterre, consciente que chaque affaiblissement de la France est pour elle un avantage.

Nous sommes convaincus que M. Poincaré, en dépit de l'inépuisable force morale que constitue pour l'avocat d'affaires qu'il est, le texte du Traité de Versailles, sentira un petit frisson lui parcourir l'échine, rien qu'à l'idée de ces difficultés. Il prétend, c'est entendu, au rôle de sauveteur de la civilisation capitaliste en France, mais nous ne pensons pas qu'il veuille devenir un des paladins de la révolution européenne.

Et c'est ce qui nous fait dire :

Le peuple allemand, quand il aura pris conscience de sa volonté, ne sera plus une proie offerte à tous les bandits de grands chemins possesseurs d'un tromblon. Une révolution allemande se trouverait aux prises avec d'énormes dangers, mais elle susciterait dans le peuple allemand d'immenses énergies, le tirerait de sa prostration et, quelles que puissent être ses luttes et ses souffrances, ferait trembler la main qui se lèverait contre elle.

L.D. Trotsky

Au Comité de rédaction de *Die Rote Fahne*

Chers camarades ! Folie et chaos règnent en Europe. Les trois péninsules méridionales sont officiellement aux mains du fascisme. Le militarisme français veut étrangler le peuple allemand. Mais celui qui ouvre un nouveau numéro de *Rote Fahne* sent que le peuple allemand, représenté par sa classe ouvrière, est vivant et grand et capable de s'ouvrir la voie dans l'avenir.

Rabotchaia Gazeta, 17 Octobre 1923.

L.D. Trotsky

Rapport au 3ème congrès provincial de Moscou du Syndicat pan-Union des Métaux

(19 octobre 1923)

Nous traversons des semaines et des mois comme il s'en produit rarement en mille ans et qui sont même peut-être sans précédent dans l'Histoire. Avant la révolution d'Octobre, nous considérons que l'évènement le plus important de l'histoire mondiale et le plus proche de nous était la Grande Révolution française et les événements qui l'ont suivie, y compris les guerres napoléoniennes. Mais c'étaient des événements profondément insignifiants au regard de ce qui est en train d'approcher en Europe centrale. La révolution prolétarienne en Allemagne a mûri. Nous croyions que la révolution mondiale allait suivre la guerre impérialiste mondiale. Six ans après, continuent d'incessantes batailles de classe en Europe. En 1918, les Hohenzollern ont été renversés en Allemagne. Un gouvernement socialiste y a été formé. Copiant l'exemple de Petrograd, les ministres se sont appelés « commissaires ». La classe ouvrière était arrivée au pouvoir mais elle était dirigée par les social-démocrates. Les social-démocrates ont agi comme s'ils étaient des plénipotentiaires de la bourgeoisie pour la liquidation de la révolution prolétarienne. Les ministres social-démocrates se sont graduellement réduits à la nullité, cédant tous leurs pouvoirs aux représentants du grand capital. L'économie du pays s'est effondrée. Le mark a dégringolé si vite que même notre très rapide rouble soviétique n'a pas pu le suivre. Douze millions de travailleurs allemands sont sous le talon de fer du capital étranger. Jusqu'à 75 % du charbon et de l'acier de la Ruhr ont été saisis par les esclavagistes. L'Allemagne n'a aucune issue à sa crise sociale. Ou l'effondrement, la paupérisation, la sauvagerie culturelle, ou la révolution

prolétarienne. Des tentatives renouvelées sont faites pour recourir à l'aide des social-démocrates. Mais en même temps, l'influence du Parti communiste grandit sur les masses.

Pour qu'une révolution réussisse, il faut que les conditions économiques aient mûri. Ont-elles mûri en Allemagne ? Oui. L'industrie allemande est concentrée et si bien organisée que seule l'Amérique la dépasse. Il sera infiniment plus facile d'organiser une économie socialiste en Allemagne qu'ici, du fait de notre arriération. Le niveau culturel de l'ouvrier allemand est suffisamment élevé pour lui permettre de mener à bien sa révolution. Ainsi il existe les conditions techniques et politiques qui sont favorables à une révolution en Allemagne. Quelles en sont les conditions pour la composition de classe ? Ici, au temps de la révolution d'Octobre, il y avait trois millions d'ouvriers sur un total de 150 millions, dont la majorité paysans. En Allemagne, sur 60 000 000, 15 sont des ouvriers d'industrie et 3 des ouvriers agricoles. C'est une force imposante. Il faut une condition supplémentaire, que la classe veuille et puisse prendre le pouvoir. Les social-démocrates qui dirigeaient le prolétariat allemand ont dégénéré progressivement en agence de la bourgeoisie. Leur ligne de conduite pendant la guerre impérialiste a prouvé qu'ils avaient fait faillite d'un point de vue de classe. Après la guerre, la classe ouvrière allemande s'est lancée vers le pouvoir. Mais entre elle et le pouvoir il y avait les social-démocrates.

Au cours des dernières années, le Parti communiste a commencé à venir au premier plan. Il n'y a pas de doute que ce parti, en tant que dirigeant du mouvement ouvrier, veut prendre le pouvoir. La question demeure : le peut-il ? Il est tout à fait hors de doute pour nous que la révolution est inévitable en Allemagne, que la classe ouvrière y est prête. Depuis 1918, la classe ouvrière allemande a versé beaucoup de sang pour conquérir le pouvoir mais elle n'y est pas parvenue parce que ses dirigeants étaient trop faibles pour leur rôle. Depuis le IIIe congrès de la IIIe Internationale, l'importance du Parti communiste allemand, nouveau dirigeant de la classe ouvrière, a augmenté progressivement.

La crise actuelle en Allemagne s'est développée à partir de l'occupation de la Ruhr. Stresemann s'est rendu aux impérialistes français. Mais le capital usurier français ne voulait pas parler avec les vaincus. L'Etat bourgeois allemand est à l'agonie. Essentiellement, il n'y a plus une Allemagne unifiée. La Bavière, avec sa population de 9 millions, est sous l'autorité du fascisme modéré. La Saxe, avec une population de 8 millions, a un gouvernement de coalition de communistes et de social-démocrates de gauche. Aucun de ces états ne prend garde au gouvernement central de Berlin où Stresemann gouverne sans espoir. Le Parlement lui a cédé ses pouvoirs, ceux de l'impuissance. Stresemann ne tient

que parce que ni le Parti communiste ni les fascistes n'ont encore pris le pouvoir. Mais l'aile gauche du front politique en Allemagne continue à grandir.

Quelles sont les chances de la classe ouvrière dans la lutte imminente ?

Nous avons déjà notre *coup d'œil* révolutionnaire. Techniquement, le pays est prêt. Le niveau de la classe ouvrière est suffisamment élevé. La classe est dirigée par un Parti communiste qui manifeste sa volonté du pouvoir. Mais il ne suffit pas de calculer les ressources, il faut les utiliser. Le Parti communiste pourra-t-il utiliser les conditions actuelles ?

Quelle est la différence entre les conditions qui existaient ici à l'époque de la Révolution d'octobre et les conditions en Allemagne aujourd'hui ? Nous avons une masse armée des opprimés, l'armée de cette époque, qui suivait nos mots d'ordre. La classe ouvrière d'Allemagne est confrontée par une armée d'Etat de 100 000 hommes, dont 3 000 officiers. Le traité de Versailles interdit une armée plus grande. Cette armée est recrutée par engagements volontaires, les hommes s'engageant pour douze ans. Elle est dispersée à travers un pays de 50 millions d'habitants (si on exclut la Ruhr) dont plus d'un tiers sont des prolétaires. Cette force n'est pas pour la bourgeoisie un soutien fiable surtout dans les conditions pré-révolutionnaires. Il y a ensuite une force de police d'Etat de 135 000 hommes. Elle est composée de syndiqués dont nombre de social-démocrates d'optique menchevique. Peu nombreux, âgés, chargés de famille, on ne peut guère s'attendre à ce qu'ils soient avides de se battre pour la cause de Stinnes et du capital. La troisième force contre-révolutionnaire consiste dans les bataillons fascistes. Ils sont dirigés par des officiers d'état-major experts dans l'art des massacres. Ils sont familiers avec la question des transports ferroviaires dans la mesure où cela touche leurs objectifs. Les effectifs des bataillons fascistes sont un secret militaire. Mais il existe des raisons de penser qu'ils comptent entre 200 et 300 000 hommes. Ils sont composés d'enfants de la bourgeoisie et de la partie réactionnaire de la paysannerie et de lumpen-prolétaires.

Telles sont les forces d'un côté ; de l'autre il y a les Centuries prolétariennes. Quels sont leurs effectifs ? Nous l'ignorons. C'est un secret militaire de la classe ouvrière allemande. Mais on peut supposer que dans un pays avec 15 millions d'ouvriers d'industrie et 3 d'ouvriers agricoles, la proportion dans les Centuries prolétariennes doit être bonne.

Tel est le rapport des forces. Lors d'une réunion, on m'a demandé si ce n'était pas de l'opportunisme de la part des communistes de Saxe d'entrer dans un gouvernement de compromis. Ce n'est pas de l'opportunisme mais une mesure révolutionnaire. Souvenez-vous qu'en août 1917 nous propositions aux mencheviks et aux sr de former un bloc avec nous contre les forces contre-révolutionnaires. Puis, plus tard, nous avons eu la coalition avec les sr de

gauche due au besoin que nous avons de trouver un soutien chez les paysans qui penchaient pour l'opposition et qui suivaient à l'époque les sr de gauche.

Les social-démocrates de Saxe se sont trouvés pris dans un étau. D'un côté il y avait la classe ouvrière et son représentant, le Parti communiste, et, de l'autre, le général Müller agissant au compte du général Seeckt et du gouvernement central. La Saxe ouvrière et la Bavière fasciste, les places d'armes des camps opposés, rassemblaient leurs forces. Le général Müller exigeait la dissolution des Centuries prolétariennes et se préparait à frapper la Saxe, amenant des troupes et de l'artillerie à ses frontières. Les ouvriers refusèrent d'obéir à l'ordre du gouvernement central transmis par le général Müller. Nous sommes au bord de la guerre civile si Müller et Seeckt mettent leur menace en réalisation. Le gouvernement de Saxe a été obligé de faire appel aux ouvriers de l'Allemagne entière pour soutenir le prolétariat saxon. Le comité central du parti social-démocrate allemand a demandé au gouvernement ce que signifiait la campagne contre la Saxe. Imaginez seulement comment l'ouvrier berlinois moyen va réagir à la nouvelle qu'un gouvernement de coalition ouvrière a été formé en Saxe et que Seeckt, en tant qu'agent du gouvernement central, marche contre lui. Les ouvriers allemands et en particulier ceux des chemins de fer se préparent à la grève pour paralyser le coup fasciste contre la Saxe.

Le rythme des développements militaires s'accélère dans tout le pays. Les événements se déroulent suivant le plan. Des circonstances prennent forme qui sont extrêmement favorables à la classe ouvrière. Mais l'Allemagne n'est pas seule. Elle a des voisins et elle n'a pas un territoire aussi étendu que nous. Les ouvriers allemands garderont-ils le pouvoir dans la situation internationale actuelle, telle est la question. Le principal ennemi de la révolution allemande, c'est la Grande-Bretagne, cet ennemi consacré de toutes les révolutions. La Grande-Bretagne est sans espoir sur terre. Sa force d'autrefois reposait sur l'antagonisme mutuel de deux de ses puissants adversaires du continent — par exemple France et Allemagne. Son impuissance sur terre s'est clairement manifestée dans l'affaire de l'ultimatum de Curzon qui a laissé dans notre mémoire une marque sous la forme de plusieurs avions. C'est un exemple non moins clair de l'impuissance de la Grande-Bretagne sur terre que sa position dans la question de la Ruhr et aussi par rapport à la Turquie.

La révolution se passe sur terre et sur terre, comme nous l'avons vu, la Grande-Bretagne conservatrice n'est pas dangereuse. Le plus fort et le plus dangereux des ennemis de l'Allemagne sur le continent, c'est la France. Le Parti communiste de France est fort, mais ce serait un optimisme inexcusable que de surestimer son importance.

Qu'est-ce que cela veut dire, pourtant ? Que la révolution allemande sera écrasée par des soldats étrangers ? On a l'exemple de l'occupation allemande de l'Ukraine qui a exigé une armée de 250 000 membres. Et il y avait beaucoup moins de villes en Ukraine et un réseau insignifiant de lignes de chemins de fer. Une occupation étrangère de l'Allemagne industrialisée nécessiterait entre 1 500 000 et 1 750 000 soldats. On a observé que les troupes d'occupation sont rapidement gagnées par la contagion révolutionnaire et se désintègrent dans une certaine mesure en tant que force militaire. L'armée française compte 700 000 hommes. L'armée française à elle seule ne serait pas suffisante si elle décidait d'occuper une Allemagne révolutionnaire, et d'autres pays comme la Pologne et la Tchécoslovaquie ne pourraient pas lui fournir plus de 500 000 hommes supplémentaires. Cela signifie que la France aurait à combler l'insuffisance des effectifs de son armée d'occupation en mobilisant huit classes. Dans notre pays, un tel rappel fournirait un contingent d'un million en une seule année. Il se fait que j'ai passé en France les trois premières années de la guerre. Et j'ai vu l'effet que produisaient sur la société française les pertes éprouvées pendant la guerre impérialiste. Pour une nation de 39 millions, caractérisée par la faible croissance de sa population, la perte d'un million et demi a été colossale. Il n'y a guère une seule famille en France qui n'ait pas eu un des siens tué à la guerre. En France aujourd'hui il y a beaucoup de travailleurs italiens, espagnols, tchécoslovaques et polonais. Si le paysan français est accablé du poids d'une dette de guerre de plus de 300 milliards, avec une guerre d'occupation et le rappel de plusieurs classes, il ne pourra plus y faire face. L'intervention de la France dans l'Allemagne révolutionnaire est non seulement impraticable, elle serait pure folie. Nous ne savons pas cependant dans quelle folie une bourgeoisie moribonde s'aventurera pour se sauver.

Il est difficile de supposer que la Pologne prendrait le risque de marcher sur Berlin. Tout ce qu'elle pourrait y gagner, c'est de recevoir un bon coup. On dit que la guerre avec la Pologne est inévitable. Mais ce n'est pas vrai. Il y a bien des raisons de penser qu'elle n'aura pas lieu. Que signifierait pour nous une telle guerre ? Elle nous ferait un mal injustifiable du point de vue économique et culturel et porterait un coup sérieux à notre travail constructif. Nous ne voulons pas la guerre, nous devons faire et nous ferons notre possible pour l'éviter. Nous sommes entièrement du côté des ouvriers allemands... Nous leur tendrions volontiers la main par-dessus la Pologne pour les encourager si c'était nécessaire. Les ouvriers allemands n'ont pas besoin d'un soutien militaire dans leur lutte intérieure. C'est un pauvre horizon pour une révolution si elle ne peut l'emporter par ses propres forces. Mais ce dont l'ouvrier allemand qui a commencé sa révolution, ne peut se passer, c'est le grain soviétique. Exactement comme l'ouvrier allemand a besoin de notre grain, la paysan russe a besoin d'un

débouché sur le marché européen du grain. Nos prix des grains sont désastreusement bas. Du fait de la conjoncture actuelle des prix, il va être difficile d'assurer que la paysannerie avancera dans le même harnais économique que les ouvriers. Le prolétariat allemand a le commandement de produits industriels dont nous avons besoin. Des échanges réciproques de biens doivent commencer entre l'Allemagne et l'Union soviétique dans l'intérêt des deux. La clé géographique de ces échanges est aux mains de la Pologne. La Pologne peut nous servir de pont ou devenir une barrière. S'il apparaît qu'elle nous sert de pont pour notre commerce, nous la paierons comptant. Si nous ne pouvons pas transporter notre grain à travers la Pologne vers les ouvriers allemands, et recevoir en échange les produits manufacturés dont nous avons besoin, nous serons économiquement étranglés. En conséquence, si la Pologne se révèle une barrière entre nous et l'Allemagne, elle peut aussi se trouver entre deux pinces. Nous sommes décidés à payer cher pour la paix, mais nous ne permettrons pas que notre pays meure sur le plan économique ni que le prolétariat allemand meure de faim. Après la guerre avec la Pologne, nous avons essayé d'obtenir une frontière commune avec l'Allemagne, mais il y avait Wrangel sur nos arrières et nous avons été incapables d'obtenir ce que nous voulions. Maintenant nous offrons à la Pologne, en échange de la paix et du transit par son territoire, des facilités pour son transit vers l'Orient à travers le territoire soviétique. Telle est notre position dans la situation internationale actuelle. Nos revendications sont réalisables, mais il est impossible de dire avec une quelconque certitude qu'elles seront réalisées. Les chances de la paix sont de 51 contre 49. Le moment exige un self-control exceptionnel et nous devons nous préparer à la guerre comme si elle était inévitable. En fonction de cela, nous accordons maintenant une attention particulière à l'état de notre armée, de notre aviation et de notre industrie de guerre.

Quelques camarades supposent que, du fait que la révolution est en train de mûrir en Allemagne, nous n'avons pas besoin de nous préoccuper du travail quotidien, de la Nep, de bricoles. Il faut combattre cet état d'esprit. En fait, il est impossible d'esquiver les préoccupations quotidiennes. Au contraire, lorsque tout ce que vous avez à faire dans le domaine du travail quotidien est concerné, vous devez le faire trois fois mieux, trois fois autant, trois fois plus vite. La révolution allemande n'exige pas de nous que nous écartions les tâches pratiques du jour. Au contraire, notre travail pratique quotidien doit être maintenant plus responsable que jamais.

Je le répète, la guerre est indésirable, elle n'est pas inévitable, mais elle est probable. Si elle éclatait, ce serait une guerre qu'on nous aurait obligés à faire. Nous ne devons pas perdre le contrôle de nos nerfs au milieu des événements qui

approchent. Le pays comprendra que nous voulions éviter la guerre mais que nous n'avons pas pu. Les masses laborieuses, dirigées par la classe ouvrière organisée, nous suivront et nous émergerons de cette nouvelle épreuve avec honneur et dans le triomphe.



L.D. Trotsky

Rapport au Congrès du Syndicat des Travailleurs des Transports

(20 octobre 1923)

Camarades !

[...] D'abord et avant tout, il y a la révolution allemande : [...] toutes les questions passent maintenant au second plan sous l'influence des faits d'une importance colossale qui ont leur centre en Allemagne [...] Le comportement de l'Amérique comme celui de l'Europe, dépendra, d'abord et avant tout, immédiatement et directement, de la direction dans laquelle les événements vont se développer en Allemagne, comment ils vont tourner et comment ils vont se terminer.

Il y a quelques mois, nous avons émis des suggestions quant au rythme auquel se dérouleraient les événements allemands. Mais aujourd'hui, camarades, il n'est plus besoin de parler. Les événements se déroulent en Allemagne, liés l'un à l'autre, comme un système de rouages. Et quand nous regardons maintenant l'Allemagne, même à travers les lentilles des télégrammes de Rosta, de la presse allemande et de notre presse — c'est-à-dire quand nous la regardons de loin — nous voyons de façon claire et distincte un mécanisme précis d'événements révolutionnaires en train de se développer. L'Allemagne est déjà entrée dans une période de révolution immédiate et directe, c'est-à-dire de lutte pour le pouvoir d'Etat entre les classes fondamentales de la société. Je n'ai évidemment pas à vous exposer en détail les conditions qui rendent la révolution possible et qui garantissent son succès. Je ne vais qu'en rappeler les grandes lignes. Pour qu'une révolution prolétarienne soit possible il faut d'abord un

certain niveau de développement des forces productives, deuxièmement, le prolétariat doit avoir une certaine importance numérique et jouer un certain rôle dans la production ; et finalement il y a ce qu'on appelle la prémisse subjective, c'est-à-dire que le prolétariat doit vouloir prendre le pouvoir et savoir comment le faire. L'Allemagne est prête pour la révolution prolétarienne depuis des années et des années. La technique industrielle allemande est plus avancée et plus concentrée que toute autre au monde et peut soutenir la comparaison même avec l'américaine. Le prolétariat industriel allemand, qui compte 15 millions sur une population de 60 (y compris enfants et personnes âgées) constitue l'immense majorité des habitants du pays. Il faut ajouter les trois millions d'ouvriers agricoles. Je le répète, nous avons ici un pays dans lequel le prolétariat constitue la majorité écrasante de la population.

Mais pour ce qui est des conditions subjectives pour la révolution — la nécessité que le prolétariat veuille prendre le pouvoir et savoir comment le faire — ces conditions manquaient. Elles manquaient avant la guerre impérialiste, ce qui est la raison pour laquelle il y a eu cette guerre. Elles manquaient en novembre 1918 quand, après la défaite de l'armée allemande, le pouvoir est passé aux mains des social-démocrates. A cette époque aussi la classe ouvrière avançait spontanément vers le pouvoir, mais dans les décennies précédentes, elle avait créé à partir de ses propres rangs une superstructure de parti, le parti social-démocrate allemand, qui absorba l'élite de la classe ouvrière ; et cette superstructure devint à son tour un otage pour les classes dirigeantes, se trouva transformée, devint un appareil pour domestiquer et contenir la classe ouvrière. Et nous avons eu en Allemagne ce fait que le prolétariat était au pouvoir par la médiation des social-démocrates mais les social-démocrates, parvenus au pouvoir, se sont considérés non comme des représentants révolutionnaires du prolétariat mais comme une agence politique de la bourgeoisie. Tel fut le sens de la révolution du 9 novembre 1918. Conformément à toute sa nature et son esprit, la social-démocratie allemande a peu à peu passé le pouvoir à la bourgeoisie.

Et c'est seulement quand la situation intérieure, dans ses aspects économique et financier, fut devenue tout à fait désespérée, que la bourgeoisie a rappelé les social-démocrates au pouvoir et formé de nouveau une alliance avec eux.

C'est l'histoire des tout derniers mois, où une coalition entre la bourgeoisie et les social-démocrates a été formellement au pouvoir en Allemagne. Ce n'est

qu'après la défaite dans la guerre que le parti communiste d'Allemagne s'est formé, à partir de groupes clandestins. A la différence de notre parti, avec son quart de siècle de traditions révolutionnaires et sa trempe acquise dans la lutte clandestine, le parti communiste en Allemagne, c'est-à-dire le parti révolutionnaire authentique du prolétariat, est une création des dernières années. La classe ouvrière allemande a été dupée en novembre 1918. Il est naturel qu'elle ait une attitude attentiste vis-à-vis de la politique du parti communiste allemand, le laissant se révéler, se prouver lui-même en action et gagner la confiance des ouvriers. Avec l'impatience révolutionnaire d'un jeune parti le parti communiste allemand a essayé de prendre le pouvoir sans préparation. C'était en mars 1921. Ce fut une cruelle erreur. Le 3e Congrès de l'Internationale communiste, en juillet 1921 a donné au parti allemand une leçon aussi sévère que salutaire. Il a dit aux camarades allemands : « Votre tâche ne consiste pas dans la lutte directe pour le pouvoir mais dans le combat pour gagner la confiance de la classe ouvrière. »

Pour quelques camarades allemands comme pour quelques camarades russes, cette leçon du IIIe congrès paraissait opportuniste, temporisatrice et pas assez révolutionnaire, mais il n'y a pas aujourd'hui en Allemagne un seul communiste qui ne reconnaîtrait pas que cette leçon était salutaire. Depuis — en 1921, 1922, 1923 — le parti communiste allemand a pleinement maîtrisé la tactique bolchevique c'est-à-dire la combinaison de la détermination révolutionnaire authentique avec le réalisme en tenant solidement compte de l'état des relations et des perspectives. Sous le mot d'ordre du front unique de la classe ouvrière, puis le gouvernement ouvrier et paysan, le parti allemand est en train de gagner pas à pas la confiance de secteurs toujours plus importants de la classe ouvrière. Et depuis l'occupation de la Ruhr par la France, au cours de cette année, quand l'économie allemande, privée d'acier et de charbon, a été finalement acculée dans un cul-de-sac, quand le caractère désespéré de la situation est devenu tout à fait évident, quand les partis bourgeois, se combattant sans espoir, ont perdu toutes ressources — dans cette période, le parti communiste apparaît de plus en plus devant la classe ouvrière comme l'unique dirigeant, l'unique sauveur possible, non seulement du prolétariat, mais de tout le peuple allemand.

Depuis ce moment et particulièrement depuis juillet de cette année, il est devenu clair que la révolution allemande approche des portes de l'histoire. Et maintenant, la question se pose : que va-t-il arriver au moment décisif ? Le parti communiste allemand, après avoir gagné la confiance de la majorité de la classe ouvrière, se montrera-t-il capable, trouvera-t-il en lui assez de trempe, de puissance, de volonté, de résolution, pour mener à bien une insurrection armée et

saisir le pouvoir en se battant ? Cette période a été caractérisée par des discussions et des débats sur ce qu'est une révolution — ce que signifie un soulèvement armé. Pendant un certain temps, le parti communiste allemand a impatientement attendu la révolution comme quelque chose d'objectif et d'important, qui allait venir. Les éléments les plus conscients dans ses rangs et dans le Comintern lui-même posaient la question ainsi : la révolution est déjà arrivée, elle est déjà autour de nous, mais précisément, pour qu'elle ne passe pas à côté de nous ou saute par-dessus nos têtes, nous, en tant que parti, devons nous poser la tâche immédiate d'écraser l'ennemi dans une bataille révolutionnaire ouverte. Pour écraser l'ennemi, il faut lui opposer une force organisée, il faut avoir un plan de lutte et, finalement il faut avoir derrière soi certaines étapes de la lutte, plus tard, il faut passer du plan à l'agitation, de la propagande et de la prévision des événements, à celui des chocs militaires — révolutionnaires —, au soulèvement armé et à la prise du pouvoir.

Le passage de l'agitation et de la propagande à la lutte directe et immédiate pour le pouvoir est toujours un processus très douloureux pour tout parti révolutionnaire. C'est une chose de combattre pour influencer les masses, les millions et une autre, très différente, après s'être mis à la tête de ces millions, d'entreprendre la tâche immédiate, dans les conditions et circonstances données, contre un ennemi donné, de mener à bien un soulèvement, de prendre le pouvoir. Là, l'avant-garde de la classe ouvrière doit faire un terrible bond en avant politique et psychologique, pour se dégager de la sphère purement propagandiste de travail afin de diriger la classe dans la réalisation d'un grand renversement social.

Vous savez, camarades, que, dans notre pays, ce tournant n'a pas été réalisé facilement ou simplement, en dépit du fait que notre parti avait une trempe infiniment plus grande et une expérience plus révolutionnaire que le parti en Allemagne. Il est à craindre qu'en Allemagne les vacillations internes dans le parti communiste soient plus substantielles, plus importantes et donc plus dangereuses qu'elles ne le furent avec nous à la veille du 25 octobre 1917. Mais le parti allemand a quelque chose que nous n'avions pas : il a d'abord notre expérience et deuxièmement l'aide idéologique de l'Internationale communiste. Grâce à cela, il a sans aucun doute réglé plus facilement ses difficultés internes (même si on considère qu'il les a déjà réglées profondément) que nous n'avons été capables de le faire il y a six ans. Autant que je puisse en juger, de loin et dans la mesure où l'on peut se faire une idée claire de ce qui est arrivé, le parti

communiste a maintenant acquis la résolution nécessaire s'il s'agit de mener à bien la tâche du parti et du prolétariat, à savoir la prise du pouvoir.

Les conditions objectives pour la lutte imminente sont-elles ou non favorables ? Quelles sont les prévisions, les augures ? Avant des batailles aussi décisives, camarades, il n'est bien entendu jamais possible de calculer les forces précisément et moins encore d'en tirer une conclusion précise. Si c'était possible quand il s'agit de batailles sociales, de telles batailles n'auraient jamais lieu. J'ai souvent eu l'occasion de faire référence à la simple considération selon laquelle, même quand un groupe d'ouvriers se met en grève contre un capitaliste, il est impossible de savoir précisément, d'avance, comment cette grève finira. Chaque lutte développe ses forces internes : elles ont une influence sur le marché, elles provoquent sympathie ou absence de sympathie parmi les autres ouvriers, sympathie d'un capitaliste pour un autre, etc. Si c'est ce qui arrive dans une grève, comment cela doit-il être dans une révolution du prolétariat dans laquelle des forces colossales, nombreuses, incommensurables sont engagées — dans laquelle l'enjeu est un pays de 60 millions d'hommes ? Dans ce cas, camarades, il est impossible de dire d'avance que là, la victoire sera absolument garantie.

C'est précisément pour cette raison que la révolution, le combat, devient inévitable, que ce n'est que par la révolution, le soulèvement armé, qu'on peut remporter la victoire et qu'il est impossible de prédire l'issue avec précision. Mais en même temps, dans les conflits tant militaires que révolutionnaires, on peut et on doit estimer le rapport des forces, les ressources réelles et par conséquent les possibilités réelles.

En ce qui concerne les effectifs, ceux de l'ennemi, des deux camps opposés, il y a de notre côté une supériorité écrasante. J'ai déjà parlé de cela — un prolétariat industriel fort de 15 millions, hautement cultivé et centralisé par la vertu du caractère même de l'industrie allemande, constitue une force dont aucune, d'une telle dimension, n'est jamais entrée auparavant dans l'arène révolutionnaire.

Qu'y a-t-il de l'autre côté ? On a un capital trustifié, centralisé et la grande propriété foncière et les escouades fascistes de combat subsistant à leurs frais, des escouades qui ne sont pas dépendantes seulement sur le plan théorique mais tout à fait directement de Stinnes. Le fascisme est l'organisation de combat du capital commercial et industriel, financier à grande échelle, bancaire, en Allemagne, lequel, à son tour, s'incarne dans Stinnes. Il est au sens précis du terme le patron, le dictateur de l'Allemagne. On a parlé de la concentration de l'industrie selon Marx, exposée dans les manuels : nous avons parlé de sa tendance à réduire à un petit nombre de magnats du capital, etc. ; et on a maintenant en Allemagne

une situation dans laquelle le patron, le patron économique du pays, est essentiellement un seul homme — Stinnes.

En Allemagne, il existe une armée illégale, une armée fasciste dont diverses sources d'information nous indiquent des effectifs entre 200 et 400 000 combattants et cette armée est financée par Stinnes. La presse allemande est entre ses mains, etc. C'est la force de base du capital concentré ; qui a créé sa propre armée, exactement comme dans notre pays, à l'époque tsariste, après 1905, les seigneurs formaient des unités recrutées parmi les Ingouches ou les Tcherkesses, les éléments les plus ignorants du Caucase. Le fascisme, c'est l'organisation des Ingouches de Stinnes pour la défense de la propriété privée, de la Bourse, du capital, etc.

Qu'y a-t-il au milieu ? Entre le prolétariat révolutionnaire et les fascistes, il y a les couches petites et moyennes de la bourgeoisie, ruinée et moitié minée, l'intelligentsia, ruinée ou se ruinant et aussi des éléments relativement considérables bien que ne constituant même ainsi qu'une faible minorité, de la classe ouvrière. Au sommet de l'Etat, dans son organisation et sa presse, la social-démocratie est encore une grande puissance, mais elle reflète déjà le pouvoir d'hier : son soutien, la masse de la classe ouvrière, glisse sous ses pieds de jour en jour et d'heure en heure. Les derniers télégrammes, les dernières dépêches d'Allemagne donnent une très claire image de ce processus précisément.

Je vais parler un peu de cela quand j'en arriverai à la question de la Saxe. Le noyau démocratique central, c'est le kérenskysme allemand : à sa droite, le fascisme, à sa gauche, le communisme. Ce noyau central ne cesse de se rétrécir parce que les ouvriers et pas seulement les ouvriers mais aussi de larges couches de la bourgeoisie et même de l'intelligentsia et des paysans (pour ne pas parler du prolétariat rural) vont de plus en plus à gauche. Des éléments du bloc démocratique central rompent à droite, se dirigeant vers le fascisme dans lequel ils voient le salut et on observe une croissance des extrêmes avec une intensification des contradictions et faiblesses au centre. C'est pourquoi le gouvernement central en Allemagne est aujourd'hui une misérable fiction. Le Parlement allemand, le Reichstag, a abdiqué ses pouvoirs en faveur du ministère qu'il a élu. Si nous, communistes, nous avons besoin d'une démonstration, d'une preuve supplémentaire de la complète décomposition du démocratisme, du parlementarisme bourgeois, ce serait celui-ci, le Parlement allemand, un organe démocratique, élu sur la base du suffrage universel etc. Quand un effort maximum lui est demandé, il se suicide et donne des pleins pouvoirs

exceptionnels au ministère qu'il a lui-même créé — et ce ministère à son tour remet les pleins pouvoirs à Seeckt : Seeckt nomme ses généraux plénipotentiaires en particulier Müller en Saxe. Dans notre pays, Koltchak est sorti de l'Assemblée constituante d'Oufa ; en Allemagne, c'est du Reichstag démocratique, comme par un tour de passe-passe, que sort le général Seeckt et de Seeckt procèdent d'autres rejets sous la forme de généraux, Müller et autres. Le Parlement s'affaiblit sous nos yeux et avec son extinction arrive celle du kerenskysme allemand, du démocratisme allemand.

Bien plus, camarades, on voit comment l'Allemagne se désintègre géographiquement selon les forces sociales qui prédominent dans chaque région particulière. Il n'y a pas aujourd'hui d'Allemagne unifiée. Je ne mentionne même pas le fait qu'environ 12 millions d'habitants de l'Allemagne sont sous la domination ennemie, l'occupation ennemie, surtout française. Mais les 48 ou 50 millions qui restent ne forment pas non plus une entité sociale et un Etat unis. Il y a la Bavière, avec 9 millions environ qui est maintenant un Etat indépendant. A côté, au nord, il y a la petite Thuringe et à l'est-nord-est, la Saxe. Thuringe et la Saxe ensemble ont une population de 7,5 à 8 millions, si ma mémoire est bonne, c'est-à-dire un peu plus qu'en Bavière. Au pouvoir, en Bavière, il y a le fasciste Kahr, qui est le lien entre les fascistes (le parti du prince Ruprecht) qui veulent rompre et quitter l'Allemagne et ceux qui veulent une Allemagne unie (le parti de Seeckt, Ludendorff, etc.). Mais comme aussi bien les séparatistes allemands, c'est-à-dire ceux qui veulent rompre, que les fascistes allemands, ceux qui veulent restaurer l'unité allemande, désirent avant tout défendre la propriété privée, il y a un pont entre eux et sur ce pont se tient le dictateur bavarois von Kahr. De ce point de vue, quelques camarades, à nos réunions de Moscou, m'ont envoyé une question écrite demandant si nos camarades là-bas n'avaient pas agi de façon opportuniste : ces communistes qui, après plusieurs années de lutte sans merci contre l'organisation menchevique, contre les social-démocrates, les ont maintenant rejoints dans le même gouvernement.

Incontestablement, c'est une initiative au premier abord surprenante. Pourtant, elle est juste et témoigne du succès politique colossal que cette coalition représente pour nous. Je vais en parler, mais je voudrais d'abord vous rappeler que nous mêmes nous ne sommes pas impeccables à cet égard. Au moment du putsch de Kornilov, le camarade Lénine a écrit dans l'organe central de l'époque que les bolcheviks proposaient un compromis, c'est-à-dire que, dans certaines conditions, messieurs les mencheviks et s.r. nous formerons un bloc avec vous. Ni les mencheviks ni les s.r. ne l'ont fait : il leur restait trop peu de

temps avant de mourir et ils ne voulaient pas en rapprocher le moment. Mais la proposition a été faite. Et après Octobre, tout de suite après, nous avons formé un gouvernement de coalition avec les s.r. de gauche. C'est encore frais dans toutes les mémoires.

Le bloc avec les s.r. a pourtant fini tragiquement. A un moment, une partie du conseil des commissaires du peuple, une des commissaires s.r. de gauche se sont trouvés dans un des bâtiments appartenant alors à la Tchéka, envoyant des abus sur le Kremlin. J'ai vu de mes yeux ces abus. Cette fin de la coalition n'était évidemment pas comprise dans le programme lors de sa formation ; mais si on fait le bilan, il s'avère que nous avons été gagnants car l'éclatement de la coalition a signifié en même temps la liquidation du parti s.r. de gauche. Notre parti a maîtrisé la situation.

C'est pourquoi, à certaines conditions (je cite ce cas pour clarifier la situation), même l'entrée des communistes dans une coalition avec un parti essentiellement petit-bourgeois qui conserve encore l'allégeance d'une partie des ouvriers et des paysans, est une initiative qui, bien qu'opportuniste en apparence, est par essence révolutionnaire. C'est une action décidée pour accélérer le développement, rapprocher la ruine du parti avec lequel nous avons fait une coalition. Ce qu'on voit en Saxe, c'est le même phénomène, bien que dans des conditions différentes. La Saxe est un pays habité par le prolétariat textile, une partie très compacte, au peuplement dense, de l'Allemagne. Le prolétariat saxon est très révolutionnaire. Le parti social-démocrate de Saxe, sous la pression de son prolétariat, est la partie la plus à gauche de tout le parti social-démocrate. Nous lançons le mot d'ordre de front unique et les travailleurs social-démocrates, particulièrement en Saxe, exigent qu'il soit réalisé. Sous leur pression, ces social-démocrates de gauche, dont la majorité sont des articles de qualité douteuse, se sont néanmoins trouvés obligés d'entrer dans un front unique, un bloc pour constituer en Saxe et en Thuringe des gouvernements de coalition. Nous y sommes entrés en minorité : les nôtres ont deux ministères (l'un d'eux est chargé des affaires du conseil des ministres), et les autres ont la majorité. Mais le fait même de la formation d'un gouvernement de coalition en Saxe signifie un coup mortel pour la social-démocratie allemande. On peut le dire maintenant en toute confiance et les faits les plus frappants apportés par le courrier d'aujourd'hui ne laissent pas de place au doute. En fait, vous savez tous très bien le profond attachement que ressent un travailleur pour l'organisation qui, la première, l'a éveillé, l'a élevé et organisé, faisant de lui un être conscient. Ce sentiment d'un lien intime — les travailleurs allemands le ressentent par

rapport au parti social-démocrate. Ce parti les a trahis mais en même temps, autrefois, sous les Hohenzollern, il les a éduqués et éclairés, et il est très dur pour les ouvriers, même ceux qui savent que leur parti est sur une mauvaise voie, de rompre avec lui. C'est pourquoi, en dépit des trahisons et de la bassesse de la social-démocratie allemande, la masse ouvrière, mécontente, grognant, poussant son parti en avant et de côté, n'a pourtant pas rompu avec lui, n'a pas fait le pas qui l'aurait mené dehors et vers le parti communiste. C'est un pas très douloureux pour un ouvrier qui a pendant des années été lié à une organisation donnée et il s'avère maintenant qu'il n'est pas besoin pour lui de prendre ce tournant de façon aussi abrupte.

Que les travailleurs voient que les communistes, que les social-démocrates ont dénoncé comme un parti qui signifie la ruine de l'Allemagne et de la classe ouvrière allemande, un parti avec lequel on ne peut rien avoir de commun, dont les membres sont vassaux de la Russie etc. — qu'il s'avère que les communistes sont, dans une région donnée de l'Allemagne, dans le même gouvernement et les mêmes centurics combattantes, avec les travailleurs social-démocrates. Le mur que la social-démocratie a construit et consolidé avec zèle entre elle et les travailleurs communistes, a maintenant été abattu et, comme la masse des travailleurs social-démocrates sont psychologiquement favorables à une politique révolutionnaire, dès qu'apparait la brèche dans le mur, ils se ruent vers les communistes. C'est ce qui arrive de façons diverses. Quand ils ne rejoignent pas le parti communiste, ils sont idéologiquement liés à lui, et quand ils le rejoignent ils le soutiennent totalement.

Voici les derniers faits d'après les nouvelles d'aujourd'hui. Dans la ville saxonne de Chemnitz (le lieu de naissance du grand bourreau Noske, prolétaire, ouvrier du tabac, un de ces prolétaires-traîtres dont il n'a pas manqué dans l'histoire des différents pays), à Chemnitz donc, où Noske était le patron absolu, où il jouissait d'une confiance illimitée, à Chemnitz, pendant la première semaine du mois en cours, soixante comités d'usine formés de social-démocrates sont passés au parti communiste. A Berlin, dans le Brandebourg, dans tout le pays, l'influence du parti communiste a grandi de façon colossale dans les dernières semaines. En ce qui concerne la social-démocratie saxonne, les nouvelles d'aujourd'hui disent que l'organisation social-démocrate en Saxe « geht in die Brüche », c'est-à-dire, tombe en pièces. Les social-démocrates, à savoir ceux même qui sont entrés dans la coalition avec nous auraient pu, semblait-il, être les maîtres de la situation, et si quelques communistes de gauche, qui n'ont pas une pensée très claire, disent en Allemagne qu'ils soutiennent les social-démocrates saxons, alors il faut dire qu'ils les soutiennent comme la corde le

perdu. Politiquement cependant, le résultat de la coalition est brillant en ce qui nous concerne.

Mais cela ne règle pas encore le problème. En Saxe, l'influence de notre parti est particulièrement importante. Mais nous n'y sommes pas seuls. Il y a aussi en Saxe le général Müller et le général Müller a la Reichswehr, c'est-à-dire l'armée allemande. En outre, par un ordre spécial, il a placé sous ses ordres la police saxonne. Il y a en outre les organisations fascistes clandestines qui font mouvement vers la Saxe et qui y existent aussi dans une certaine mesure. Le général Müller est à leur tête. Il invite le gouvernement saxon à dissoudre les centuries ouvrières. Le gouvernement saxon qui a pour base un Landtag très démocratique refuse de le faire. Le général Müller arrête quelques dirigeants des Centuries.

A côté, il existe d'autres faits qui soulignent l'existence en Allemagne d'une situation telle que ne la prévoit aucune constitution. Le fasciste Rossbach qui a organisé des mutineries etc., était dans une prison saxonne et a été libéré. Le gouvernement saxon a ordonné son arrestation. Le gouvernement central de Stresemann ne pouvait éviter de confirmer cet ordre : il devait être arrêté pour une tentative de révolte contre le gouvernement. Rossbach est parti en Bavière, dans le même pays. Il y prend part à des réunions publiques et jouit de la protection entière du gouvernement bavarois. Le gouvernement bavarois, organise sur son territoire, à côté de la Reichswehr, l'armée officielle, une armée fasciste pour laquelle il dépense l'argent du trésor de l'Etat. Le gouvernement Stresemann, qui siège à Berlin et est déjà presque impuissant, déclare qu'il ne permettra aucun coup, de droite ni de gauche. En ce qui concerne la Bavière, cependant, il n'ose élever la voix tandis qu'il tient à la Saxe le langage des généraux fascistes. Le gouvernement lui-même n'a aucun contrôle sur l'armée. Il y a des social-démocrates dans le gouvernement de Stresemann. Les social-démocrates perdent de plus en plus de terrain parce que les masses se tournent vers les communistes. Pour ne pas perdre le dernier lambeau de leur influence, les social-démocrates doivent prétendre qu'ils ne soutiennent pas la campagne contre la Saxe — mais la campagne contre la Saxe continue. *Le Vorwärts* écrit : « Nous exigeons la levée de l'état de siège. Nous protestons contre la campagne du général Müller contre la Saxe ». Mais le général Müller est l'agent de Seeckt, Seeckt a été nommé par le gouvernement Stresemann et le gouvernement Stresemann comprend des social-démocrates.

Vous le voyez, camarades, il n'y a ni queue ni tête dans ces rapports d'Etat et de gouvernement entre le gouvernement Stresemann et ceux des différentes parties de l'Allemagne. Ce chaos rappelle un peu et même beaucoup la façon dont se passaient les choses à la veille de la révolution de 1917. Il y avait, d'un côté, Cronstadt, qui reconnaissait le gouvernement bolchevique qui n'existait pas encore à cette époque (il le reconnaissait d'avance), il y avait Petrograd, où le soviétique était à nous mais avait au-dessus de lui un comité exécutif central comprenant Tchkeidze et Tsereteli ; il y avait l'Ukraine avec la Rada, les commissaires de Kerensky, les forces armées bolcheviques, etc. Ils donnaient tous des ordres les uns aux autres, personne n'écoutait personne et tous se préparaient au dernier affrontement. C'est la situation qui existe aujourd'hui en Allemagne. Il ne reste plus que cinq minutes avant le lever du rideau.

Mais lever ce rideau n'est pas une tâche facile. Les social-démocrates n'ont aucun pouvoir à Berlin, bien entendu. Dans le gouvernement, il y a Stresemann avec qui Poincaré ne veut pas discuter (il préfère parler avec Stinnes) et qui est maintenant une quantité imaginaire. Mais le général Seeckt est une quantité réelle, et aussi le général Müller. Pourquoi donc ? Avant tout parce qu'ils ont 100 000 soldats et 3 000 officiers. C'est tout ce qui est permis à l'Etat allemand d'avoir, sous le traité de Versailles. Comme vous le savez, les Français ont réduit l'armée allemande à une très petite dimension.

En outre l'Allemagne a 150 000 policiers qu'on appelle « Schupo » ou « Sipo » auparavant, ils étaient sous l'autorité des villes et des administrations municipales, mais désormais, sur ordre de Seeckt, ils sont placés sous l'autorité de la Reichswehr, le commandement de l'armée. En outre, il y a 200 ou 300 000 hommes des bataillons fascistes dirigés par des officiers de l'état-major familiers avec l'art d'éliminer des masses d'hommes et qui connaissent très bien le réseau ferroviaire allemand, savent très bien comment déplacer un bataillon d'un bout du pays à l'autre, afin d'écraser les ouvriers, de les priver de leurs dirigeants, etc. C'est un ennemi dangereux, un ennemi qui possède à Berlin une organisation basée sur des forces considérables d'un point de vue social.

En face il y a le prolétariat, fort de 15 millions, qui a créé et armé ses centuries en Saxe et dans tout le pays. Combien il y a de ces centuries armées, je l'ignore et, bien sûr, si par hasard je le savais (mais je ne le sais pas), je n'aurais pas le droit de le dire dans une réunion publique. C'est aujourd'hui un secret militaire du prolétariat allemand — le nombre de ses centuries, de ses armes, où elles sont. Et entre ces deux forces va commencer très prochainement, semble-t-il, une lutte décisive pour le pouvoir. Les télégrammes d'aujourd'hui nous

apprennent la rupture des relations entre Bavière et Saxe : vous l'avez sans doute lu. Elles font toutes deux partie de l'Allemagne. Mais l'Allemagne a sa vieille constitution, est une fédération de différentes parties, chacune avec sa représentation diplomatique et hier Bavière et Saxe ont rompu les leurs. La Bavière amène et dans une grande mesure a déjà amené une partie de la Reichswehr avec des détachements fascistes. Du côté saxon de la frontière, il y a les Centuries saxonnes. Pendant ce temps, le général Müller, cet agent du gouvernement central ou plus exactement du dictateur Seeckt, amène de l'artillerie en Saxe. Le gouvernement saxon n'obéit pas aux ordres de dissolution des Centuries, au contraire, il appelle les travailleurs de tout le pays à les organiser. Les organisations syndicales de Berlin disent qu'elles répondront par un appel à la grève générale à toute tentative d'opération contre la Saxe. En réponse aux bandes fascistes qui projettent d'utiliser le réseau ferroviaire, les cheminots menacent de faire grève. La situation ne peut durer des mois ; elle ne peut probablement pas durer des semaines.

Il ne serait pas du tout surprenant que nous recevions demain ou après-demain les premiers télégrammes sur le début des batailles décisives. Comment se termineront-elles ? Je vous ai donné un tableau général — les forces sociales, l'état de l'organisation et j'ai énuméré, pour ainsi dire, les effectifs de l'ennemi. Mais qu'est-ce qui va arriver ? Cela dépend de l'énergie du prolétariat, de la résolution montrée par son parti, de son abnégation. Le prolétariat a-t-il une chance de vaincre ? Certainement. Le rapport des forces interne lui est très favorable, favorable à sa victoire. Je n'ai pas mentionné (je vais le mentionner pour l'élucider) le fait que 100 000 soldats, c'est très peu dans un pays de 50 millions. Ils sont dispersés dans le pays et quand le mouvement révolutionnaire va s'étendre à tout le pays, quand tout le pays va être en effervescence, ces 100 000 soldats de la Reichswehr, éparpillés en compagnies et bataillons, vont se sentir comme des animaux traqués. Parmi eux (même s'il faut les considérer comme en général hostiles aux ouvriers), la majorité sont des fils de paysans, des rumeurs vont circuler parmi eux, la panique va se répandre inévitablement et, précisément du fait de leur petit nombre et de leur isolement, cela peut diviser l'épine dorsale de l'armée.

La police, dans la plus grande partie de l'Allemagne, est composée d'ouvriers appartenant aux syndicats et qui sont social-démocrates. Ils ne se sont pas proclamés tels ouvertement car il est interdit aux policiers d'appartenir à des partis politiques, mais ils peuvent se syndiquer. A Berlin, les policiers sont tous social-démocrates. A titre d'hypothèse, un tiers de la police environ nous

combattra, disons en Bavière, un tiers environ sera neutre et un tiers environ se battra à nos côtés. Ainsi, de façon générale, la police, en tant que force réelle contre nous, disparaîtra.

Il reste par conséquent les organisations fascistes. Les chefs des bataillons fascistes sont des combattants contre-révolutionnaires profondément endurcis. Ils sont membres du vieux corps des officiers allemands qui hait la classe ouvrière et la révolution de la haine séculaire des esclavagistes, des oppresseurs, des Junker, des seigneurs, des capitalistes etc. Ils se battront sans merci. Mais leurs bataillons sont composés de fils de bourgeois, étudiants, petits-bourgeois minés et même en partie des ouvriers les plus ignorants, les plus désespérés, les plus patriotes du type lumpen-prolétariat. C'est une foule plutôt bigarrée et on ne peut pas être sûr que quand arrivera le moment décisif ils suivront tous leurs chefs fascistes. Les hommes rejoignent aujourd'hui leurs bataillons, quelques-uns par désespoir, d'autres pour manger, mais au moment décisif, une fraction importante de cette armée s'éparpillera en touche, surtout si l'assaut révolutionnaire provoque des hésitations dans la Reichswehr, l'armée légale, parce que les bataillons fascistes, par leur accord avec le gouvernement font partie d'une organisation officielle de l'armée légale et c'est ainsi qu'ils possèdent un appareil centralisé. Si cet appareil centralisé part en morceaux sous la pression de la tempête révolutionnaire, les fascistes deviendront autant de bataillons dispersés, de bandes de guérilla. Il est vrai qu'ils feront couler beaucoup de sang ouvrier, mais dans ce cas, leur espérance de succès, pour ne pas parler de la victoire finale, sera très mince.

C'est là, camarades, la situation intérieure. Elle indique que la cote est favorable, très favorable au prolétariat allemand. Ce dernier peut et veut prendre le pouvoir — tout l'indique. Sera-t-il capable de le garder, en fonction de la situation internationale. Hélas, j'ai utilisé une heure entière de votre temps pour la première partie de mon rapport, et je vais essayer d'être aussi bref que possible pour la seconde. Le prolétariat allemand gardera-t-il le pouvoir, je pose la question, étant donnée la situation internationale ? L'Allemagne n'est pas seule sur la carte de l'Europe. Ses voisines sont la Belgique et la France, voisines qui sont ses conquérants, ceux qui la réduisent en esclavage et l'oppriment, avec ses voisins du Sud-Est et du Nord-Est, la Tchécoslovaquie et la Pologne. Les autres voisins, comme, disons, la Hollande, ou au delà du détroit la Suède, les pays scandinaves ou la Suisse et l'Autriche n'ont pas grande importance. Ils ne peuvent jouer aucun rôle indépendant et de façon générale n'interviendront pas dans la révolution allemande. Qui peut intervenir ? La Grande-Bretagne et après elle la France, avec Belgique, Pologne, Tchécoslovaquie. C'est de là que vient le

danger. Et ici la question nous concerne directement, elle concerne l'Union soviétique, car bien entendu, si la révolution allemande devait mener à une guerre européenne, une guerre impérialiste, cela nous toucherait très directement. Et il nous faut ici évaluer la situation de façon à avoir une claire appréciation de ce que demain peut nous réserver.

J'ai dit que la Grande-Bretagne peut intervenir. Mais sur ce point nous devons aujourd'hui apprécier clairement l'impuissance de la Grande-Bretagne sur le continent d'Europe. Il est important de l'apprécier non seulement pour la révolution allemande mais aussi pour nous-mêmes. La Grande-Bretagne est impuissante sur le continent européen. Plus clairement nous le réalisons, plus nettement et distinctement nous le répétons, plus utile ce sera pour notre politique internationale, en ce sens que la Grande-Bretagne va brandir moins de menaces et d'ultimatums. En fait, la Grande-Bretagne est un état purement maritime. Elle a joué un très grand rôle en Europe. Mais comment et quand ? Chaque fois que deux pays se battaient pour la domination de l'Europe. Quand la France combattait l'Allemagne, avec des forces approximativement égales, la Grande-Bretagne se tenait derrière, aidant, sur une longue période, tantôt l'un et tantôt l'autre. Il en a été ainsi même avant, quand l'Espagne était forte : la Grande-Bretagne de la même façon, la soutenait, puis l'affaiblissait. La Grande-Bretagne a joué ce rôle depuis des siècles maintenant. Elle utilise la lutte entre les deux Etats les plus forts d'Europe et soutient celui qui est légèrement plus faible, avec de l'argent, une assistance technique, des produits, contre le plus fort. Et l'équilibre des puissances en Europe dépend d'elle. Elle en tire bien des satisfactions à peu de frais ; c'est sa politique séculaire. Pourquoi est-elle intervenue dans la guerre de 1914 ? Parce que l'Allemagne est devenue trop forte. L'Allemagne est devenue si forte que la Grande-Bretagne devait abandonner sa politique traditionnelle. Elle devait remonter ses manches et s'engager dans la guerre, combattre. Elle y est arrivée en mobilisant nombre d'ouvriers britanniques et en les lançant sur le Continent européen. Le résultat a été qu'elle a si bien soutenu la France que celle-ci a fini par écraser l'Allemagne. Aussi aujourd'hui l'hégémonie dans l'Europe bourgeoise appartient exclusivement à la France. L'Allemagne est prostrée à ses pieds et la France ne veut même pas discuter avec elle des conditions de sa reddition. Mais à partir du moment où la France obtenait une hégémonie totale, une maîtrise complète, la Grande-Bretagne n'avait plus de recours. La France annonçait : « Je prendrai la Ruhr ». La Grande-Bretagne répondait : « Ce n'est pas son intérêt ». Il y a eu un grand tapage, qui s'est poursuivi longtemps. Pourquoi n'était-ce pas dans l'intérêt britannique ? Parce qu'il lui fallait relever un peu l'Allemagne contre la France

pour rétablir l'équilibre des forces. Et qu'a fait la France ? En dépit des protestations de Curzon, elle est entrée dans la Ruhr et l'a prise. Et qu'a fait la terrible Grande-Bretagne ? Elle s'est résignée à ce qui était arrivé. La terrible Grande-Bretagne a menacé la Turquie, mais les Turcs qui ont avec nous des relations de bon voisinage, ont organisé une armée, non sans notre appui.

Qu'à fait la Grande-Bretagne ? Elle a envoyé les Grecs contre eux. Elle n'a absolument pas de force à elle. Qu'ont fait les Turcs ? Ils ont battu les Grecs et ont marché sur Constantinople, contre la terrible Grande-Bretagne, qui s'est hâtée de quitter la ville. Camarades, du point de vue des relations internationales, c'est un fait très important de notre époque. La Grande-Bretagne est impuissante sur le continent européen. Nous n'allons pas, bien sûr, nous en plaindre.

Que peut la Grande-Bretagne contre la révolution allemande ? Lui envoyer un ultimatum ? Mais ce ne serait pas suffisant. Par conséquent la question revient à ce que la France ferait, pas la Grande-Bretagne. Si la France décide d'intervenir, la Grande-Bretagne pourrait se rendre utile en l'aidant par l'argent dont elle a grand besoin, en organisant le blocus des ports et transports maritimes allemands, etc. Le rôle de la Grande-Bretagne serait celui d'un intendant et d'un pirate. Mais le rôle décisif, au sens de l'occupation de l'Allemagne, devrait être joué par la France et ses vassaux basés sur la terre, Belgique, Pologne et Tchécoslovaquie. Est-ce possible ? La France s'y décidera-t-elle ? C'est la question fondamentale.

Là aussi, camarades, il est impossible de faire des prophéties tout à fait précises et de dire : non, certainement pas. Mais il faut analyser la situation et notre analyse montre qu'il y a bien des raisons de penser que ce serait trop pour la France. Occuper un pays, un pays en révolution, avec une population de 60 millions, un pays où 59 % de la population, sinon plus, vivent dans les villes et seulement une minorité dans les villages, un pays quadrillé par des lignes de chemin de fer, ce ne serait pas une tâche facile. Nous avons ici l'expérience de l'Ukraine. En gros il y avait quelque 250 000 soldats allemands et austro-hongrois. L'Ukraine n'est pas l'Allemagne : il y a peu de villes, le réseau ferroviaire est peu développé et les Allemands ne s'aventuraient pas loin des villes et des voies ferrées. Et quel fut le résultat ? Des révoltes paysannes primitives se déchaînèrent autour d'eux, les soldats allemands se démoralisaient de mois en mois et plus tard, les mêmes constituèrent les régiments les plus révolutionnaires pendant la révolution allemande, quand ils rentrèrent chez eux. Si on calcule bien — et il n'a pas manqué d'occupations dans l'histoire en général et à notre époque — si nous faisons le calcul, établissons une moyenne

et cherchons combien de soldats seraient nécessaires pour occuper une Allemagne révolutionnaire, ce calcul nous dira qu'une occupation solide exigerait 1 700 000 hommes. C'est l'armée de temps de paix. Si on ajoute les armées des vassaux européens de la France, on arrive encore bien loin du million et demi.

Mais, camarades, on a besoin de l'armée pour d'autres objectifs que l'occupation de l'Allemagne. Si la France veut occuper l'Allemagne et décide d'avancer et de le faire, il lui faudra garder une partie de son armée chez elle, pour obliger sa propre classe ouvrière à accepter cette occupation. Après tout, ce n'est pas pour rien que la France maintient son armée en temps de paix. Elle a besoin de garder au moins un demi-million de soldats au pays et aux colonies. C'est le minimum. Il en est de même pour ses vassaux. En d'autres termes, pour que la France soit capable de décider d'occuper l'Allemagne elle aurait besoin de décréter la mobilisation d'au moins cinq ou six classes, comme disent les Français. Est-ce faisable ? Tout indique que ce ne l'est pas sans provoquer une grande tension, sans un très sérieux conflit interne. N'oublions pas qu'il n'y a pas en France plus de 39 millions de Français. Elle en a perdu un million et demi dans la guerre impérialiste. La population de l'Allemagne augmente vite, mais celle de la France décline, lentement, mais décline. Il n'y a pas en France une seule famille qui n'ait perdu un fils, un frère, un mari, un père. Pour la France, le rappel d'une classe n'a pas le même sens qu'ici. Chez nous, une classe apporte un million d'hommes. Notre pays est étendu, sa population se multiplie et ici, un million c'est un petit effectif, alors qu'en France avec une population diminuée de 38,5 millions, une population dont viennent d'être arrachés 1 million et demi d'hommes, où on manque de travailleurs (du fait du manque de main d'oeuvre jeune, il y a maintenant en France beaucoup d'Espagnols, Italiens, Polonais et Tchécoslovaques), il faudrait mobiliser des Français, des paysans français et ils sont écrasés d'impôts, car la dette nationale se monte à 300 milliards. Le paysan français vient juste de revenir des tranchées, puisque là-bas, on a mobilisé, au vrai sens du terme, des hommes âgés, des hommes de 45 ans. Il n'y a pas longtemps qu'ils sont revenus à leur terre, chargée d'impôts, et on leur dit maintenant qu'après leur victoire finale, complète et glorieuse qui leur a coûté si cher et pour laquelle ils doivent continuer à payer, ils doivent encore donner 500 000 hommes pour consolider définitivement cette victoire, avec la perspective d'une guerre européenne.

Les communistes français, les camarades français, considèrent qu'une telle mesure ne pourrait être pratiquée sans une réelle coercition, c'est-à-dire sans faire couler le sang etc. C'est une difficulté. Et de l'autre côté, il ne sera pas possible

de mobiliser un million de soldats en Allemagne pour forcer la Tchécoslovaquie et la Pologne à envoyer 750 000 hommes et les y maintenir aux dépens d'une Allemagne ruinée, paupérisée que l'occupation appauvrirait et ruinerait plus encore. Cela signifierait maintenir, aux dépens de la même classe ouvrière des soldats qui, dans le brasier de la révolution, se démoraliseraient comme les soldats allemands se sont démoralisés ici. Bref, on ne peut qu'apprécier les difficultés de Poincaré. Il ne serait bien entendu pas très flatteur pour lui si, à la porte à côté de chez lui, une révolution prolétarienne se développait — et son travail n'est pas facile.

Mais cela ne signifie pas, camarades, que la bourgeoisie française n'entreprendra en aucun cas ce travail. Quand une classe habituée à diriger est menacée de ruine, il n'y a pas de folie à laquelle elle ne puisse recourir. Et quand j'analyse les conditions d'une occupation, je le fais pour montrer que leur travail n'est pas si facile et que, dans ce cas, tout n'est pas à 100 % du côté de nos ennemis, mais au contraire seulement à 25 %, l'histoire nous donnant 75 % à nous.

En tout cas, il ne peut y avoir de doute que la bourgeoisie française va continuer en hésitant encore longtemps. Divers groupes et partis vont s'affronter avant que soit prise une décision au sujet d'une aventure aussi diabolique. Par conséquent, la révolution allemande aura un répit de deux, trois ou quatre mois et nous savons ce que cela veut dire. Obtenir un répit signifie tout obtenir.

Puis il y a la Pologne. La France ne peut faire le travail seule : elle a certainement besoin de l'aide de la Pologne. La Pologne peut-elle intervenir ? Interviendra-t-elle ? Ici, camarades, on ne peut pas se faire prophète (c'est un rôle ingrat en général comme ce fut souligné dans les temps bibliques) mais, pour un marxiste qui analyse les conditions concrètes, il est non seulement permis mais obligatoire d'analyser les conditions et de prédire ce qui est plus ou moins probable. Ici, à propos de la Pologne, je dois d'abord et avant tout m'élever contre les attitudes philistines ou les opinions qui parfois nous submergent, pénétrant dans les rangs du parti, selon lesquelles la guerre avec la Pologne est inévitable, qu'elle a été décidée, presque scellée. Camarades, s'il fallait se rendre à ce fatalisme, il n'en résulterait que les pires désastres. Il n'est dit nulle part, dans aucun livre, dans aucun programme du parti que nous allons être en guerre avec la Pologne. Une telle guerre est-elle exclue ? Pas du tout. Malheureusement non. Quelles sont les chances que nous traversions cette époque en paix ? C'est impossible à dire, mais je pense qu'il y en a, précisément pour la même raison qui rendrait si difficile à la France l'occupation d'une Allemagne révolutionnaire.

J'en ai déjà parlé. La Pologne ne penserait même pas à combattre à son compte, dans l'isolement : elle peut seulement y être entraînée par la France si une coalition gigantesque se forme pour écraser l'Allemagne et après cela, probablement, essayer de nous faire passer ce rouleau compresseur sur notre dos si l'affaire devient un plan gigantesque englobant toute l'Europe. Par elle-même, la Pologne n'a bien sûr aucun plan bien qu'elle puisse se complaire à l'idée d'exploiter l'intervention dans les affaires intérieures de l'Allemagne pour s'emparer de Dantzig et de la Prusse orientale, c'est-à-dire arracher un morceau de l'oreille de l'ours par cette intervention. C'est une politique de menus larcins. Mais la question a un autre aspect, pas mineur pour la révolution allemande, pour la Pologne, et pour nous, surtout, de façon directe, pour nos paysans. Nous sommes devenus un pays exportateur de grains : tout notre avenir, au sens économique, dans les tout prochaines années, dépend de notre capacité à exporter le grain. Nos maudits ciseaux qui, ces derniers mois, ne se sont pas fermés, mais ouverts, nous pouvons les ouvrir de deux façons — en améliorant l'état de notre industrie, où il y a bien des choses non satisfaisantes, et en augmentant les exportations du grain des paysans, élevant ainsi le prix du grain chez nous. Pour exporter notre grain, il nous faut des canaux, par terre ou par mer. L'Allemagne est pour nous le plus important marché pour le grain de nos paysans. Sans notre grain, le travailleur allemand ne peut pas survivre et la révolution soviétique ne se maintiendra pas. L'Amérique ne le nourrira pas, et, si elle le nourrit, ce sera comme elle l'a fait pour nous dans les troisième, quatrième et cinquième années de la République soviétique. Si une telle calamité devait faire que l'Allemagne soit nourrie par le grain de l'ARA, le grain philanthropique américain, cela ne pourrait se produire avant un certain intervalle ; mais la première année de la révolution, le marchand américain ne donnera certainement pas de grain à la république allemande. La Grande-Bretagne, très probablement, décrètera le blocus des ports allemands, comme elle l'a fait pour les nôtres. Une seule possibilité demeure donc pour fournir du grain russe à l'Allemagne, du grain de notre Union soviétique. Il y a deux canaux par lesquels ce peut être fait : par mer (ce ne serait pas sans danger car la Grande-Bretagne règne sur les vagues) et par voie de terre, à travers la Pologne. Ainsi, pour la révolution allemande, notre grain est une question de vie ou de mort, exactement comme le marché allemand est une question de vie ou de mort pour notre propre développement économique. Nous avons besoin du marché allemand pour notre grain et nous avons besoin des produits allemands, des produits de l'industrie allemande, pour nos paysans et nos ouvriers. De façon générale, il n'existe pas dans le monde deux pays dont la structure économique et les intérêts soient aussi complémentaires que le sont l'Union soviétique et l'Allemagne, un pays super-industriel avec un haut niveau

de technique et de culture, et nous mêmes, avec nos espaces illimités, nos potentialités sans formes en agriculture, et notre retard technique, le bas niveau de notre culture. Une union pratique entre ces deux pays, sur le plan économique et tout autre, constituerait la plus grande puissance ayant jamais existé dans le monde.

Mais entre nos deux pays, il y a la Pologne. On peut facilement se convaincre de ce fait en regardant une carte, et les diplomates polonais le font de temps en temps et s'en convainquent. Cela rend l'actuelle situation internationale plutôt sérieuse. Tout revient à une simple requête commerciale de la liberté de transiter librement vers l'Allemagne, vers l'Occident : nous donnerons à l'industrie de Lodz le transit vers la Perse pour ses manufactures et tout ce qu'on voudra. La liberté de transit. Quand ces questions sont exposées dans la presse polonaise, bien des hommes politiques ont répondu que ce n'était pas possible, qu'on ne pouvait obliger la Pologne à se mettre d'elle-même dans les tenailles entre Russie et Allemagne. Ce n'est pas du tout convaincant, car ces tenailles sont un fait géographique. Elles existent : un Etat ne peut bouger de là où il est. La Pologne vit là où elle est, entre nous et l'Allemagne. Quand nous étions en négociations avec la Pologne à Riga, nous propositions qu'à une certaine partie de notre territoire soit donnée une frontière commune avec l'Allemagne, qu'on nous donne un accès direct en Allemagne. Nous aurions ainsi, bien entendu, beaucoup moins perturbé la Pologne. Mais la Pologne, mettant à profit la présence de Wrangel sur nos arrières, pas encore battu, nous a présenté des conditions inouïes que nous avons été obligés d'accepter et par la force de ces conditions, nous nous sommes trouvés coupés de l'Allemagne. La Pologne maintenant nous sépare.

Dans ces conditions, cependant, la Pologne peut jouer deux rôles : celui de pont entre nous et l'Allemagne, ou celui de barrière, un mur infranchissable, entre nous et l'Allemagne. Cela dépend des hommes politiques de Pologne. Nous préférons que la Pologne joue le rôle de pont. Sur ce pont, elle pourrait placer des barrières de péage et exiger de quiconque traverse le pont qu'il paie un droit élevé pour le droit de transit. Nous sommes prêts à payer. La Pologne jouirait de tous les avantages de sa position géographique entre les tenailles : mais si elle préférerait devenir une barrière entre nous et l'Allemagne, cela signifierait qu'elle veut affamer les ouvriers allemands et nous priver de notre issue sur le marché européen, donc le marché mondial. La question ne peut être posée qu'ainsi. La question du libre transit vers l'Occident est une question de vie ou de mort tant pour nous que pour la classe ouvrière allemande. La Pologne le permettra-t-elle ? Pourquoi le refuserait-elle ? Pourquoi la bourgeoisie polonaise ne prendrait pas

cette initiative qui lui vaudrait des profits et épargnerait aussi à l'Europe occidentale quelques effroyables complications ? Nous entendons par transit, bien sûr, le droit réel de transit, c'est-à-dire que nous devons avoir la possibilité d'envoyer notre grain en Allemagne sans interruption et pour que cela arrive, la Pologne ne doit être en guerre ni contre nous, ni contre l'Allemagne, notre lien disparaîtrait et nous ne pourrions transporter notre grain. Il doit donc y avoir un double engagement de ne pas s'ingérer dans les affaires allemandes. Un programme simple et clair. Cela doit devenir le nôtre vis-à-vis de la Pologne. Est-ce un programme de paix ou de guerre ? Un programme de paix, absolument.

Je dis très sérieusement que pour nous la guerre serait une épreuve terrible et il nous faut en avoir claire conscience. Nous commençons juste notre convalescence, nous sommes loin d'avoir joint les deux bouts, les « ciseaux » sont encore importants. La guerre aujourd'hui, si on nous y obligeait, ne serait pas une lutte à petite échelle, mais ce que les manuels appellent une « grande guerre », c'est-à-dire une guerre qui entraîne des millions de combattants et durerait des mois et des mois. Cela signifierait un coup monstrueux porté à notre développement économique et culturel, et, bien entendu un coup économique et culturel pas moindre contre le développement de la Pologne. En général, il est extrêmement dur maintenant de prédire ce que seraient les conséquences d'une telle guerre qui entraînerait nombre d'autres pays, mais le danger existe que, dans cette guerre, la révolution allemande puisse s'effondrer dans le sang et les ruines. Nous avons avant tout intérêt à ce que la classe ouvrière allemande résolve ses problèmes chez elle, avec ses propres forces, dans un environnement de paix extérieure de sorte que la guerre civile en Allemagne ne se transforme pas en guerre impérialiste autour d'elle.

C'est pourquoi, tous nos efforts, ceux de nos diplomates doivent être et seront dirigés vers la défense de la paix, sa défense jusqu'au bout. Il est difficile de dire s'ils y arriveront parce que, probablement, un de ces jours, tôt ou tard, les contradictions qui existent en Europe conduiront à un conflit international sanglant ; mais la défense de la paix et que la révolution allemande et nous-même soyons sauvés de la guerre pour aussi longtemps que possible est l'une des plus importantes tâches de notre Etat. C'est pourquoi il est tout à fait faux de dire, comme certains, de façon philistine, dans des cercles philistins que, de toute façon, nous combattons la Pologne. Ce n'est pas ainsi que se pose la question. Il faut dire que si nous la posons ainsi, l'ouvrier de base et le paysan ne nous comprendraient pas. La guerre ne prêterait pas à rire, je le répète et lancer dans la guerre aujourd'hui des millions d'ouvriers et de mobiliser des centaines de

milliers de chevaux et chariots paysans, faire tout cela sans nécessité absolue serait pure folie et un crime très grave. Parler d'entrer en guerre sans le soutien de la classe ouvrière allemande est une abstraction. Qu'est-ce qui peut être un moyen meilleur de soutenir la classe ouvrière que de lui assurer son ravitaillement en grain — ce que nous ferons en obtenant le droit de transit par la Pologne. Le meilleur soutien pour la classe ouvrière sera pour la Pologne de ne pas frapper à Berlin ou Poznan et ce soutien, nous le lui donnerons si nous obtenons de la Pologne un engagement mutuel de s'abstenir de toute intervention armée dans les affaires allemandes. C'est notre programme et nous le porterons aux masses, aux ouvriers et paysans des deux sexes, afin qu'ils réalisent que nous ne trahissons pas les ouvriers allemands, que nous faisons tout notre possible pour les sauver, mais sous la forme qui est utile et nécessaire pour eux : que nous combattrons de toutes nos forces et ressources pour préserver la paix, jusqu'à l'extrême limite des possibilités ! Voilà notre programme. Son succès est-il garanti ? Nous ignorons comment le cours des événements en Allemagne se reflètera en France, en Pologne etc. Nous ne savons pas quelle limite il y aura pour l'aventurisme, la soif de sang et le goût du pillage des classes dominantes des différents pays. Par conséquent, nous ne pouvons garantir d'avance à quiconque, aux masses de ce pays, que les événements actuels ne conduiront pas à un conflit sanglant et nous disons qu'il faut s'y préparer. Si on estime à moins de 33 % de chances le danger de guerre, il faudrait être prêt à 100 %, car, si le destin s'avérait après tout un destin de sang, nous ne devons pas être battus. Mais, dans cette préparation, un facteur très important est la préparation idéologique, de nous-mêmes et des classes ouvrières qui marchent derrière nous et avec nous. Tout citoyen de ce pays doit clairement comprendre notre politique. Et ce n'est pas une politique de jeu léger avec la guerre, le feu d'un conflit européen : au contraire, c'est une lutte politique systématique, acharnée, soutenue et consistante pour préserver la paix autour de la révolution allemande et nous avons besoin, camarades de voir que les larges masses de notre pays, en même temps que le gouvernement et les diplomates vivent pas à pas toutes les étapes de la révolution allemande dans la situation internationale afin qu'ils puissent réfléchir sérieusement à toutes les mesures, toutes les initiatives prises par le pouvoir soviétique visant à assurer la paix par le transit et l'engagement mutuel de ne pas interférer dans les affaires allemandes.

Si on s'adresse à un paysan (je pose la question sous sa forme la plus dépouillée), quelque part dans la province de Penza où on n'est pas très sûr de ce qu'est l'Allemagne et où elle est, en lui disant : « Camarade, ou paysan, nous allons faire la guerre à la Pologne pour les ouvriers allemands — donne-nous ton chariot, ton cheval et ton grain ». Ce paysan ne va pas vous comprendre et va se

détourner de vous. Mais supposons qu'on lui montre, de manière pratique, que, dans un combat pour les ouvriers allemands, nous nous battons pour ses intérêts, parce qu'il a besoin d'exporter ces grains et recevoir d'Allemagne des produits industriels, et que, par cette pression pacifique, ces négociations, etc., n'oubliant de prendre aucune mesure, aucune initiative, nous arriverons à régler ce problème pacifiquement. Mais supposons que nous n'y arrivions pas, que la Pologne devienne une barrière entre nous et l'Allemagne ? Si les classes dirigeantes de Pologne osaient faire une tentative meurtrière et suicidaire d'étouffer les deux peuples qui sont séparés par la Pologne, les Allemands et nous, alors il est inévitable qu'il y ait la guerre dans ces conditions : elle nous serait imposée contre notre volonté, contrairement à tous nos efforts, cela prouverait à chaque paysan — je ne parle pas des ouvriers — que c'était la destinée historique que nous, avec eux et à leur tête, avons fait tout notre possible pour aider les ouvriers allemands par des moyens pacifiques.

C'est là, camarades, le plus important gage de succès dans ces épreuves historiques difficiles, dans la guerre, quand le peuple traverse consciemment toute une époque de préparation, quand il comprend que nous essayons de sortir de l'anneau de sang qui nous encercle, de tout faire pour assurer au paysan la possibilité de ce développement économique pacifique qu'on lui a montré à titre de perspective à l'Exposition d'Agriculture, et aussi à l'ouvrier qui doit élever le niveau de notre industrie. Je dis que si, après que nous ayons fait tous ces efforts sincères et honnêtes, les masses seront d'accord avec nous et si la guerre éclate quand même, il n'y aura pas de division entre le gouvernement ouvrier et paysan et la classe ouvrière ou entre la classe ouvrière et la paysannerie.

Alors l'immense bloc formé par ce pays révolutionnaire se dira : il n'y a pas d'autre issue. Nous allons nous battre, bien nous battre et nous allons vaincre nos ennemis.

L.D. Trotsky

Guerre et Révolution : nos tâches

(21 octobre 1923)

(Le texte qui suit est formé de larges extraits d'un discours prononcé le 21 octobre devant la troisième conférence pan-Union des travailleurs politiques de l'Armée et de la Flotte. Nous avons supprimé tout ce qui est pure et simple répétition du discours de la veille devant les ouvriers des transports et qui répète celui-ci, reproduit ci-dessus).

Révolution et Guerre

La révolution et la guerre sont souvent allées de pair. Nous connaissons des cas dans l'histoire où la guerre a produit la révolution et *vice versa*. L'explication est que la guerre comme la révolution, signifient un très grand bouleversement dans la société, un moment où tout le vieil équilibre familier est bouleversé et où un bouleversement externe en produit un interne ou l'inverse.

Il existe des traits communs dans la nature de la guerre et de la révolution. Ces traits communs concernent de très près le travail dans lequel nous sommes engagés. Pour que la guerre, la victoire dans la guerre, soient possibles, il faut certaines conditions sociales, politiques et organisationnelles. Il faut que l'économie de la société soit telle qu'elle rende la guerre possible et il faut que de larges masses acceptent la guerre ou au moins ne s'y opposent pas de façon active. Pourtant, en eux-mêmes, ces facteurs ne déterminent pas le succès dans une guerre. Il faut une organisation qui connaisse l'art de la guerre, soit capable d'élaborer un plan de guerre, de répartir les rôles, de mettre des forces en action et d'assurer la victoire. Cette organisation doit être une armée.

Il y a ici une analogie qui détermine le succès de la révolution, bien qu'à vrai dire elle soit loin d'être totale. Pour qu'une révolution soit possible en tant

que révolution *victorieuse*, il faut que l'économie de ce pays donné ait atteint un certain niveau de développement ; il faut qu'il existe dans la société une classe qui a intérêt à la révolution ; et finalement il faut que cette classe soit dirigée par une organisation qui sait diriger une révolution, la développer et la couronner par une prise victorieuse du pouvoir.

Une tentative de prendre le pouvoir en l'absence des pré-conditions sociales et politiques nécessaires s'appelle en allemand un *putsch* — c'est-à-dire l'avortement d'une insurrection armée. Mais par ailleurs si les prémisses de la révolution existent, c'est-à-dire s'il existe une situation révolutionnaire, s'il existe une classe qui a intérêt à la révolution et qui constitue une force décisive, mais qu'il n'existe pas de parti, pas d'organisation capable de la diriger, ou si ce parti est faible s'il n'a pas un plan clair, alors la situation révolutionnaire la plus favorable peut aboutir à un échec. Il en est de même pour la guerre. Une guerre peut être perdue, même dans les circonstances les plus favorables, c'est-à-dire s'il y a unanimité dans les larges masses et qu'elles sont prêtes à se battre. Si, l'organisation est mauvaise, la stratégie médiocre, la tactique surannée, si les unités ne sont pas coordonnées, alors la meilleure des situations internationales peut aboutir à une défaite. Je parle, camarades, des traits communs de la guerre et de la révolution parce qu'aujourd'hui elles ont été particulièrement liées. Nous avons convoqué nos travailleurs politiques dans les forces armées à une réunion extrêmement importante. Nous allons décider de nos tâches immédiates, mais nous allons le faire dans les circonstances d'une situation historique de responsabilité exceptionnelle. Quelle en est la raison ? La révolution en Allemagne et le danger potentiel de guerre résultant de cette révolution. Pour la révolution comme pour la guerre, il faut se préparer soigneusement et en aucun cas ne mettre ses espoirs dans l'improvisation ou sous la protection de Grand Mère Histoire. Cette Grand Mère nous a dit la bonne aventure en 1917 et 1918, et pas mal du tout. Mais nos ennemis ont beaucoup appris dans ces six ans et il n'est plus possible d'opérer aujourd'hui avec des méthodes aussi simples que celles que nous utilisions en 1917.

La défaite de la révolution bulgare

Au cours des derniers jours, nous avons eu l'exemple de la défaite d'une révolution dont les prémisses étaient favorables. Je veux dire la révolution en Bulgarie. Le gouvernement bulgare est arrivé au pouvoir par un coup d'Etat soutenu par les baïonnettes de Wrangel. Les partis politiques qui ont fait le coup d'Etat n'étaient qu'une force minuscule. Les communistes étaient forts. La majorité du pays et la paysannerie était presque à 100 % contre le gouvernement

Tsankov. Avec un peu de préparation sérieuse, on pouvait, selon les camarades qui connaissent la Bulgarie (j'ai quelque connaissance de ce pays par des observations personnelles, mais c'était il y a longtemps et ma dernière visite là-bas remonte à 1913), selon toute évidence, nous aurions pu l'emporter en Bulgarie, mais ce n'est pas le cas. Pourquoi donc ? Il y avait les prémisses sociales et politiques. Les partis bourgeois étaient profondément discrédités. Ils avaient laissé la place au Parti paysan. La direction de ce parti, le gouvernement Stamboulisky, s'était discréditée. Toutes les sympathies allaient à gauche et se portaient sur le Parti communiste. Les forces armées de l'ennemi étaient infinitésimales. Et pourtant nous avons été battus. Ce qui manquait, c'était un plan clair, spécial d'action, un coup décisif porté au moment choisi et à l'endroit choisi. On ne doit pas confondre une révolution avec un soulèvement armé. Une révolution est une combinaison d'événements gigantesques, une révolution ne peut pas être fixée à un moment précis, on ne peut pas y distribuer d'avance les rôles ; mais quand une situation révolutionnaire a été créée, la classe révolutionnaire se trouve confrontée à une tâche pratique « Prendre le pouvoir ».

C'est essentiellement une tâche militaire-révolutionnaire. Pour cela, l'ennemi doit être jeté sur le dos, on doit lui prendre l'initiative, le dépouiller du pouvoir. Cela présuppose un plan, une initiative, la fixation d'une date et toute une série d'opérations militaires. Si on laisse passer le moment, la situation peut changer complètement et déclencher la désintégration dans les rangs de la classe révolutionnaire, sa perte de confiance dans sa propre force et ainsi de suite.

La Situation en Allemagne

En ce qui concerne l'Allemagne, ces dangers ne sont naturellement pas exclus. A présent néanmoins, tout montre qu'ils comptent de moins en moins chaque jour. Le problème de la révolution allemande est évidemment incomparablement plus important que celui de la révolution bulgare. Bien sûr, on ne peut nier que ç'aurait été un splendide cadeau de l'histoire pour nous si, cinq minutes avant la révolution allemande, on avait pris le pouvoir en Bulgarie. Mais, hélas, ce n'est pas arrivé. Le rideau est maintenant en train de se lever sur le drame allemand dont l'échelle sera infiniment supérieure à celle de la révolution en Bulgarie et aussi que les dangers dont j'ai parlé ne sont pas écartés. Aucune révolution ne se voit garantir le succès à l'avance. Mais en même temps, il devient de plus en plus clair aux masses qu'il n'y a plus d'issue pour l'Allemagne sur la voie de la réforme et du parlementarisme. La situation a pleinement mûri pour la révolution également dans le sens que la classe fondamentale de la société, le prolétariat, est d'une importance décisive avec une prédominance absolue dans le pays.

(Trotsky donne ensuite les chiffres de travailleurs déjà indiqués à la conférence du transport)

Finalement considérons l'effrayante chute du mark qui déséquilibre la vie dans ses rapports quotidiens les plus simples, jour après jour, dérobant le sol sous les pieds de chaque travailleuse, de chaque maîtresse de maison, de chaque travailleur, tournant et retournant dans leur tête qu'ils ne peuvent plus vivre comme ça. Aujourd'hui le télégraphe nous a apporté la nouvelle de la montée du dollar à 12 milliards de marks.

En même temps, nous constatons une croissance extrêmement rapide de l'influence du Parti communiste allemand. C'est un parti jeune, né pendant la guerre impérialiste et qui a assumé sa forme actuelle après novembre 1918. Il a connu pas mal de revers. Il a été battu en mars 1921, quand il essaya de prendre le pouvoir bien que la classe ouvrière n'y ait pas été préparée. Vous vous souviendrez comment le IIIe congrès du Comintern condamna sévèrement l'erreur commise par le Parti communiste allemand. Cela provoqua du mécontentement dans la Gauche de ce parti. Mais la leçon s'est révélée utile. Depuis lors, le Parti communiste allemand est devenu le parti dirigeant du prolétariat allemand. Les changements politiques des dernières semaines l'ont confirmé de façon presque définitive. Des messages de Berlin nous disent quel effet fatal a produit sur la social-démocratie allemande la formation de la coalition en Saxe et en Thuringe des social-démocrates de gauche avec les communistes. Des voix se sont élevées ici et là contre ces coalitions à l'intérieur du PC lui-même. Les appréhensions portaient sur ce que, la social-démocratie se compromettant de plus en plus, son aile gauche ne serait qu'une manœuvre pour absorber de plus en plus les masses trahies par la social-démocratie. Le danger passé, la social-démocratie récupèrera sa gauche et montrera son vrai visage. Telle a été la critique faite dans nos rangs. Les adversaires de la coalition disaient que si nous entrons dans ce bloc avec les social-démocrates, nous leur permettrions de grossir. Le Comintern et le parti allemand ont pensé différemment. C'est vrai que nous sommes en train de mener un combat sans merci contre les social-démocrates. Le combat exige des méthodes très élaborées. Ainsi des manœuvres comme l'abandon délibéré de certaines positions, les retraites, les retraits, etc. Il en est de même en politique. Le Parti communiste a déjà acquis tant d'influence en Allemagne que l'attrait qu'il exerce sur les ouvriers social-démocrates est très grand, mais pas suffisant pour briser leur vieille coquille d'organisation. Il est caractéristique d'un ouvrier qu'il nourrit un vif sentiment de gratitude et d'amour, un sens du devoir à l'égard de l'organisation qui l'a éveillé à la vie consciente. Les vieilles et moyennes générations des ouvriers allemands ont été éveillés par la social-démocratie. On ne peut nier les services qu'elle a rendus, mais, ultérieurement, la social-

démocratie a dupé les travailleurs, exploitant l'influence qu'elle avait sur eux pour leur lier pieds et poings. Dans la classe ouvrière, l'attitude à l'égard de la social-démocratie, comme le parti qui les a éveillés, a subsisté. En conséquence, bien que les travailleurs allemands aient serré le poing contre la social-démocratie, une grande partie d'entre eux est restée sous son drapeau. La tâche de la coalition, en ce moment qui précède les batailles décisives, consiste à briser cette coquille, ce conservatisme d'organisation. Ce que nous avons là n'est pas une coalition constituée pour réaliser un programme socialiste sur la base de la démocratie parlementaire. Non, c'est essentiellement une manœuvre militaire révolutionnaire qui cherche à s'assurer une position solide et des armements, à un point du territoire, avant l'heure des grèves de l'action décisive. C'est ainsi que le comité exécutif du Comintern a compris et comprend l'expérience en Saxe. Toutes nos informations démontrent que le fait que les communistes ont rejoint les social-démocrates dans le même gouvernement à secoué le conservatisme d'organisation des social-démocrates. Ainsi, alors que les social-démocrates sont au pouvoir, l'existence de cette coalition n'a pas renforcé les organisations social-démocrates mais a fait que les masses sont passées de notre côté. Les social-démocrates sont en train de partir en morceaux. L'influence du fait qu'il y a en Allemagne un gouvernement de coalition a un effet destructeur sur la social-démocratie. A Berlin, le tournant à gauche effectué est extrêmement marqué. Ainsi, notre initiative est déjà justifiée.

La coalition a aussi pour nous un autre sens. En Allemagne aujourd'hui se déroule une lutte de classes qui a été réduite à une formule très simple : la lutte des masses prolétariennes contre les détachements de combat des fascistes. Je dis que c'est une formule très simple parce qu'en Allemagne aujourd'hui l'appareil d'Etat n'existe plus guère en pratique. La lutte de classes, qui a atteint son stade final, s'incarne territorialement dans le fait que nous avons non seulement les centuries armées du prolétariat dans l'Allemagne entière, mais que nous voyons aussi qu'on est en train de préparer en Saxe une place d'armes pour la révolution. D'un côté, la Bavière est celle des koulaks fascistes, conduits par les officiers du Kaiser. Il y a deux camps face à face. La Saxe et la Thuringe constituent nos places d'armes où les masses ouvrières se rallient de plus en plus à notre drapeau et où nous organisons les centuries ouvrières. Il est caractéristique que les relations diplomatiques soient maintenant rompues entre Saxe et Bavière : cette rupture signifie que le prolétariat et la bourgeoisie sont en train d'organiser la guerre civile. Les Allemands sont un peuple systématique et font même leur révolution de cette façon. Quand on regarde la révolution en train de s'y développer, on a devant soi un système rigoureux de rouages, travaillant avec une précision totale, comme dans le mécanisme d'une horloge. Il faut espérer que les douze heures vont sonner et évidemment ce sera bientôt.

J'ai déjà mentionné qu'il n'y a pas aujourd'hui en Allemagne de gouvernement, que le parlement élu sur la base du suffrage universel, égal, secret (etc.) a renoncé au gouvernement qu'il avait choisi en faveur de la remise du pouvoir au général von Seeckt. Le véritable appareil d'Etat en Allemagne aujourd'hui, c'est le général Seeckt, qui connaît bien les machines à exterminer les hommes avec sa Reichswehr de 100 000 hommes et les forces des bataillons de choc fascistes (200 000 selon certains rapports, 400 000 selon d'autres sources), qui, en été, ont effectué leurs camps-rassemblés sous la protection des officiers de la Reichswehr. A la tête de toutes ces forces se trouve le général Seeckt, qui commande aussi la Schutzpolizei, qui compte quelques centaines de milliers d'hommes. Le général Seeckt est en train de commencer, par le général Müller, une offensive contre la Saxe en appelant cet Etat à dissoudre les Centuries prolétariennes. D'un autre côté, Berlin tente de remplacer le général von Lossow, ce à quoi le gouvernement bavarois a répondu que, si le gouvernement central insistait pour relever Lossow de ses fonctions, il ne demanderait ni plus ni moins que la démission de Gessler. Or ce Gessler est le ministre de la Guerre de la République : de sorte que la Bavière a non seulement rompu ses relations diplomatiques avec la Saxe, mais commence à s'adresser aux kerensky de Berlin sur un ton de maître tel qu'ils ont mis la queue entre les jambes et retiré leur demande de remplacement du général Lossow.

Telle est la situation. Elle ne peut pas durer longtemps. *Ou bien* les centuries prolétariennes seront dissoutes, ce qui serait un coup sévère porté à la révolution allemande (je ne dis pas sa défaite), mais qui signifierait sans aucun doute que, dans une escarmouche entre postes avancés, les ouvriers auraient été battus. *Ou bien* le général Müller, paralysé par le kérenskysme à l'arrière, ne serait pas capable de réaliser cette menace, ce qui serait excellent pour la révolution, après qu'il ait envoyé un ultimatum. Cela élèverait le moral des ouvriers et le cours même de la révolution deviendrait plus plein d'entrain et de confiance. *Ou encore* le général Müller fait entrer la Reichswehr, les Centuries prolétariennes refusent de se laisser dissoudre — et alors la guerre civile commence. D'une façon ou d'une autre — mais bien que la situation actuelle en Allemagne puisse durer des jours voire des semaines, ce ne peut guère être pour des mois.

Je viens juste de désigner les forces fondamentales de l'ennemi, la Reichswehr de 100 000 hommes, dont la dimension a été fixée par le traité de Versailles. C'est une armée de volontaires, presque exclusivement de paysans qui ont été soumis par leurs officiers au dressage approprié. Dans une certaine mesure les 135 000 hommes de la police sont aussi une arme aux mains de Seeckt. Elle est surtout formée de travailleurs urbains, sauf en Bavière et au

Wurtemberg. Tandis que la Reichswehr comprend de jeunes paysans, dont 95 % sont célibataires, les policiers sont des ouvriers, l'écrasante majorité chargés de famille, qui ont été amenés à s'engager dans la police à cause du chômage ou autres circonstances. En Prusse-Brandebourg, la police est dans une large mesure constituée d'ouvriers social-démocrates et forme la garde du ministre de l'intérieur Severing. La loi interdit aux policiers d'appartenir à un parti, mais leur permet d'être syndiqués, de sorte que la grande majorité des policiers sont membres des syndicats « libres » (social-démocrates). Des personnes compétentes estiment qu'un tiers des policiers se battra sûrement contre nous, (surtout dans les zones rurales), un tiers restera neutre et un tiers se battra à nos côtés ou nous aidera. Ainsi, les calculs arithmétiques montrent que la police sera paralysée ou éliminée en tant que force indépendante. Tout dépend ici de la politique, de la stratégie, de la tactique que nous allons développer. Mais ce qui est plus important, c'est que nous ne devons pas considérer la Reichswehr et la police comme des corps unis et monolithiques. Une telle conception est radicalement fautive. Le jeune communiste allemand a naturellement en règle générale la même psychologie que notre jeune soldat de l'Armée rouge. Quand, pour la première fois, il est au combat dans une situation difficile, il lui semble que l'ennemi est terrible, intraitable et si puissant que, s'il y met tout son poids, il va l'écraser et le détruire, car lui, le pauvre diable Petrov de la province de Penza est une créature bien faible, qui a mal au coeur... C'est pourquoi il est important d'éduquer Semionov ou Petrov pour qu'il sache que l'ennemi est aussi un homme avec un coeur auquel il peut avoir mal.. Et nous, ayant très bien appris comment nous lier avec les masses, nous avons tout ce qu'il nous faut pour remplir cette tâche correctement.

En ce qui concerne la Reichswehr, la situation est évidemment un peu différente de celle de la police ; on ne peut néanmoins oublier qu'elle consiste de 100 000 jeunes paysans dispersés dans tout le pays. Dans les cas où l'armée réussit à résister pendant une révolution, c'est dû habituellement, dans une certaine mesure, au fait que l'armée sent qu'elle est une masse compacte faite de régiments, que chacun d'eux sait qu'il y en a d'autres à côté, de sorte qu'il a confiance qu'avec cette masse, la révolution sera écrasée. Mais cette armée est morcelée en compagnies et bataillons éparpillés, qui sont tous les jours détremés de tous côtés par les vagues de la tempête révolutionnaire dans laquelle des millions et des millions de prolétaires, de petits bourgeois et de paysans pauvres prennent part ; que, dans ces conditions, les unités de l'armée se sentiront très peu en sécurité et peuvent être sujettes à la panique et un parti révolutionnaire peut contribuer en ce sens. S'il y a parmi les unités de la Reichswehr quelques-unes seulement pour se dire : « Rien à faire, mes frères, jetons nos fusils », cela peut donner des résultats décisifs. Mais il faut une

préparation : il faut étudier l'expérience des révolutions antérieures. Mais si nous pensons que la Reichswehr est imprenable et si nous n'essayons pas de la briser de l'intérieur, ce sera mauvais, car, bien que les Français aient réduit au minimum l'armée allemande, ils en ont laissé suffisamment de mécanismes de meurtres de masse pour pouvoir écraser une révolte de la classe ouvrière allemande.

Il reste l'armée fasciste qui jouit de la protection de l'Etat. Si elle n'a pas été légalisée, ce n'est pas à cause de l'existence de la peu chaste social-démocratie allemande, mais à cause de l'existence de Poincaré qui veille à ce que cette armée fasciste ne devienne pas une force importante. Les cadres de commandement des unités fascistes individuelles sont excellents. En ce qui concerne le matériel combattant, ce sont des fils de bourgeois, des étudiants, des petits bourgeois et même des ouvriers du type lumpen-prolétariat. Leurs rangs ne sont pas tout à fait homogènes et il n'est pas sûr que, quand viendra le moment de la décision, ils mettront leur vie en jeu sur la ligne de combat. La façon dont se comporteront les unités fascistes dépendra de la façon dont se comportera la Reichswehr : ils ont le même service de communications et un commandement commun et leur mobilisation sera effectuée par les services de la Reichswehr. Si l'appareil, c'est-à-dire l'armée officielle, est pleinement maintenu comme appareil central — et cela dépend de l'ampleur et de l'élan de la révolution et de la politique de notre parti —, ce sera pour nous un substantiel désavantage. Si les révolutionnaires peuvent briser l'épine dorsale de cette organisation, les bataillons fascistes ne seront plus que d'innombrables détachements de guérillas et il sera plus facile de s'en occuper.

Il y a aussi, bien entendu, un autre type de préparatifs à faire. Le réseau ferroviaire allemand est un instrument d'une exceptionnelle puissance. Il a plus de 60 000 km de long. Si, au moment décisif, il était aux mains des fascistes, ils pourraient lancer leurs troupes dans les zones industrielles et seraient capables de manœuvrer. Il est clair que c'est une question d'une importance exceptionnelle.

Si les cheminots devaient être laissés aux mains de la réaction au moment décisif, cette dernière pourrait trouver un appui dans les régions koulaks — Bavière, Prusse orientale, etc. Comment l'empêcher ? D'abord, le prolétariat des chemins de fer est parfaitement capable de faire grève aux endroits importants, de faire sauter les ponts, etc. Pour cela il faut une bonne contre-organisation du parti révolutionnaire, avec des commandants secrets aux principales gares de triage. Bien entendu, je ne suis pas en train de décrire ce qui existe, je parle seulement de ce qui découle de l'expérience de notre propre révolution. Comment les camarades allemands agissent, ce qu'ils feront demain, nous ne pouvons le savoir mais c'est là ce qui découle de notre expérience et ce que nous devrions

faire si nous devons être placés dans la même situation et devons prendre à nouveau le pouvoir. Comme il n'y a pas de révolution très souvent et qu'en six ans, certains peuvent avoir oublié, je juge nécessaire de rappeler à cette assemblée que, dans ces cas, il faut avoir un contre-appareil très bien organisé dans les chemins de fer parce que, si les commandants révolutionnaires ont à leur disposition quelques détachements de combat d'élite capables d'arrêter la marche des trains en s'opposant aux bataillons fascistes, il est possible de retenir et de paralyser l'appareil fasciste. Et comme ce qui est fondamental de notre côté, c'est que les 15 à 20 millions d'ouvriers allemands soient de notre côté au moment décisif, cela facilitera évidemment toutes les autres manipulations, y compris celles qui seront purement militaires — cela les rendra plus faciles mais cela ne les rendra pas non nécessaires. Je dois dire que j'ai parlé en privé avec des camarades russes qui ont observé la vie en Allemagne il y a deux ou trois mois et ils m'ont répondu : « Nous ne savons pas, mais nous supposons que, quand la révolution éclatera, il faudra improviser sur ces questions ». Je leur ai répondu que la révolution improvise énormément mais qu'elle ne le fait que pour ceux qui se sont préparés pour elle sérieusement et soigneusement, en tenant compte de tout, et que la révolution n'improvisera certainement rien pour les étourneaux. J'ai même dit que bien que Grand-Mère Histoire nous ait aidé un bon coup une fois, cela ne signifie pas qu'elle nous dira de nouveau favorablement la bonne aventure.

Pour assurer à une révolution la victoire militaire, il faut vouloir réaliser cette victoire à tout prix et tout faire pour elle, brisant tous les obstacles sur sa route. La classe ouvrière allemande trouvera-t-elle en elle-même la volonté nécessaire pour prendre le pouvoir, combattre et gagner l'écrasante majorité des masses, pour sauter directement à la gorge de l'ennemi de façon à l'abattre et à prendre le pouvoir ? Cette transition s'accompagne toujours d'une très grave crise interne pour le parti, parce que c'est une chose de gagner de l'influence sur les masses, sur les ouvriers, de les unir et de les diriger, et une autre de dire : « Le moment est venu, il faut concentrer les forces et donner le signal de l'insurrection, jouant tout sur une seule carte ». Cela exige que le parti manifeste beaucoup de résolution et les inhibitions internes peuvent être très fortes ici.

Il n'y a pas encore eu d'insurrection armée en Allemagne — il n'a fait que poser un pied sur le seuil. Le parti communiste allemand n'a pas la trempe qu'avait notre parti en 1917, pas un grand passé d'activité clandestine, ce fut son destin d'en traverser plus d'une bien qu'elles aient autrefois abouti à des défaites plutôt sérieuses. Aujourd'hui, le parti communiste allemand a un grand avantage sur nous en 1917 car il peut s'appuyer sur notre expérience et il bénéficie de la

direction du Comintern qui lui-même bénéficie en cela de notre expérience à nous. On peut donc espérer que les frictions internes, inévitables chaque fois qu'un parti révolutionnaire passe de l'agitation et de la propagande à la conquête du pouvoir, seront réduites au minimum. Autant qu'on puisse en juger par l'information qu'on a sur ce comportement du parti communiste allemand, le danger de le voir décoller des événements avec leur développement, le danger que ce parti se dégonfle, pour parler net, est minime, sinon totalement exclu ; mais seuls les événements peuvent vérifier s'il en est ainsi.

Notre conclusion est que l'histoire a totalement préparé les conditions pour une insurrection armée en Allemagne et que le général Müller a reçu de l'histoire la tâche d'accélérer ce processus dont le développement devrait prendre un rythme très rapide dans un proche avenir. Avec le parti sur une ligne correcte, la cote de ce conflit est en faveur du prolétariat. Je ne vous précise pas les effectifs des forces armées de la révolution pour des raisons bien compréhensibles — d'abord parce que je les ignore et deuxièmement parce que si par hasard je les savais, je n'aurais pas à les divulguer. Mais quinze millions d'ouvriers d'industrie et entre deux et trois millions d'ouvriers agricoles sont capables de produire dans leurs rangs assez d'unités armées pour s'occuper de l'ennemi.

De façon générale, les augures sont favorables, bien que, évidemment, comme à la guerre, on ne puisse pas faire de prévisions précises. La guerre n'est pas un exercice d'arithmétique. C'est encore plus vrai pour la révolution. L'Histoire exige que les deux camps belligérants éprouvent la force de leurs fronts respectifs et ce n'est que dans le conflit lui-même que se trouve l'issue du conflit en question, pas dans un processus de calcul de comptabilité. C'est pourquoi bien qu'on puisse estimer le cours du développement et soupeser les chances pour et contre, il n'est cependant jamais possible de prophétiser l'issue du conflit avec une certitude mathématique. Dans le cas donné cependant, les données fondamentales sont favorables.

(Trotsky commente ensuite la situation internationale, reprenant son analyse de la veille et termine en examinant « les tâches » de l'Armée rouge et particulièrement de son commandement politique. Il termine par une sévère critique du faux romantisme des discours mensongers et emphatiques des chefs d'unité, des tromperies bureaucratiques dans le « discours officiel » qui sont, selon lui, le début de la corruption. Il conclut :)

Nous allons continuer une politique de revendication du droit de passage (en Pologne, NDLR) et de la non-intervention. Au cas où néanmoins nous serions placés devant la nécessité d'entrer en guerre, il faut que le plus arriéré de nos paysans comprenne que c'est le résultat de circonstances objectivement incontournables. Nous faisons tous nos efforts pour sauver la paix, cependant, si nous étions obligés de faire la guerre, nous nous défendrions jusqu'au bout. Il faut mener un travail méthodique contre le discours officiel dans l'armée, préparant l'opinion publique des soldats à toutes les possibilités et difficultés. C'est notre tâche fondamentale, et si nous la remplissons, alors, si on nous oblige à la guerre, nous nous battons comme personne ne s'est jamais battu auparavant.

G.E. Zinoviev

Les problèmes de la Révolution allemande ¹

(30 octobre 1923)

Les événements d'Allemagne se déroulent avec l'inexorabilité du destin. Le chemin que la révolution russe a parcouru en douze ans, de 1906 à 1917, la révolution allemande ne met que cinq ans à le parcourir, de 1918 à 1923. Coalition gouvernementale, grande coalition ², Kornilov ³, (les Bavarois) ⁴, ministères de spécialistes et de personnalités, de nouveau grande coalition ⁵, bref, un invraisemblable tourbillon ministériel. Ceci « en haut ». En bas, dans les masses, l'effervescence, la volonté de combat, la volonté d'une décision. Il faudrait être aveugle pour ne pas voir que la révolution prolétarienne frappe à la porte de l'Allemagne.

Les événements prochains auront une grande importance dans l'histoire mondiale. On verra bientôt que, pour le monde comme pour l'Allemagne, l'automne 1923 marquera un tournant. De ses mains frémissantes, le prolétariat allemand tourne la page la plus importante de l'histoire de la classe ouvrière. Un glas sonne. Un nouveau chapitre de la révolution mondiale s'ouvre.

1. *Pravda*, 12/30 octobre 1923. Le texte lui-même est daté du 30 octobre 1923.

2. Le terme de "grande coalition" dans la politique allemande signifie une alliance au gouvernement des partis bourgeois et du parti social-démocrate.

3. Lavr Kornilov (1870-1918), général commandant en chef de l'armée russe avait tenté en septembre 1917 un putsch contre le gouvernement provisoire de Kerensky.

4. Le gouvernement bavarois de von Kahr, inspiré par l'extrême-droite, soutenu par les chefs de la Reichswehr en Bavière et les nazis, constituait alors une menace de guerre civile.

5. Le gouvernement de Stresemann comprenait quatre ministres social-démocrates dont Hilferding.

Quel sera le contenu social de la révolution allemande ? Quelle classe va la diriger et l'incarner ?

Un peu de statistique sociale

Pour le savoir, jetons un coup d'œil sur la composition sociale de la population de l'Allemagne. Cette dernière avait, en 1920, 59,4 millions d'habitants. Sa population adulte se répartissait comme suit :

Agriculture et forêts	9 825 000
Industrie et bâtiment	14 570 000
Commerce et transports	5 000 000
Domestiques	330 000
Professions libérales, fonctionnaires	2 440 000
Sans profession	<u>1 700 000</u>
TOTAL	33 865 000

Le tableau sera plus clair encore si nous divisons cette population en classes sociales. Elle nous apparaît alors sous cet aspect :

	Indépendants	Demi- prolétaires	Employés	Ouvriers
Agriculture	1 180 750	1 275 000	196 500	7 172 000
Industrie	550 000	1 200 000	1 020 000	11 800 000
Commerce	500 000	1 000 000	1 000 000	2 500 000
Domestiques	—	—	—	330 000
Professions libérales	500 000	—	1 000 000	950 000
Sans profession	<u>1 700 000</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>—</u>
TOTAL	4 430 750	3 475 500	3 216 500	22 752 000

Le nombre des ouvriers, même si nous le distinguons des éléments semi-prolétaires, est le double de celui de toutes les autres catégories réunies.

La base sociale de la révolution qui vient apparaît donc clairement. Dans les villes, prédominance absolue des ouvriers : ils ont suivi, d'une façon ou d'une autre, la social-démocratie contre-révolutionnaire. Tant qu'ils ont persévéré dans les voies de la paix sociale, tant qu'ils ont espéré avoir leur pain sans guerre civile, la bourgeoisie allemande a pu être tranquille. Ce qu'il y a d'essentiel et de

nouveau dans l'heure présente, c'est que cette classe ouvrière géante se convainc enfin que le pays ne peut être sauvé, qu'elle-même ne peut être sauvée que par une révolution. Au moment où la classe ouvrière d'Allemagne tourne le dos à la social-démocratie et vient vers le Parti communiste, le sort de l'Allemagne se décide. Le doute n'est plus permis. Les événements prochains peuvent être variés, mais ne peuvent varier que dans d'étroites limites.

Le caractère prolétarien de la révolution allemande

Les sept millions de travailleurs agricoles exerceront, au cours des événements décisifs qui approchent, une influence énorme sur les campagnes. En Russie, la révolution prolétarienne a dû faire aux propriétaires fonciers et aux gros paysans une guerre véritable. Dans le meilleur des cas, les ouvriers russes en armes ne pouvaient compter dans les campagnes que sur l'appui des paysans pauvres et des anciens combattants. En Allemagne, les choses se présentent mieux.

On n'aura vraisemblablement pas besoin d'envoyer dans les campagnes des militants ouvriers. Les travailleurs agricoles feront eux-mêmes le plus gros de la besogne nécessaire pour réduire à l'impuissance (ou mieux, pour anéantir) la contre-révolution des propriétaires fonciers et des paysans cossus. En majorité, les travailleurs agricoles sympathisent avec le communisme. Sans doute les gros paysans allemands petits propriétaires fonciers sont parfaitement organisés et opposeront au régime prolétarien une résistance acharnée. Mais reportons-nous aux chiffres : ils ne laissent aucun doute quant à l'issue de la lutte.

La révolution allemande qui vient sera une révolution prolétarienne de classe. Les vingt-deux millions de prolétaires allemands qui en constituent l'armée sont le noyau du prolétariat international. Au capitalisme, ils opposeront la révolution internationale. D'après les estimations les plus élevées, la Russie avait en 1917 de 8 à 10 millions d'ouvriers sur une population de 60 millions. L'Allemagne avec une population de 60 millions a plus de 20 millions d'ouvriers. Chez nous, la classe ouvrière n'était qu'une petite minorité, en Allemagne elle constitue l'élément principal, la majorité de la population. Les ouvriers allemands sont presque tous passés par l'école primaire. Ils ont en matière d'organisation une éducation achevée. Ils sont cultivés. Ils se sont battus pendant la guerre impérialiste et ce qu'ils y ont appris en fera de magnifiques soldats révolutionnaires. La social-démocratie leur a donné un enseignement coûteux, mais utile.

Le fait capital est que la Révolution allemande opérera sur une puissante base industrielle. Il est vrai que l'industrie allemande est dans une situation bien difficile. Elle a perdu les grandes richesses naturelles d'Alsace-Lorraine, une

partie de la Prusse Orientale, une partie de la Haute Silésie, Memel, Dantzig, le Nord du Schlesvig, la Sarre, et, finalement la Ruhr. L'Allemagne ne peut évidemment pas payer à l'Entente les 132 milliards qu'on lui réclame en vertu du traité de Versailles. Mais l'industrie allemande n'en conserve pas moins une puissance formidable. En ce sens le mot de Lénine reste juste : « En Europe occidentale, disait-il, et surtout dans des pays tels que l'Allemagne, il sera beaucoup plus difficile de commencer la révolution prolétarienne qu'en Russie. Mais il sera beaucoup plus facile de la continuer et de l'achever. » Dans l'industrie et dans l'agriculture, ce prolétariat allemand prédomine. Nulle part le nombre des ouvriers qualifiés susceptibles d'administrer avec succès l'économie socialiste n'est aussi grand.

Le prolétariat allemand ne peut plus prendre trop tôt le pouvoir — au sens historique du mot. Kautsky ¹ le savait autrefois. Dans son dernier ouvrage révolutionnaire, en 1909, *Le Chemin du Pouvoir*, il le disait. Les conditions objectives de la victoire d'une révolution prolétarienne en Allemagne sont mûres depuis longtemps. La guerre de 1914-1918, la paix de Versailles et tous les événements qui s'y rattachent achèvent de réaliser toutes les conditions préalables d'une victoire prolétarienne en Allemagne.

Le rôle de la petite bourgeoisie

La révolution allemande sera une révolution prolétarienne de classe. Ce n'est pas à dire que le reste de la population de l'Allemagne soit à considérer comme une masse réactionnaire. Loin de là. La caractéristique de la révolution prolétarienne allemande sera précisément le rôle qu'y joueront les éléments petits-bourgeois des villes, fonctionnaires, employés, petites gens. On peut dire que le rôle joué par la Russie par les paysans, las de la guerre, épuisés par les dévastations continuelles, poussés aux abîmes par le développement du capitalisme, incombera en Allemagne aux classes moyennes des villes. Elles hésitent naturellement entre le prolétariat et la bourgeoisie. Peut-être leur arrivera-t-il souvent de se ranger du côté des ennemis de la révolution. Mais en définitive elles lui fourniront un élément auxiliaire. Le prolétariat des villes et des campagnes, restera en tout état de choses le porteur de l'idée révolutionnaire. Dès aujourd'hui, il a réussi à neutraliser en un laps de temps vraiment court les éléments petit-bourgeois et à conquérir la sympathie de quelques autres. Des employés et des petits fonctionnaires entrent dans les comités d'usine illégaux qui suivent les mots d'ordre du Parti communiste allemand.

1. Karl Kautsky (1854-1938) avait été le théoricien de la social-démocratie allemande, son "pape", après Marx et Engels.

Nous savons, Lénine nous l'a enseigné, que chaque grande révolution se développera à sa façon propre. Nous savons que la révolution allemande ne peut pas être une répétition de la révolution russe. Nous voyons dès aujourd'hui que le rôle que se prépare à y jouer la petite-bourgeoisie des villes est tout à fait particulier.

Le caractère prolétarien de la révolution est-il compatible avec ce fait ? L'attitude de la petite bourgeoisie urbaine d'Allemagne est en partie dictée par la politique brutale de l'Entente qui a tout fait pour aggraver son sort, et, en partie, par l'égoïsme de la grande bourgeoisie, cause de la ruine des classes moyennes. Marxistes, nous savions déjà que le grand capitalisme anéantit la petite bourgeoisie et en prolétarise la masse. Mais c'est la première fois que nous voyons, en Allemagne, s'accomplir un tel processus sur une pareille échelle. La paupérisation de la petite bourgeoisie atteint en Allemagne un degré inconcevable. Un certain nombre d'intellectuels bourgeois en arrive à appuyer la classe ouvrière. D'importants milieux petits-bourgeois qui pendant longtemps ont été en Russie nos adversaires irréconciliables et ont fourni à la contre-révolution s.r. un appui sérieux, sont, en Allemagne, tellement démoralisés qu'on ne peut plus les considérer comme un facteur important dans les prochains événements. Leur état d'esprit est tel qu'à l'heure décisive, ils seront neutres ou avec les ouvriers. La terrible banqueroute financière de l'Allemagne les a touchés au point vulnérable. Un marchand de tabac berlinois affiche sur sa porte que les impôts le ruinent, ferme boutique et adhère au Parti communiste : ce n'est pas une anecdote, c'est un symbole !

Avec une politique intelligente, un gouvernement prolétarien peut durer, en Allemagne, et assurer la victoire complète de la révolution : car il aura l'appui du prolétariat plus une partie de la petite bourgeoisie des villes, c'est-à-dire la majorité de la population. Et c'est la condition essentielle de la conservation du pouvoir.

Le bénéfice de l'expérience russe

La révolution allemande sera une révolution prolétarienne de classe. Cette constatation n'exclut pas une politique souple et clairvoyante à l'égard de la petite bourgeoisie. Au contraire. La révolution allemande bénéficiera de toute l'expérience russe et ne répétera pas les fautes de la révolution russe. Dès le premier moment, elle ne perdra pas de vue l'énorme importance de l'entente entre la ville et la campagne, entre le prolétariat et la petite bourgeoisie. Elle ne commettra pas la faute des nationalisations exagérées du petit commerce et de la petite industrie. Si la résistance des petits propriétaires n'oblige pas le gouvernement prolétarien de l'Allemagne à recourir, pour le salut de la

révolution, à des mesures de rigueur, on ne peut douter que l'Allemagne ouvrière de demain suive, vis-à-vis de ces éléments, une politique attentive, prudente et juste. Dès ses premiers pas, le pouvoir révolutionnaire devra s'efforcer de conquérir la sympathie des petites gens, des intellectuels, des artisans, des paysans petits et moyens, sympathie qui assurera la durée du nouveau régime.

Et c'est précisément parce que la révolution prolétarienne a en Allemagne des bases si larges et si solides, c'est précisément parce que le prolétariat aura dans les événements une si grosse prépondérance qu'il pourra se permettre le luxe d'éviter tout ce qui écarterait de lui la petite bourgeoisie. C'est précisément parce que toute une série de grandes mesures économiques socialistes sont aujourd'hui possibles en Allemagne que le prolétariat allemand n'aura pas besoin de léser brutalement les intérêts vitaux de la petite bourgeoisie des villes.

Quant à la merveilleuse énergie que 20 millions de prolétaires allemands trempés, cultivés et organisés, sauront déployer dans la lutte finale pour le socialisme, nous ne pouvons encore nous en faire la moindre idée.

La légende de l'alliance des communistes et des nationalistes

La classe ouvrière allemande marche vers le pouvoir. Le seul parti politique de l'Allemagne qui soit en progrès, malgré toutes les persécutions, c'est le Parti Communiste. Tous les autres déclinent.

Un menchevik allemand connu (P. Hertz¹) écrivait récemment dans le *Socialistichesii Vestnik*² de Berlin que « comme la social-démocratie, même avec les communistes, ne constitue qu'une fraction importante du prolétariat, tandis qu'une autre fraction importante du prolétariat intellectuel et de la petite bourgeoisie ruinée demeure avec la bourgeoisie, le mouvement ouvrier allemand n'a pas les forces nécessaires pour prendre seul le pouvoir. » Cette profonde sentence est bien d'un menchevik. Tout menchevik garde en réserve mille et une bonnes raisons contre la révolution.

En réalité, les 20 millions de prolétaires allemands ont passé par des écoles d'organisation largement suffisantes ; ils ont l'éducation qu'il faut pour faire leur révolution. Et ils la feront. La signification de tout ce qui se passe dans la classe ouvrière allemande, à commencer par la conquête des comités d'usine par les communistes et par les élections du syndicat des métallurgistes, pour finir par la grève générale d'août et les péripéties ultérieures de la lutte, c'est que la classe

1. Paul Hertz (1888-1961) était proche d'Otto Wels, l'homme fort du SPD.

2. Journal des mencheviks paraissant en russe à Berlin.

ouvrière allemande a donné un mandat de direction politique au Parti communiste.

Les tristes héros de la IIe Internationale peuvent feindre de ne pas s'en apercevoir. Ce fait définit pourtant toute la politique mondiale de la période qui s'ouvre. Cela ne signifie pas d'ailleurs que les social-démocrates acceptent leur destin. Prévoyant ou pressentant la bourrasque révolutionnaire et l'inéluctable victoire du prolétariat allemand, le menchévisme international prend des mesures. Il crée la légende d'une alliance du communisme et du nationalisme allemand. Ni plus ni moins !

Une besogne aussi criminelle que celle de 1914

Plus la lutte est ardente en Allemagne et mieux nous apparaît le dessein machiavélique des chefs de la IIe Internationale contre la Révolution allemande.

Chacun sait que, depuis quelque temps déjà, le communisme et le fascisme allemands se combattent les armes à la main. Rares sont les jours où des fascistes et des communistes ne tombent pas dans cette lutte. Chacun sait que lorsque, l'été dernier, le Parti communiste allemand, afin de livrer au fascisme une bataille rangée, fixa la journée antifasciste, les social-démocrates, membres de la IIe Internationale, firent interdire ces manifestations. Chacun sait que le ministre réactionnaire de la Reichswehr, Gessler ¹, est la main droite du président social-démocrate de la République Ebert ² ; que le général von Seeckt ³ est en fait l'allié des chefs social-démocrates ; que le coup de force nationaliste en Bavière ⁴ est le résultat de leurs turpitudes. Chacun sait que la social-démocratie allemande et la bourgeoisie nationaliste collaborent depuis des années contre la classe ouvrière. Et pourtant les social-démocrates allemands poussent les hauts cris à propos de l'alliance des communistes et des nationalistes.

Pourquoi ?

La meilleure réponse est fournie par l'action des frères et confrères des social-démocrates allemands, les social-chauvins français.

Les « socialistes » français de la IIe Internationale savent tout aussi bien que les chefs de la social-démocratie allemande que la victoire du prolétariat

1. Otto Gessler (1875-1955), démocrate, était ministre de la Reichswehr et jouissait de la confiance des chefs militaires.

2. Friedrich Ebert (1871-1925), ancien secrétaire du SPD, chancelier et président du conseil des commissaires du peuple en 1918 avait rétabli l'ordre et était devenu le premier Président de la République en 1919.

3. Hans von Seeckt (1866-1956) était le chef d'état-major de la Reichswehr qu'il avait réorganisée avec l'appui de Gessler.

4. Le gouvernement bavarois avait nommé von Kahr "commissaire du Reich" avec l'appui de la Reichswehr de Bavière.

allemand et la formation outre-Rhin d'un gouvernement ouvrier sous l'influence des communistes sont des réalités inévitables de demain. Ces messieurs se rendent enfin compte que la bourgeoisie française, dirigée par M. Poincaré ¹, tentera d'étouffer par les armes la révolution prolétarienne d'Allemagne. Malgré leurs « désaccords » avec M. Poincaré, les socialistes français et allemands voient en lui le Messie, le futur sauveur appelé à préserver l'Allemagne et l'Europe de l'épouvante d'une dictature bolcheviste. Pour que M. Poincaré puisse, à la minute décisive, lancer une armée contre la révolution prolétarienne d'Allemagne, le terrain doit être préparé dès maintenant : il faut créer une atmosphère propice. La légende de l'alliance du communisme et du nationalisme n'a pas d'autre but.

Les socialistes français et les social-démocrates allemands, ainsi du reste que tous les leaders de la IIe Internationale veulent pouvoir, au lendemain de la victoire du prolétariat allemand, dire aux soldats français :

« Ce qui s'est passé en Allemagne, ce n'est pas une révolution prolétarienne, c'est un mouvement nationaliste, c'est une monstrueuse symbiose du nationalisme et du communisme. C'est le prélude d'une guerre de revanche contre la France ».

Le rôle infâme joué en 1914 par la théorie de la « défense nationale » — dans la guerre impérialiste — incombe maintenant à la légende de l'alliance du communisme et du nationalisme. Il s'agit de calomnier par anticipation la grande révolution ouvrière d'Allemagne. Il s'agit, avant même qu'elle ne soit faite, d'en déformer la signification, de la salir, de la vilipender, comme on l'a fait pour la révolution russe pendant six ans.

Ce que fait le parti socialiste français constitue vraiment un énorme scandale. Jour après jour, non seulement dans *Le Populaire* de Renaudel ², mais dans l'organe de cette canaille de Frossard ³ — qui récemment encore appartenait au PC et vient de se vendre à la bourgeoisie, dont l'argent lui permet de faire paraître *L'Egalité* — se poursuit une véritable bacchanale. Un plumitif

1. Raymond Poincaré (1860-1934), l'homme le plus en vue de la droite française, ancien président de la République, était président du conseil et avait décidé l'occupation de la Ruhr.

2. Pierre Renaudel (1871-1935), ancien collaborateur de Jaurès, rallié en 1914 à l'Union sacrée, était le chef de file de la droite nationaliste dans la SFIO, le parti socialiste français.

3. Louis Olivier Frossard (1889-1946), ancien opposant "centriste" à l'Union sacrée, avait été à la tête du PC et écarté au début de 1923 à l'initiative de l'Internationale. Il publiait alors *L'Egalité*.

malhonnête, connu et archi-connu, le Grumbach ¹, y joue le premier rôle, remplissant une mission identique à celle que la bourgeoisie lui avait confiée en 1914. Citations tronquées, falsification des faits, inventions monstrueuses, tout est bon. Le formidable mouvement du prolétariat allemand est présenté comme une trouble montée du nationalisme. Chaque jour, il est question de l'union des communistes et des fascistes allemands. De la presse socialiste, ce mensonge venimeux passe dans la presse bourgeoise qui le fait pénétrer dans les campagnes et dans les casernes.

M. Poincaré peut être content de son personnel. La légende fabriquée par les chefs de la IIe Internationale ne fait que préparer l'opinion à l'assassinat de la révolution allemande par l'impérialisme mondial, ne fait que justifier d'avance la nouvelle guerre impérialiste en préparation contre la révolution allemande et contre tous ses alliés possibles. Il faut que les travailleurs de tous les pays le sachent.

L'Allemagne est un pays vaincu. L'Entente le foule aux pieds. Un prolétariat de vingt millions d'hommes et une classe moyenne nombreuse dans les villes et les campagnes, y subissent chaque jour le joug d'une bourgeoisie étrangère. Les événements des dernières années ont profondément révolutionné toute la petite bourgeoisie allemande. Les chefs du nationalisme germanique, frères spirituels de M. Poincaré, ont pendant longtemps réussi à pêcher en eau trouble. L'effervescence, l'inquiétude, le désespoir des milieux petits-bourgeois, les fascistes allemands se sont efforcés de s'en servir pour détourner l'attention des populations de la lutte intérieure vers la haine de l'étranger et les passions nationalistes. Et jusqu'à présent, la situation a permis à la contre-révolution de compter sur des secteurs petits-bourgeois assez importants. Les communistes allemands ont plus que le droit, ils ont le devoir impérieux de soustraire à l'influence du nationalisme bourgeois tous les non-possédants qui n'ont suivi les fascistes que par haine — par une haine légitime et méritée de l'Entente qui les opprime.

« La Révolution, c'est la Paix »

La Commune de Paris avait-elle tort quand elle tentait de mobiliser contre les Prussiens les éléments de la petite bourgeoisie rurale et urbaine qui la suivaient par haine de l'oppressur étranger et d'une bourgeoisie nationale qui vendait la France en gros et en détail ?

1. Salomon Grumbach (1884-1952), socialiste alsacien, avait publié dans la presse socialiste à partir d'août 1914, sous la signature Homo des articles chauvins et manifesté une grande hostilité aux pacifistes et aux internationalistes. Il était à la droite de la SFIO.

La révolution prolétarienne de Russie n'avait-elle pas le droit moral, en 1917-1920, de mobiliser contre l'impérialisme anglais, français et allemand, tous les éléments de la population disposés à soutenir l'Armée rouge par haine de l'intervention étrangère ?

Les socialistes de la IIe Internationale n'ont-ils pas eux-mêmes affirmé que « l'antisémitisme est le socialisme des imbéciles » et que c'est le devoir des socialistes de dégriser du nationalisme les travailleurs tombés sous son influence ?

Les communistes allemands en font autant selon leurs forces et, par bonheur, avec succès. La classe ouvrière a déjà concentré une partie de la petite bourgeoisie sous leur direction et conquis les sympathies d'une autre. C'est un gage de victoire.

Mais la guerre de revanche ? La révolution allemande se prépare-t-elle à faire la guerre ? Y a-t-il dans toutes ces affirmations un milligramme de vérité ?

Tout dépendra de l'attitude de la bourgeoisie impérialiste européenne. Si M. Poincaré jette ses armées contre la révolution allemande, il est certain qu'une guerre nationale de l'Allemagne socialiste contre l'intervention étrangère éclatera tôt ou tard. MM. Grumbach et Frossard peuvent le dire au président du conseil, leur patron. Plus l'intervention de la bourgeoisie sera grossière et brutale et plus vite se réalisera la concentration, pour la résistance, de toutes les forces vives de l'Allemagne autour du prolétariat.

Au VIIe congrès du PCR, pendant les pourparlers de Brest-Litovsk, Lénine qualifiait le traité de Brest en préparation de « traité de Tilsit »¹ et déclarait, au nom des ouvriers communistes de toute la Russie, que « la révolution prolétarienne ne pouvait répondre à l'intervention étrangère et trouver son salut qu'en ralliant autour de la classe ouvrière le pays tout entier et en faisant à l'oppresser étranger une guerre patriotique » (patriotique, c'est le mot employé à juste titre par Lénine, car non seulement nous avons maintenant le pouvoir, mais aussi le devoir de défendre la patrie socialiste jusqu'à la dernière goutte de notre sang).

« La Révolution, c'est la paix », disent les communistes allemands. La classe ouvrière allemande, conduite par le PC, veut la paix. Quand, dans les réunions publiques les orateurs communistes allemands proclament que le parti, en prenant le pouvoir, sauvera l'Allemagne de la guerre, car l'expropriation des riches le mettra en mesure de payer rançon à l'Entente, leurs déclarations sont accueillies par des tonnerres d'applaudissements. Quand nos militants ajoutent

1. Le traité de Tilsit (juillet 1807), signé par Napoléon Ier et le tsar Alexandre Ier, mettait fin à la guerre franco-russe et esquissait une politique commune aux deux puissances.

que le gouvernement ouvrier de l'Allemagne s'alliera à l'Union soviétique et que cette alliance assurera la paix de l'Europe, leurs paroles sont accueillies avec plus d'enthousiasme encore.

La classe ouvrière allemande veut la paix. Les bourgeoisies allemande et française veulent la guerre. Les socialistes allemands et français soutiennent leurs bourgeoisies respectives. Voilà ce qui compte.

Rôle de la IIe Internationale

Depuis longtemps déjà les partis de la IIe Internationale sont entrés dans la voie de la contre-révolution. Ils vont maintenant plus loin encore. Ils se mettent à la disposition de la bourgeoisie capitaliste la plus intransigeante. Ils deviennent des organisateurs de pogroms. Pour n'en plus douter, qu'on se souvienne du rôle de bourreaux des socialistes bulgares avant, pendant et après l'insurrection de septembre. Le vieux Kautsky, courbé sous ses cheveux blancs, écrivait récemment aux juifs de Russie, de contribuer au renversement du régime des soviets. Quand les s.r. et les menchevistes russes créent la légende de l'impérialisme rouge, ils ne font en réalité que préparer le terrain à une nouvelle intervention de la bourgeoisie internationale contre l'Union soviétique. Quand les leaders du socialisme français et allemand créent l'absurde légende de l'alliance des communistes et des nationalistes allemands, ils ne font en réalité que préparer les gaz asphyxiants dont la réaction impérialiste internationale aura besoin demain contre les travailleurs d'Allemagne.

Les chefs de la IIe Internationale sont devenus des gendarmes au service de la contre-révolution internationale. Les mencheviks russes, dans leur organe berlinois, le *Socialisticheski Vestnik* (n° 16) nous ont fait eux-mêmes cette précieuse confession :

« Les partis des pays intéressés, au lieu d'être les représentants d'une politique ouvrière internationale unique, sont devenus de plus en plus ceux de leurs patries respectives. Ils n'ont travaillé qu'à l'élaboration des compromis les plus acceptables selon leurs points de vue nationaux. Et certes, les diplomates du socialisme ont placé dans leur oeuvre de conciliation beaucoup plus de bonne volonté, de sincère désir de paix, de sentiment humain, de respect de l'adversaire, que les diplomates des classes dominantes ».

Dans la bouche des mencheviks russes, ce compliment adressé aux piliers de la IIe Internationale est peu flatteur. Ainsi des protestations isolées contre la trahison de la IIe Internationale s'élèvent même parmi les mencheviks russes. Il

est vrai qu'elles n'empêcheront pas Abramovitch et Dan ¹ de jouer à l'égard des communistes russes le rôle même que jouent Frossard et Grumbach en France.

Contre la classe ouvrière allemande et internationale une trahison nouvelle se prépare, une trahison plus monstrueuse encore que celle d'août 1914. La légende de la défense nationale a coûté aux travailleurs du monde des millions d'existences. Il faut que les ouvriers conscients de tous les pays prennent dès maintenant les mesures nécessaires pour réduire à l'impuissance les faux monnayeurs de la IIe Internationale occupés à créer une nouvelle légende non moins criminelle, non moins dangereuse qui pourrait être fatale à la classe ouvrière internationale.

La Classe ouvrière, les communistes et les social-démocrates

La classe ouvrière allemande constitue numériquement une force décisive. Elle tient dans ses mains les destinées de son pays. Comment se fait-il donc que la bourgeoisie allemande soit encore au pouvoir?

En 1918-19, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg ² ne furent suivis que par une minorité ouvrière. Le bourreau Noske ³ ne fut, lui aussi, suivi que par une minorité. La masse hésitait. L'ouvrier moyen recherchait des voies pacifiques. La masse moyenne qui, en fin de compte, décida des événements, ne voulait pas de guerre civile, craignait la révolution, pensait améliorer légalement son sort, grâce aux syndicats, au parti social-démocrate, au suffrage universel.

Tirant avantage de cet état d'esprit de l'ouvrier moyen, la social-démocratie allemande louvoya, rusa, sut saboter la première révolution allemande et assurer la victoire de la bourgeoisie. N'oublions pas que la social-démocratie allemande réussit en 1918 à convoquer un congrès national des conseils d'ouvriers et de soldats et à y faire passer une motion de dissolution des conseils et de transmission des pouvoirs à l'Assemblée Constituante.

1. R.A. Rein dit Abramovitch (1880-1963), ancien leader du Bund avait émigré en 1920 à l'occasion d'un voyage et avait fondé à Berlin le *Vestnik*. Fedor I. Gourvitch dit Dan (1888-1963) était l'un des dirigeants de la droite menchevique et il avait été expulsé d'URSS en 1922.

2. Karl Liebknecht (1871-1919), fils d'un des fondateurs du SPD, longtemps leader des jeunesses et champion de l'antimilitarisme, et Rosa Luxemburg (1870-1919), d'origine polonaise, tête pensante de la gauche allemande, avaient fondé le KPD et été assassinés par les Corps-Francs du social-démocrate Noske en janvier 1919.

3. Gustav Noske (1868-1946), ancien bûcheron, député social-démocrate lié à l'Etat-major, avait pris le portefeuille de la Guerre avec l'intention bien arrêtée d'être le bourreau de la révolution.

Les spartakistes ¹, avant-garde ouvrière de 1919, étaient fort peu nombreux. En 1918-19, ils jouissaient d'une grande estime dans les milieux ouvriers. De nombreux ouvriers ordinaires du rang reconnaissent tacitement le courage et le dévouement de cette minorité mais ne la suivaient pas. La masse ouvrière dans sa majorité considérait avec sympathie ces téméraires spartakistes — mais suivait la social-démocratie.

Cet état d'esprit de la grande masse ouvrière permit à la social-démocratie d'assurer à la bourgeoisie allemande une trêve de quatre années, 1919 à 1923, dans la guerre civile.

En mars 1921, l'avant-garde spartakiste se jetait à nouveau en avant, tentant de se substituer à la masse encore sous l'emprise à peu près incontestée de la social-démocratie. Une fois de plus, des sympathies nombreuses accompagnaient les téméraires. Mais, sans appui, ils ont été battus.

La question actuelle peut se résumer ainsi : la social-démocratie allemande réussira-t-elle à sauver cette fois encore, ne serait-ce que pour peu de temps, la bourgeoisie ? De sérieuses raisons nous autorisent à penser le contraire.

Le KPD a-t-il déjà une majorité dans la classe ouvrière ?

Aidé du IIIe Congrès de l'Internationale communiste, le Parti communiste allemand a su tirer l'enseignement de ses fautes passées. En 1921, les idées d'insurrection et de prise immédiate du pouvoir ont été repoussées au second plan. On posait résolument la question de la conquête de la majorité ouvrière.

Cette conquête est-elle accomplie et dans quelle mesure ? Les communistes ont-ils déjà la majorité de la classe ouvrière allemande ? A qui vont les sympathies de l'élément ouvrier le plus important ? Quelle est encore l'influence de la social-démocratie ? Quelle doit être notre attitude envers elle, et, en particulier, envers sa « gauche » ?

On ne peut douter que la tactique du front unique ait été couronnée en Allemagne d'un succès considérable, que le P.C. l'y ait appliquée correctement et que les doutes passés et actuels de certains « gauchistes » soient injustifiés. L'objectif de la tactique du front unique est précisément de gagner à l'action les milieux ouvriers arriérés, les couches moyennes, les arrière-gardes. Lui reprocher de s'orienter vers ces éléments, c'est ne la point comprendre.

Le P.C. allemand a rempli la tâche que lui avait assignée le IIIe Congrès de l'I.C., ou se trouve bien près de l'avoir remplie. Les communistes allemands ont

1. Rosa Luxemburg et Liebknecht avaient organisé leurs compagnons d'idées dans la Spartakusbund (Ligue Spartakus).

conquis le mouvement des Comités d'Usines, qui, comme nous le montrerons ultérieurement, jouent dans une appréciable mesure, le rôle que les Soviets ont joué en Russie avant la révolution. Dans plus de 2000 villes d'Allemagne, y compris les plus grands centres industriels, le mouvement des *Betriebsräte* est sous la direction idéologique et morale à peu près exclusive des communistes.

Dans les syndicats, les conquêtes du P.C. ont été plus marquantes encore. Il n'a pas obtenu la direction de l'appareil dirigeant et ne l'obtiendra peut-être pas avant la victoire de la révolution. Arracher le pouvoir aux bureaucrates syndicaux peut se révéler plus malaisé que de l'arracher à la bourgeoisie. Au lendemain de la révolution prolétarienne, il faudra conquérir les syndicats en partie comme on conquerra les administrations de l'Etat, les fabriques et les usines. Mais, dans les masses syndiquées d'Allemagne, les communistes exercent déjà l'influence la plus large.

Les effectifs du P.C. sont en augmentation régulière. Des organisations ont quintuplé les leurs en un mois. La grande masse ouvrière qui, en 1919, a donné la victoire à la social-démocratie, se porte toujours plus vers notre parti. De plus en plus, la classe ouvrière, organisée ou non, incline à donner un mandat de direction politique au P.C. Pendant la grande grève d'août qui a renversé le gouvernement Cuno ¹, la direction du mouvement appartenait déjà aux communistes. Le Comité de grève de Berlin, où il y avait près de 900 000 grévistes, était en majorité communiste. Le président, communiste, sur 24 membres, 17 communistes. Les autres, social-démocrates de gauche ou social-démocrates indépendants, élus sur proposition des communistes, et entièrement solidaires d'eux. A Hambourg, le Comité de grève était ainsi composé 5 communistes, 2 social-démocrates de gauche, 1 syndicaliste révolutionnaire. Tel était généralement le rapport de forces. Même dans les villes où l'organisation communiste était, en général, assez faible, les masses lui imposaient la direction du mouvement. Des milliers d'ouvriers sans parti disaient : « Le Parti communiste est le seul qui, dans toute l'Allemagne, dirige la grève ; vous devez donc en assurer la direction ici aussi. »

Est-ce déjà une majorité ferme et durable ? Peut-être serait-il trop hardi de l'affirmer. Mais nous y allons, nous y viendrons bientôt, inéluctablement. L'état d'esprit des masses est encore instable. L'état d'esprit de millions d'ouvriers ne peut être donné d'un coup. Certains hésitent encore, un pied dans la social-démocratie, l'autre dans notre parti. Faits inévitables en période de transition. Il serait ridicule de considérer comme une condition préalable de succès que la

1. Wilhelm Cuno (1876-1933), homme d'affaires, président de la Hamburg-Amerika Linie dirigeait un gouvernement du centre-droit et avait été renversé par une grève spontanée qui avait débordé même les communistes.

majorité ouvrière ait réitéré des serments de fidélité au P.C. La majorité en formation achèvera de se former, pour nous, dans le cours même de l'action.

Et la social-démocratie allemande ? Elle semble avoir déjà perdu les deux tiers au moins de ses adhérents. Tous les observateurs ont noté qu'elle conserve surtout les ouvriers âgés, les éléments les moins actifs qui ont des difficultés à rompre avec d'anciennes traditions social-démocrates. La fleur de la classe ouvrière se détache de la social-démocratie. Des 6 à 700 000 membres qui lui restent, beaucoup appartiennent à la petite bourgeoisie. Parmi les ouvriers social-démocrates, nombreux sont ceux qui sont déjà de tout coeur avec nous. Nous le remarquons il y a six mois : c'est plus visible encore aujourd'hui. Quand on voit, aux congrès illégaux des Comités d'Usines de Berlin, de Stuttgart et d'ailleurs, des centaines de délégués social-démocrates se solidariser avec nos camarades contre leurs propres chefs, on a la meilleure preuve qu'ils n'appartiennent encore à la social-démocratie que par tradition, et qu'ils sont en réalité avec nous. Quand des dizaines de milliers d'ouvriers social-démocrates créent avec les communistes, toujours contre la volonté de leurs propres chefs, des centuries ouvrières — embryons de gardes rouges — quand des dizaines de milliers d'ouvriers « social-démocrates » suivent le P.C. dans une grève politique contraire aux décisions de leur parti, nous avons la preuve que le jour n'est plus éloigné où une importante fraction de la social-démocratie rompra définitivement avec ses dirigeants contre-révolutionnaires et suivra jusqu'au bout les communistes.

L'actuelle période de transition nous est fort intelligible à nous, communistes russes, qui nous souvenons du temps où de nombreux mencheviks et s.r., encore attachés à leurs partis, recevaient des fusils de nos mains et marchaient avec nous contre le gouvernement de coalition. La social-démocratie allemande est à la veille d'une expérience analogue à celle qu'a faite « le plus puissant des partis russes » d'hier, le parti s.r. L'édifice orgueilleux d'un parti fort de millions d'adhérents se lézarde bruyamment sous les yeux des travailleurs de tous les pays ; le parti qui, pendant toute une époque, a déterminé le sort de l'Allemagne, s'écroule.

Les social-démocrates de gauche

Comment apprécier dans ces conditions les désaccords, la scission même qui se dessine entre la droite et la gauche social-démocrate ?

Il est possible que les social-démocrates de gauche jouent dans l'histoire de la révolution allemande un rôle analogue à celui des s.r. de gauche dans la révolution russe, c'est-à-dire qu'ils fassent un bout de chemin avec les communistes pour se retrouver ensuite dans le camp de la contre-révolution. En

1917-18, il pouvait sembler qu'un abîme séparait les s.r. de gauche et de droite. En 1923, tout observateur objectif doit convenir que les s.r. de gauche et de droite, au moins leurs dirigeants, n'étaient que des représentants différents d'une petite bourgeoisie débile et contre-révolutionnaire.

Tous ou presque tous les dirigeants de la social-démocratie allemande de gauche sont de vieilles connaissances qui, maintes fois, à l'instant décisif, ont trahi la cause ouvrière. A titre de symptôme l'apparition d'une gauche dans la social-démocratie est d'une grande importance : elle reflète comme un miroir déformant l'état d'esprit révolutionnaire des masses prolétariennes. Mais ce n'est qu'un symptôme. Si les chefs de la gauche social-démocrate voulaient jouer un rôle autonome, ce pourrait être, pour le prolétariat allemand, un immense danger. Entrés dans un gouvernement révolutionnaire, ils tenteraient inmanquablement de le transformer en un club de discussion. Chaque fois qu'il faudrait une dictature d'airain et une résolution inébranlable, ils seraient un facteur de déplorable modération. Un trop grand appui de la gauche social-démocrate pourrait être fatal à la révolution prolétarienne.

Il ne s'ensuit pas que les communistes doivent aujourd'hui se refuser à tout accord avec la social-démocratie de gauche. Elle est encore suivie dans certains milieux ouvriers. Elle incarne une des dernières illusions d'une importante fraction du prolétariat allemand — dont la guérison de ses illusions est une condition absolue du succès de l'action ultérieure des communistes. Il faut que la classe ouvrière allemande soit au plus tôt convaincue de ce que la gauche social-démocrate ne peut et ne veut pas agir avec décision contre la bourgeoisie. Ses dirigeants — tous ces Crispian et tous ces Rosenfeld ¹ — se chargeront eux-mêmes de se compromettre très vite. Nous les y aiderons. L'attitude de la « gauche » à la fraction social-démocrate du Reichstag, ces derniers jours (vote de la loi sur les pleins pouvoirs) a suffisamment montré la débilité amorphe et contre-révolutionnaire de ses leaders.

Les temps sont proches où la grande majorité des travailleurs qui placent encore quelques espoirs en cette gauche social-démocrate, se convaincront que la lutte finale devra être menée non seulement sans elle mais contre elle.

L'expérience du gouvernement ouvrier de Dresde

L'entrée des communistes dans le gouvernement saxon avait deux buts : aider l'avant-garde révolutionnaire saxonne à fortifier ses positions, à occuper un

1. Artur Crispian (1875-1938) et l'avocat Kurt Rosenfeld (1877-1943) étaient des dirigeants de l'USPD (social-démocrate indépendant) qui avaient refusé d'adhérer à l'IC et étaient revenus au SPD.

territoire, à faire de la Saxe une base d'opérations ; donner aux social-démocrates de gauche l'occasion de se révéler par des actes et contribuer ainsi à l'évanouissement des illusions qu'ils font naître. Cette expérience faite par le K.P.D., avec, bien entendu, le consentement de l'Internationale Communiste, est grosse de dangers. On doit s'en rendre bien compte. Mais c'eût été de la pusillanimité que de n'en pas courir le risque.

Dès maintenant, les social-démocrates saxons de gauche sabotent le gouvernement ouvrier à peine constitué. Les communistes allemands qui ont donné à ce gouvernement leurs meilleurs militants, seront sur leurs gardes. En aucun cas, ils ne toléreront de la part des social-démocrates de gauche une politique d'hésitation et de sabotage de la révolution prolétarienne au détriment du prestige du K.P.D. L'entrée de communistes au gouvernement saxon n'est justifiée que si des garanties suffisantes nous sont données de ce que l'Etat saxon va réellement servir la classe ouvrière, va réellement commencer l'armement de dizaines de milliers d'ouvriers contre le fascisme bavarois et pangermaniste, va réellement entreprendre l'épuration des administrations de l'élément bourgeois, souvent hérité de Guillaume II, va prendre d'immédiates mesures économiques d'ordre révolutionnaire contre la bourgeoisie.

Si l'actuel gouvernement saxon Zeigner ¹ réussit vraiment à faire de la Saxe un pays rouge qui pourra, dans une certaine mesure, devenir le point de concentration des forces révolutionnaires prolétariennes de l'Allemagne, le prolétariat allemand saura soutenir ses efforts. Si, en revanche, il n'en était rien, les communistes allemands devront tirer parti de l'expérience de Dresde pour dénoncer une fois de plus aux masses le manque de caractère des chefs. Nous repoussons le front unique des nécessités des tâches révolutionnaires !

En résumé : la social-démocratie n'est plus le pivot de la vie politique de l'Allemagne ; le centre de gravité de cette vie politique est passé au P.C. Les communistes allemands ont conquis ou sont près d'avoir conquis la majorité d'un prolétariat nombreux et puissant. Cette majorité ne peut pas s'affermir et se tremper par des votes et des discussions ; elle achèvera de se former dans les prochaines batailles. La tâche essentielle du P.C.A., c'est d'inculquer par des actes à la majorité des ouvriers allemands la conviction que les communistes, à la différence des années 1919 à 1921, conduisent maintenant à la lutte bien plus qu'une avant-garde, toute la masse ouvrière. Surtout, inculquer aux masses ouvrières la conviction que la direction du mouvement par les communistes assure réellement la victoire.

1. Erich Zeigner (1886-1943), un des leaders de la gauche social-démocrate, était le chef du gouvernement du Landtag de Saxe dont le siège était à Dresde.

Syndicats, Comités d'Usine, Soviets

Le rôle contre-révolutionnaire des syndicats allemands pendant la guerre est assez connu. Ce sont eux qui ont fourni à l'armée de Guillaume II ¹ des millions de soldats pour la « défense nationale » et celle du socialisme. Nous n'exagérons rien en disant que de 1914 à 1919, les syndicats furent en Allemagne le principal agent de la contre-révolution.

Pour ce qui est des chefs et de l'appareil, ils sont restés un facteur important de contre-révolution. Au moment décisif, nous n'en doutons pas, le prolétariat allemand verra ses leaders syndicaux de l'autre côté de la barricade. Conquérir l'appareil syndical ne lui sera pas plus facile que de conquérir l'Etat. Il n'y parviendra vraisemblablement qu'après la Révolution, comme en Russie où pourtant le menchevisme était relativement faible.

Un groupe assez influent de militants de l'I.C. exigea naguère la sortie des révolutionnaires des grands syndicats jaunes d'Allemagne. Au IIe Congrès de l'I.C., des hommes aussi avertis que feu John Reed ² défendaient résolument cette thèse, à laquelle le noyau de l'I.C. eut évidemment raison d'opposer la plus vive résistance. Le travail des communistes dans les syndicats, en Allemagne surtout, n'a pas été perdu. Sans lui, notre parti n'eut pas réussi à conquérir la majorité. Les masses de syndiqués sont aujourd'hui suffisamment travaillées et les semences que nous y avons jetées il y a des années commencent à lever. La victoire des communistes dans le syndicat des métaux en a été le premier et heureux présage.

Dans la prochaine révolution allemande, les Comités d'usine joueront sans doute un rôle décisif. Mais si nos camarades n'avaient pas milité dans les syndicats, ils n'auraient pu conquérir les Comités d'usine, créés au début par les syndicats dont ils étaient les organes.

Selon leurs inventeurs, les leaders des syndicats jaunes, les Comités d'usine ne devaient pas jouer un rôle de premier plan et devaient pouvoir être éliminés sans peine à la première occasion. Pendant les deux premières années de leur existence, les Comités d'usine furent aux mains des dirigeants syndicaux qui emportaient dans leurs congrès de faciles victoires. Au cours de leur troisième année d'existence, ils commencèrent à jouer un autre rôle et à se substituer peu à peu aux syndicats dans la lutte des classes.

1. Guillaume II (1859-1941), de la dynastie prussienne des Hohenzollern, Kaiser du Reich allemand, avait été contraint à l'abdication par la révolution de 1918.

2. John Reed (1887-1920), grand journaliste américain, s'était rallié au communisme à Petrograd pendant la révolution de 1917.

Au fur et à mesure que la situation se tend, les chefs syndicaux s'avilissent tandis que les masses cherchent des organes de combat. Dans toutes les actions, même économiques, d'un intérêt élémentaire, les leaders officiels trahissent. Les travailleurs recherchant des moyens de défense en viennent à l'idée d'utiliser les Comités d'usine contre les leaders syndicaux. Les Comités d'usine commencent à remplir les fonctions que les syndicats ne remplissent plus.

A ce moment se produisent de sottes initiatives vaguement « proudhoniennes » (inspirées le plus souvent par les idées de feu Daümig ¹ qui fut l'un des chefs de la social-démocratie indépendante) tendant à transformer les Comités d'usine en organisations fermées se suffisant à elles-mêmes et restant à l'écart des luttes politiques. Le « socialisme des guildes » anglais, traduit en allemand, devient une sorte de « socialisme des *Betriebsräte* ».

La vie cependant prend le dessus. Peu à peu les travailleurs épurent les Comités d'usine de la trahison social-démocrate et de la déformation proudhonienne du marxisme révolutionnaire. L'esprit de lutte de classes s'affirme.

Les Comités d'usine se sont largement répandus dans toute l'Allemagne. Outre les fonctions syndicales, ils remplissent celles de la préparation révolutionnaire — et par là s'apparentent aux conseils (soviets) ouvriers d'avant la révolution.

Les leaders des syndicats réformistes jaunes désignent encore les présidents de Comités d'usine. A Berlin, le vieux réformiste Emil Barth ², « ministre socialiste » du premier « cabinet révolutionnaire » Scheidemann-Haase ³, cherche à s'imposer. Ce chevalier à la triste figure affecte encore de présider les Comités d'usine à un moment où leur mouvement sort manifestement des cadres de la social-démocratie, se solidarise avec le mouvement communiste, élimine impitoyablement les Barth.

Formés d'en bas, dans les masses, des ateliers, des usines, des mines, des bureaux, les Comités d'usine ont couvert toute l'Allemagne d'un réseau serré. Leur autorité grandit de jour en jour. Leurs principales fonctions sont :

1) La direction de toute ou presque toute l'action économique du prolétariat, bien que les leaders social-démocrates aient exigé (négociations récentes de

1. Ernst Daümig (1868-1922), journaliste, un des fondateurs de l'USPD, était le père du "système des conseils".

2. Emil Barth (1869-1941), métallo, membre de l'USPD, commissaire du peuple en 1918.

3. Philip Scheidemann (1865-1939) avait succédé à Ebert comme Chancelier du Reich. Hugo Haase (1863-1919), avocat, avait été le leader de la gauche, puis des "indépendants" avant son assassinat.

Hamburg et de Berlin) que les communistes n'opposassent pas les Comités d'usine aux syndicats. La réalité a opposé les Comités d'usine, organes de lutte, aux syndicats encore capables de saboter la lutte ouvrière.

2) La création et l'extension à l'Allemagne entière des Commissions de contrôle des prix, des vivres, des loyers, etc. organes ouvriers qui tentent de combattre la spéculation et la cherté. Aux élections des Commissions de contrôle la population laborieuse tout entière participe. Au point de vue de l'organisation, comme au point de vue idéologique, elles sont placées sous la direction des Comités d'usine.

3) L'armement du prolétariat allemand, ce que les gardes-rouges ont été en Russie, les centurions ouvrières le sont en Allemagne. Elles naissent aussi, à la base, dans les masses.

Soutenues par les masses, elles n'offrent aucune prise à la bourgeoisie et aux chefs social-démocrates. Or l'armement du prolétariat est une condition absolue de la victoire de la révolution allemande. Certes, il doit être dirigé par des Etats-Majors restreints et d'étroites organisations clandestines. Les Comités d'usine eux, fournissent à l'armement du prolétariat une large base organisée.

4) La direction, dans une large mesure, des actions politiques des grandes masses ouvrières, comprenant les sans-parti. La grève générale d'août dernier qui dura, trois jours, organisée et conduite par les Comités d'usine, aboutit, on s'en souvient, à la démission de M. Cuno. La direction du mouvement appartenait là aussi au P.C. et à des Etats-majors ouvriers restreints, mais la base d'organisation était fournie par les Comités d'usine.

5) L'appel aux milieux non-prolétariens susceptibles de coopérer, ne serait-ce que momentanément, avec le prolétariat, petits fonctionnaires, employés, intellectuels, pauvres, paysans petits et moyens etc. En divers endroits de l'Allemagne les Comités d'usine ont déjà su rallier contre la bourgeoisie les représentants de ces milieux.

L'ensemble de ces fonctions fait des Comités d'usine des organes très analogues aux Soviets de la Révolution Russe.

Le schéma de l'organisation est :

Le *Betriebsrat* (littéralement : Conseil de Production) ou Comité d'usine est formé de l'*Arbeiterrat* ou Conseil des Ouvriers et de l'*Angestelltenrat* ou Conseil des Employés. L'*Arbeiterrat* a naturellement voix prépondérante. Les

Comités d'usine s'organisent maintenant à la fois par industrie et par localité. Les ouvriers allemands guidés par le P.C. qui, dans 2000 localités, a conquis la majorité dans les Comités d'usine, travaillent inlassablement à perfectionner leur structure. Déjà, dans presque toute l'Allemagne, existe une bonne organisation de Comités d'usine, par villes, districts et régions. Les efforts de la bourgeoisie et les social-démocrates pour contraindre ce mouvement à l'illégalité sont venus trop tard. Les dirigeants des Comités d'usine peuvent encore pendant quelque temps être contraints à travailler illégalement. Le mouvement lui-même ne pourra jamais être réduit à cette extrémité Car, formés dans chaque atelier, dans chaque fabrique, les Comités d'usine jouissant de l'appui le plus complet de tous les travailleurs, ont une force inépuisable.

De sorte que, d'une façon générale, les fonctions que remplirent en Russie entre février et octobre 1917, les Soviets et les Comités d'usine, sont remplis aujourd'hui en Allemagne par ces derniers seuls. Sous bien des rapports, les Soviets renaissent dans les Betriebsräte et c'est ce qui confère à leur mouvement sa haute signification. C'est là leur caractère général, international, valable pour tout grand mouvement ouvrier au début d'une période révolutionnaire.

L'existence du mouvement des Comités d'usine est, en Allemagne, une des conditions préalables les plus importantes de la victoire révolutionnaire. L'esprit révolutionnaire des masses ne peut pas vaincre seul : il a besoin d'une organisation Dès avant le soulèvement décisif, la classe ouvrière doit ériger la charpente de son édifice soviétiste de l'avenir. Dès avant, le prolétariat doit se donner des organisations de masses ancrées dans les mœurs.

Les Comités d'usine participent déjà en Allemagne au réglément de questions aussi capitales que celles du ravitaillement, des salaires, des combustibles, de l'armement des travailleurs. Ils deviennent le principal levier de la révolution qui mûrit sous nos yeux. Dans leur sein, au lendemain de la révolution, se formeront, d'une part les Soviets, organes gouvernementaux de la classe ouvrière, et de l'autre, les syndicats vivants et combatifs qui aideront le pouvoir soviétiste à s'emparer de la production.

Il semble douteux que la révolution allemande puisse, au lendemain de la conquête du pouvoir, créer une forme nouvelle de dictature du prolétariat. Elle instituera sans doute un pouvoir de Soviets analogue à celui de la Russie. Il ne sera pas question de « soviets à l'usine » c'est-à-dire de l'administration indépendante des usines Siemens et Halske ou Krupp, par exemple, par les Conseils de travailleurs de ces entreprises, mais du pouvoir des Conseils ouvriers, c'est-à-dire de la transmission de toute la gestion des industries et de tous les pouvoirs à la classe ouvrière organisée dans le pays et l'Etat tout entier. « Le Pouvoir aux Comités d'usine ? Non. Tout le pouvoir aux Soviets ! »

C'est ce qu'on peut lire au carrefour, sur le poteau indicateur qui montre sa voie à l'Allemagne ouvrière.

Dans la période de préparation, les choses auront en Allemagne un cours différent de celui qu'elles ont eu en Russie. La social-démocratie a réussi à compromettre les Soviets. En 1918-19, quand les Soviets allemands avaient des majorités social-démocrates, leur congrès finit par prononcer sa propre dissolution et transmit bénévolement le pouvoir à une assemblée constituante. En mars 1921, pendant l'insurrection de la minorité ouvrière, l'idée des Soviets se réveilla. La défaite l'écarta de nouveau. Aujourd'hui, elle a enfin des chances de vaincre.

Les travailleurs allemands n'ont pas besoin de réorganiser avant la victoire leurs Comités d'usine. Ils n'ont pas besoin de créer des organisations parallèles à ces Comités qui remplissent leurs missions de manière satisfaisante. Mais des Conseils (Soviets) de paysans doivent s'organiser tout de suite en Allemagne, car les paysans n'ont que de trop rares possibilités de se joindre aux Comités d'usine. En 1918, il y eut des Soviets paysans. C'est aux ouvriers agricoles dont la mentalité révolutionnaire est connue, qu'il incombe de les faire renaître.

Les Comités d'usine révolutionnaires ont, en fait, rejeté au second plan les syndicats contre-révolutionnaires. Ils engendreront bientôt des soviets, bien définis et parfaitement achevés, qui seront des organes de pouvoir. Et la future révolution allemande mettra à sa place chacune de ces trois organisations fondamentales : syndicats révolutionnaires, Comités d'usine et Soviets.

Les difficultés intérieures

Tout le camp contre-révolutionnaire espère que, si les communistes prennent le pouvoir, ils ne le garderont pas longtemps et en seront chassés par la bourgeoisie fasciste. Pendant un certain temps, les communistes eux-mêmes ont pensé que la conquête du pouvoir serait aisée et que les difficultés ne commenceraient qu'après. Ils se rendent compte maintenant qu'il n'en est pas ainsi. Les obstacles qui surgiront au lendemain de la prise du pouvoir ne seront sans doute pas minces. Il ne faut pas les perdre de vue. Mais avant tout il faut penser à la prise du pouvoir. Elle ne paraît pas devoir être si facile.

La bourgeoisie fasciste a environ 600 000 hommes armés jusqu'aux dents et prêts à tout. Elle ne jouit pas de la sympathie des masses qui seront avec les communistes. Mais, en se préparant à la lutte décisive, il ne faut pas oublier que le succès appartient aux forces qui dominent au moment et à l'endroit décisifs. L'histoire de la récente insurrection de Bulgarie est très intéressante à cet égard.

La masse était du côté des insurgés, mais c'est la supériorité donnée à Tsankov¹ par quelques bataillons bien armés qui a décidé du succès.

Il faut donc dès à présent examiner les difficultés que la révolution rencontrera à l'intérieur et à l'extérieur au lendemain de sa victoire.

Les principales difficultés intérieures sont les suivantes :

- L'approvisionnement : la fraction aisée et organisée de la classe paysanne unie aux grands propriétaires, créera sans aucun doute de sérieuses difficultés au futur gouvernement soviétiste. Le blocus alimentaire de la Saxe rouge qui commence déjà nous fait prévoir ce qui se pratiquera demain sur une plus vaste échelle.

- Le ravitaillement industriel : manque de charbon, fermeture des fabriques, des usines, etc.

- Le chômage, la contre-révolution intérieure : fascistes, monarchistes, bandes vendéennes de Bavière, séparatistes, éléments contre-révolutionnaires de la social-démocratie, éléments mercantiles de la paysannerie etc.

- Enfin, les difficultés financières. Le gouvernement soviétiste de Russie avait hérité du tsarisme et du gouvernement de coalition d'une réserve d'or d'environ 1400 millions de roubles et d'un rouble papier qui n'était pas encore complètement déprécié. Le gouvernement soviétiste d'Allemagne recevra un héritage infiniment plus mauvais.

Et cependant, nous sommes convaincus que le prolétariat se maintiendra au pouvoir. Le prolétariat plus une partie de la petite bourgeoisie urbaine et rurale assurent au gouvernement soviétiste le soutien de la majorité de la population. C'est la condition essentielle de son maintien.

Le gouvernement soviétique allemand aura profité des leçons de la révolution russe. Il s'efforcera d'établir des relations satisfaisantes entre la ville et les campagnes, entre le prolétariat et la petite bourgeoisie. Le gouvernement prolétarien ne devra pas recourir à la nationalisation en bloc du commerce, de la petite industrie, des parcelles de terre etc. Au contraire, il devra suivre à cet égard une politique très prudente. Dès ses premiers pas, il devra s'attirer la sympathie de la petite bourgeoisie, des intellectuels, des artisans, des petits et moyens paysans.

Le gouvernement prolétarien procédera, cela va sans dire, à la nationalisation de la grosse et de la moyenne industrie, mais, autant qu'il dépendra de lui, il n'y procédera que dans la mesure où il sera effectivement capable de l'organiser selon des principes socialistes. Le gouvernement prolétarien n'oubliera pas le bon côté de la Nep russe.

1. Alexandre Tsankov (1879-1959), chef du gouvernement bulgare venait de frapper durement le PC et le mouvement ouvrier.

La question du ravitaillement causera de formidables difficultés. Déjà, dans les meetings, on fait remarquer à l'ouvrier allemand qu'il mange du pain russe. Si, dès à présent, une quantité importante de blé pénètre en Allemagne bourgeoise, pourquoi n'en pénétrera-t-il pas beaucoup plus dans l'Allemagne prolétarienne ?

En ce qui concerne le charbon, l'Allemagne est depuis l'occupation de la Ruhr dans une situation critique. Il est évident qu'elle ne peut compter avant longtemps sur une économie prospère.

Mais le gouvernement prolétarien pourra proposer à l'industrie lourde française de lui fournir du charbon dans des conditions ne lésant pas les intérêts de l'Allemagne prolétarienne. Dans des conditions favorables, la possibilité d'achats de charbon à la Pologne et à la Tchécoslovaquie n'est pas exclue.

En tout cas, le chômage deviendra considérable. Seul le gouvernement prolétarien aidera effectivement les chômeurs. Pour sa propre défense, il devra immédiatement procéder à la création d'une armée rouge, malgré les menaces des Français et autres impérialistes. Ainsi seront absorbés de nombreux chômeurs.

La contre-révolution intérieure et les difficultés financières causeront beaucoup de soucis. Mais ces questions n'ont rien d'insoluble. L'Allemagne prolétarienne s'en tirera, en général, de la même manière que la Russie des Soviets, en tenant compte des modifications exigées par les circonstances.

La Russie a fait sa révolution avec 7 ou 8 millions d'ouvriers sur une population de 160 millions d'habitants. L'Allemagne compte plus de 20 millions d'ouvriers sur 60 millions d'habitants. La poignée de prolétaires russes a réalisé des miracles d'énergie. Elle a été l'âme de la défense des Soviets sur une dizaine de fronts. Elle a sauvé la révolution. Quels miracles n'accompliront pas 20 millions de prolétaires allemands, noyau fondamental du prolétariat international !

Le prolétariat allemand est instruit. Il est plus cultivé que la classe ouvrière russe. Il a subi la dure mais féconde expérience de la social-démocratie. L'ouvrier allemand sera un meilleur soldat rouge que l'ouvrier russe. Il y avait, proportionnellement, plus d'ouvriers dans les armées de Guillaume II que dans celle de Nicolas II. Les premiers bataillons de l'armée rouge russe étaient très faibles comme unités militaires. Le soldat rouge savait à peine tenir son fusil. Il n'en est pas de même de l'ouvrier allemand, qui est passé par les armées du Kaiser.

En examinant le chemin parcouru par la classe ouvrière internationale, on arrive à la conviction que la classe des salariés, occupant le dernier échelon de la société, n'a pas assez d'expérience politique ni de culture pour vaincre en une fois la bourgeoisie. Il est inévitable, du moins dans les pays qui se dressent les

premiers contre le régime bourgeois, que le prolétariat subisse une ou deux grandes défaites, avant d'apprendre à vaincre. Il en a été ainsi pour le prolétariat russe. Sans la défaite de 1905, il n'aurait guère pu triompher, ou du moins sa victoire n'aurait pas été si facile. Dès 1905, les ouvriers russes ont fait l'expérience des Soviets, de l'armement des centurions, des barricades, de la liaison avec les paysans, les soldats, les cheminots etc. En 1917, ils n'ont eu qu'à appliquer sur une échelle supérieure les leçons de 1905. Et encore a-t-il fallu les journées de juillet 1917 pour tremper définitivement le noyau de la classe ouvrière russe.

Sous ce rapport aussi, la classe ouvrière allemande possède une expérience suffisante. Les défaites de 1918 et 1919 ont été une bonne leçon. On se représente mal aujourd'hui un Congrès des soviets qui prononcerait sa propre dissolution et remettrait le pouvoir à l'Assemblée Constituante. La coupe des trahisons social-démocrates a été bue jusqu'à la lie.

La leçon de mars 1921 n'a pas été perdue. L'avant-garde prolétarienne s'est convaincue à ses dépens, par une dure et sensible défaite, que son héroïsme ne peut être récompensé que si elle reste en liaison avec le gros du prolétariat et même avec son arrière-garde. Les fautes de mars ne se renouvelleront pas.

Les difficultés intérieures au lendemain de la révolution seront immenses, mais non pas infinies. Méditer sur elles est une nécessité pour la classe ascendante et pour le parti ouvrier à qui l'avenir appartient. Mais toute l'expérience politique de son parti, toute la volonté révolutionnaire, l'impétuosité, l'enthousiasme et les efforts d'organisation de son avant-garde, tout ce que la classe ouvrière porte en elle-même doit être dirigé vers un seul but : la préparation de la lutte finale. A chaque jour suffit sa peine. A présent, l'objectif est de vaincre à l'endroit décisif, de concentrer toutes les forces pour porter à la bourgeoisie un coup dont elle ne se relèvera jamais. Le reste viendra après.

Les difficultés extérieures

Toutes les difficultés intérieures de la révolution le cèdent aux difficultés extérieures qui surgiront au lendemain de la prise du pouvoir par le prolétariat : menaces de guerre de la part des bourgeoisies française, tchèque, polonaise, menace de blocus de l'Angleterre.

La révolution prolétarienne allemande revêtira dès le début une signification internationale plus grande encore que n'en eut la révolution russe elle-même. L'Allemagne est un pays industriel. Elle est en quelque sorte le centre nerveux de l'Europe. Son sort est lié à celui de la France. La victoire du prolétariat à Berlin entraînerait presque automatiquement l'intervention de Paris, capitale de la réaction mondiale. L'Allemagne prolétarienne, dès qu'elle aura les

moins libres, sera assez puissante pour ébranler l'équilibre de tout pays bourgeois qui oserait la menacer. La force du prolétariat allemand peut contribuer à la consolidation de la paix dans toute l'Europe. Les généraux allemands veulent une guerre de revanche. Les ouvriers allemands veulent la paix. Les dangers extérieurs sont le talon d'Achille de la Révolution allemande

Sous ce rapport, la Russie soviétique bénéficiait d'avantages quand elle apparut sur l'arène mondiale : la guerre continuait. L'impérialisme était divisé en deux camps qui se livraient un duel à mort et ne pouvaient s'unir immédiatement contre la révolution. La Russie des Soviets avait un territoire immense. Nous pouvions céder de l'espace pour gagner du temps. L'encerclement bourgeois fit sans doute beaucoup de mal au jeune Etat prolétarien, intervention, blocus économique, etc. mais il était loin d'être aussi immédiat et, par suite, aussi dangereux qu'il peut le devenir pour la révolution allemande.

En revanche, la révolution russe n'avait pas certains avantages dont disposera la révolution allemande. Elle était la première tandis que la révolution allemande bénéficiera de l'expérience d'un Etat ouvrier qui existe depuis six ans. En 1917, au moment où commençait la Révolution russe, il n'y avait pas, dans les autres pays de partis communistes ou il n'y en avait que des germes. La Révolution allemande commence au moment où l'Internationale communiste a déjà près de cinq ans, où le mouvement communiste s'étend au monde entier, et où nos partis constituent, dans les pays les plus importants d'Europe, une force décisive. Les deux partis, le prolétariat international et la bourgeoisie ont acquis « l'expérience de l'organisation ». La lutte sera donc plus âpre.

En 1923-24, il n'existe pas, comme en 1917-18 deux camps impérialistes en guerre, l'impérialisme de l'Entente et celui des Centraux. En revanche, les discussions au sein de l'Entente revêtent un caractère chronique. Il n'y a pas de guerre mais il y a hostilité toujours plus profonde. La rivalité entre impérialismes anglais et français est patente : la bourgeoisie internationale est déchirée par les antagonismes et les rivalités.

Sans nul doute, l'impérialisme tentera de réaliser un front unique contre la révolution allemande. Dans quelle mesure y parviendra-t-il ? Voilà qui reste douteux. L'histoire de ses six années de lutte contre la révolution russe montre que la constitution de ce front unique n'est pas, pour la bourgeoisie, chose facile. Dans le camp de la bourgeoisie s'affronteront deux politiques qu'on pourrait appeler l'une politique impérialiste de conquêtes et l'autre politique sociale de classe au sens large du mot.

Les intérêts étroits de certaines fractions de la bourgeoisie les pousseront à profiter de la révolution allemande pour occuper tel ou tel territoire comme la Ruhr ou la Prusse orientale. Certains milieux bourgeois penseront que le

pouvoir communiste consommera la ruine de l'Allemagne, l'élimination d'un concurrent et rendra possible l'annexion de divers territoires : cela peut empêcher, comme on l'a vu à l'égard de la révolution russe entre 1917 et 1923, la formation d'un front uni de la bourgeoisie internationale. Quand les troupes allemandes étaient à Pskov, Guillaume II suivait une politique personnelle de conquêtes et reléguait à l'arrière-plan le facteur social, les intérêts de classe de la bourgeoisie. Il est vrai qu'il était en guerre avec l'Entente et il ne faut pas l'oublier.

Il va de soi que le prolétariat révolutionnaire d'Allemagne doit établir sa tactique en comptant avec les difficultés les plus grandes. C'est-à-dire en se préparant à ce que l'impérialisme international, au lieu de considérer la révolution allemande comme un épisode, comprendra qu'elle est un événement appelé à déterminer le sort de l'Europe tout entière et qu'il en tirera immédiatement les conclusions pratiques.

La France, l'Angleterre, la Tchécoslovaquie, la Pologne, tels sont les pays qui sont susceptibles d'intervenir sur le champ dans la révolution allemande. De ce point de vue, les destinées de la révolution allemande se décideront non seulement en Allemagne, mais en Angleterre, en France, en Pologne, en Tchécoslovaquie.

ANGLETERRE : La presse britannique a déjà envisagé, en cas de révolution allemande, l'occupation des ports de la Baltique, gages de la « sauvegarde des intérêts britanniques ». Mais les milieux bourgeois disposés à une sorte de neutralité seront probablement assez influents. De toute façon, même le blocus des côtes allemandes ne serait pas décisif. Mettre sur pied une armée de terre contre la révolution allemande serait aujourd'hui au-dessus des forces de la Grande-Bretagne.

FRANCE : La France impérialiste constitue une redoutable puissance militaire. Elle dispose d'une aviation remarquable et d'un armement tout à fait perfectionné. Mais, pour occuper en grand l'Allemagne révolutionnaire, il lui faudrait des centaines de milliers et vraisemblablement pas moins d'un million d'hommes. Cette armée aurait finalement le sort de l'armée de Guillaume II dans l'Ukraine révolutionnaire. Le moral des troupes serait, dans cette guerre, un facteur décisif. Or tous les avantages, de ce point de vue, iraient à l'Allemagne révolutionnaire et à ses alliés. Vaincre la révolution allemande exclusivement à l'aide des troupes coloniales, comme l'escomptent certains dirigeants de la bourgeoisie française, est parfaitement impossible. Les ouvriers coloniaux travaillant à Paris, plusieurs milliers, ont participé déjà à des grèves avec les autres travailleurs. On peut dire hardiment que, si la France impérialiste déclare immédiatement la guerre à l'Allemagne révolutionnaire, elle se heurtera à une

résistance formidable en Allemagne même et s'exposera à un contre-coup révolutionnaire chez elle.

POLOGNE : Certains milieux de la bourgeoisie polonaise peuvent être les ennemis les plus dangereux et les plus acharnés de la révolution allemande. SI même les impérialistes français hésitaient à jeter leur propres troupes contre l'Allemagne révolutionnaire, ils ne se gêneraient pas pour envoyer au feu la Pologne bourgeoise. On risque plus volontiers la peau d'un vassal que la sienne. Cependant si la bourgeoisie polonaise se décidait à assurer le rôle de bourreau de la révolution allemande, elle signerait par là-même son arrêt de mort. C'est au contact de la révolution prolétarienne allemande que se dissipera le plus vite le nationalisme dont le lourd héritage pèse encore sur une importante fraction du prolétariat polonais. Plus la conduite des leaders du P.P.S.¹ à l'égard de la révolution allemande sera équivoque, plus ils se montreront disposés à soutenir les aventures militaires dictées à leur bourgeoisie par l'impérialisme français, et plus tôt le prolétariat polonais s'affranchira du P.P.S. et du nationalisme. La bourgeoisie polonaise opprime les Ukrainiens, les Lithuaniens, les Allemands, les Juifs. Dès que la bourgeoisie polonaise remuera le petit doigt contre la révolution allemande, (ou contre la Russie des soviets) pour une entreprise de conquête, elle se rendra compte qu'elle était assise sur un volcan et n'avait pas résolu la question des nationalités.

TCHÉCOSLOVAQUIE : De par sa situation géographique, la Tchécoslovaquie pourrait jouer un rôle important dans l'écrasement de la révolution prolétarienne en Allemagne. Ses troupes de couverture peuvent atteindre Dresde en quelques heures. Mais, ici aussi, la multiplicité des nationalités rendra difficile l'action pour la bourgeoisie. Peut-être même se trouvera-t-il des hommes assez avertis pour comprendre qu'une Allemagne réactionnaire constituerait pour leur pays un danger sérieux et qu'une Allemagne soviétique, en tous cas, ne le menacerait pas. Quant au puissant prolétariat tchécoslovaque dirigé par un grand parti communiste, il saura remplir sa mission historique.

La victoire de la révolution allemande provoquera vraisemblablement en Autriche un fort mouvement en faveur de l'union avec l'Allemagne. Les ouvriers autrichiens pourraient jouer un rôle important dans la lutte contre les fascistes en Bavière, la Vendée allemande. La Hongrie réactionnaire traverse une telle crise

1. Le PPS (Polska partia socjalistyczna) était le parti socialiste traditionnel, qui avait été celui de Pilsudski, normalement nationaliste.

intérieure qu'on peut considérer qu'elle est hors d'état de jouer un rôle important dans la répression de la révolution allemande ou la guerre contre les alliés de l'Allemagne soviétique.

Une révolution victorieuse à Berlin suscitera un enthousiasme extraordinaire et éveillera d'immenses forces dans le prolétariat français, polonais et tchèque. Une tâche d'une gravité extrême incombera aux partis communistes français, tchèque, polonais : le soutien révolutionnaire ouvert au pouvoir ouvrier révolutionnaire en Allemagne. Ce dernier ne refusera sans doute pas, sous certaines conditions, de payer rançon aux impérialistes de l'Entente. Peut-être même consentira-t-il à payer à la France impérialiste ce qui lui est dû, d'après le traité de Versailles, si, à ce prix, il pouvait obtenir l'ajournement de la guerre, l'évacuation de la Ruhr, etc.

Peut-être la révolution allemande devra-t-elle, elle aussi, signer une paix de Brest-Litovsk. C'est une éventualité qui ne peut être exclue. En tout cas, le parti communiste — la force principale de la révolution qui vient — ne s'en effraierait pas. On peut se représenter le cours de la révolution allemande même dans le cadre d'une paix de Brest. Elle ne diminuerait ni l'esprit révolutionnaire, ni sa puissance d'attraction.

Nous entrons dans l'ère de la révolution allemande avec beaucoup moins d'ingénuité qui nous n'en avons eu au début de la révolution russe. Nous connaissons trop bien la force de la bourgeoisie internationale, beaucoup plus dangereuse et redoutable encore pour la révolution allemande que pour la révolution russe. Nous savons que les millions de travailleurs qui se sont engagés dans la révolution veulent non la guerre, mais la paix, même chèrement payée.

Mais si la bourgeoisie internationale se risquait, malgré tout, à faire la guerre au prolétariat révolutionnaire, elle pourrait, au début, remporter des succès, mais sans que sa propre défaite cesse d'être inévitable. Les 60 millions d'hommes qui composent le peuple allemand, conduits par un pouvoir prolétarien, sauraient repousser toutes les invasions et, en dépit de tous les obstacles, la révolution allemande triompherait.

L'approche de la Révolution et la tactique du front unique

Au moment où nous écrivons ces lignes, le gouvernement de grande coalition boîte des deux pieds : du droit (Bavière blanche) et du gauche (Saxe rouge). L'équilibre des forces est extrêmement instable. D'un moment à l'autre une pierre angulaire peut se détacher de l'édifice et provoquer son écroulement. Mais la social-démocratie allemande, tout au moins son appareil central est

encore — et sera probablement jusqu'au bout — un allié sûr de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

En même temps, les éléments de gauche de la social-démocratie font leurs premiers pas dans la voie de la collaboration avec les communistes. Le centre continue à faire cause commune avec la bourgeoisie et ses généraux blancs, tandis que la gauche semble se rallier à la révolution prolétarienne. Une Saxe rouge (ou plutôt rose), une Bavière blanche, un gouvernement central jaune, telle est la situation à l'heure où nous écrivons (22 octobre 1923).

Aussi est-il naturel de vouloir soulever le voile qui couvre l'avenir et de se demander ce que sera demain. Les gouvernements « ouvriers » de Saxe et de Thuringe dureront-ils quelque temps encore ? A quel rythme s'effectuera et jusqu'où ira la différenciation des éléments social-démocrates ?

Aussi est-il opportun de se demander d'abord aujourd'hui ce qu'a été et ce que doit être à l'avenir, en Allemagne la tactique du front uni.

On ne peut douter qu'en général le KPD n'ait appliqué cette tactique avec grand succès : grâce à elle, il a presque conquis aujourd'hui la majorité de la classe ouvrière — ce qui était difficile à espérer il y a deux ou trois ans. Les objections des communistes « de gauche » (celles de quelques théoriciens, les ouvriers communistes de gauche ayant compris d'instinct l'essence de la tactique du front uni) selon lesquelles le KPD s'est orienté, avec cette tactique, non sur les ouvriers avancés, mais sur les éléments retardataires du prolétariat, portent à faux. Le but de la tactique du front uni est bien de rapprocher l'arrière-garde de l'avant-garde, l'ouvrier moyen encore attaché à la social-démocratie contre-révolutionnaire des ouvriers avancés déjà proches des communistes. Ce n'est pas un hasard si la tactique du front unique s'est constituée et précisée après l'insurrection de mars 1921 en Allemagne et les événements de l'automne 1920 en Italie. Ces événements avaient montré à l'Internationale que d'importants secteurs ouvriers — parfois des majorités — suivaient encore la social-démocratie.

En 1918-19, lorsque la révolution mondiale nous semblait imminente, nous cherchions à nous rapprocher des ouvriers par-dessus la tête des chefs social-démocrates. Les ouvriers, en 1920-21, nous ont convaincus qu'il était impossible d'atteindre la masse sans passer par les organisations et les chefs social-démocrates. Nous avons adopté la tactique du front unique. Plus, à partir du deuxième semestre de 1921, en 1922 et en 1923, le P.C. allemand s'est orienté vers l'ouvrier moyen, plus il a tenu compte de l'état d'esprit des couches arriérées du prolétariat, mieux il a appliqué la tactique du front unique et mieux il a préparé la conquête de ces éléments décisifs.

L'application de la tactique du front unique dans la situation actuelle entre néanmoins incontestablement dans une phase nouvelle.

Cette tactique reste juste pour l'Allemagne actuelle en ce sens que, maintenant encore, nous devons chercher à utiliser tout un ensemble de moyens pour conquérir à notre cause les ouvriers arriérés qui suivent la social-démocratie ou demeurent en dehors de tout parti ; mais nous sommes des dialecticiens, non des doctrinaires ; si les circonstances ont changé, l'application de la tactique du front unique doit également changer ; d'une façon générale, nous avons en somme rempli la tâche que nous nous étions assignée : pousser en avant, vers l'avant-garde, le gros et l'arrière-garde du prolétariat. Aujourd'hui, dans l'état actuel des choses en Allemagne, c'est une autre tâche qui s'impose : il s'agit de veiller à ce que la tactique du front unique n'entrave pas la révolution, ne paralyse pas l'avant-garde qui doit savoir, quand il le faut, risquer le tout pour le tout.

Un vieux camarade nous écrivait de Hamburg après la grande grève d'août 1923 :

« Cette semaine nous a montré qu'à travers les succès et les échecs de la tactique du front unique, nous nous sommes rapprochés des masses contre la volonté de la social-démocratie et sans réaliser le front unique avec elle. Tout le développement de la vie sociale, toute la tactique de la social-démocratie et des syndicats durant cette période et en particulier la semaine dernière, ne nous donnent aucune raison d'escompter que notre adversaire, la social-démocratie, modifiera sa tactique dans la question du front unique... Elle ne changera peut-être que lorsque le front unique pourra servir de frein, lorsque, face à leur propre banqueroute, les social-démocrates tenteront de réaliser le front unique à leur manière pour enrayer le mouvement ou nous entraîner à l'abîme avec eux. »

Ces conclusions d'un vieux militant qui n'appartient à aucune des tendances en lutte dans le P.C. allemand nous paraissent tout à fait correctes. Il a encore raison quand il écrit plus loin :

« Les événements prouvent que, malgré notre défiance à l'égard de la social-démocratie, nous avons encore surestimé son caractère ouvrier, sa capacité de défense des intérêts ouvriers. Et c'est notre faute. La social-démocratie est embourbée dans le marais petit-bourgeois. Elle périra plutôt que de tenter d'en sortir. Il faut voir avec quelle haine elle s'élève contre toute tentative des ouvriers en vue de défendre leurs intérêts de classe élémentaires : on est alors convaincu que les social-démocrates et leurs amis des syndicats sont à tout jamais perdus pour la classe ouvrière, que la classe ouvrière n'a rien à attendre d'eux si ce n'est toutes les vilenies dont ses pires ennemis sont capables. Il faudrait être aveugle pour ne pas le voir. »

Cette dernière vérité, surtout, doit rester présente à l'esprit de nos camarades allemands. La faute de certains bolcheviks russes — et notamment de l'auteur de ces lignes —, à la veille de la Révolution d'octobre, fut de surestimer par inertie le caractère ouvrier des mencheviks et des s.r. et d'espérer qu'au dernier moment

ces partis essaieraient de sortir du marais petit-bourgeois plutôt que d'y périr. Cette faute si dangereuse, nos camarades communistes allemands ne doivent en aucun cas la répéter.

Le P.C. allemand, cela va de soi, fera l'impossible pour gagner les éléments ouvriers encore hésitants entre la social-démocratie et le communisme. De ce point de vue, les pourparlers entre partis qui ont eu lieu récemment à Hamburg et Berlin sont probablement nécessaires. Mais les dangers qu'ils comportent sont immenses. La *Rote Sturm Fahne*¹ de Berlin donne, dans ses numéros des 15-17 octobre, un compte-rendu complet des dernières négociations avec les chefs de la prétendue gauche social-démocrate de Berlin. Préparés pendant une semaine entière, ces pourparlers durent depuis trois jours et ne sont pas encore terminés.

Les fascistes allemands ne peuvent rien désirer de mieux. A une époque où chaque minute est précieuse, tandis que la contre-révolution complète fébrilement ses préparatifs, on délibère durant de longs jours à Berlin sur un accord entre social-démocrates et communistes, on marchandé chaque virgule du traité, on perd du temps. Si le P.C. allemand, pendant ces négociations, ralentissait si peu que ce soit ses propres préparatifs de combat ou se bâtissait des plans de quelque ampleur sur l'alliance avec les chefs social-démocrates, il commettrait un véritable crime. Nous sommes persuadés qu'il ne le commettra pas. La négociation est une chose, l'action en est une autre.

Notre camarade de Hamburg a raison. Le moment viendra certainement où les chefs contre-révolutionnaires de la social-démocratie et des syndicats allemands adhéreront formellement au front unique. Ce moment n'est même plus très éloigné : il viendra quand il n'y aura plus d'autre espoir de sauver la bourgeoisie. Les communistes, eux, doivent poser clairement la question : front unique pourquoi ? Pour quelle raison les chefs de la social-démocratie contre-révolutionnaire, qui ont mille fois trahi le prolétariat, adhéreront-ils au dernier moment au front unique ? La réponse est claire : c'est pour paralyser du dedans la volonté révolutionnaire des masses prolétariennes, pour tenter de transformer l'état-major révolutionnaire lui-même en un club de discussions, en une parlotte.

Un appui social-démocrate dans ces conditions peut-être plus dangereux pour la révolution prolétarienne qu'une résistance ouverte. Il peut lui être fatal.

Il faut tout mettre en oeuvre pour gagner à notre cause, par une juste application de la tactique du front unique, un maximum d'ouvriers social-démocrates et sans-parti. Cette tâche subsiste. Mais il en est une autre, plus importante encore : il ne faut pas oublier que l'avant-garde prolétarienne aura à

1. *Die Rote Sturm Fahne* remplaçait *Die rote Fahne*, suspendue.

entreprendre l'action décisive malgré les dirigeants social-démocrates et contre eux.

Il fut un temps où, appliquant la tactique du front unique, nous pouvions dire aux militants de base social-démocrates : « Tout dépend de votre parti, s'il veut remplir honnêtement son devoir envers la classe ouvrière, s'il veut marcher avec nous, communistes, contre la bourgeoisie, nous pourrions peut-être, pacifiquement, sans guerre civile, constituer un gouvernement ouvrier. » En 1918-19, c'était chose possible, puisque la social-démocratie tenait le sort de l'Allemagne entre ses mains.

Une semblable affirmation serait aujourd'hui historiquement fautive et ne pourrait que renforcer les illusions « constitutionnelles ». La social-démocratie allemande ne décide déjà plus du sort de l'Allemagne. La paix sociale ne dépend plus d'elle. La paix sociale est déjà impossible. Seule la révolution prolétarienne pourra trancher ce nœud gordien. Les communistes allemands doivent évidemment, par l'intermédiaire des ouvriers social-démocrates accessibles à notre influence, exercer une pression sur le parti social-démocrate afin de l'obliger, dans la mesure du possible, à ne pas servir la contre-révolution. Mais ils doivent avant tout convaincre les ouvriers social-démocrates de l'impossibilité actuelle d'une solution pacifique, impossibilité qui subsisterait même si tout le parti social-démocrate était dirigé par des leaders de « gauche » — et de l'inéluctabilité de l'âpre lutte qui seule peut sauver l'Allemagne de la contre-révolution.

Pour nous résumer avec la plus grande précision, nous disons que la tactique du front unique, qui était et qui reste juste à l'échelle internationale, a été appliquée en Allemagne et qu'elle appartient, pour l'essentiel, au passé. Le gros de la classe ouvrière s'est levé ou est en train de se lever. Les arrière-gardes arrivent. La mission de l'avant-garde, c'est désormais de conduire les masses au combat.

La tactique du front unique a été et demeure une manœuvre stratégique de grande envergure de l'avant-garde de la classe ouvrière. Des ennemis du prolétariat, tels que les social-démocrates, de vieilles pipelettes de l'acabit de certains leaders « indépendants » pouvaient seuls y voir quelque chose de mal. La classe ouvrière n'est pas homogène. Sa culture et son éducation politique sont à des niveaux différents. Là est le mal. Son avant-garde s'est élevée à un niveau de conscience supérieur et s'est organisée dans le Parti communiste. Elle a non seulement le droit, mais le devoir de faire tout son possible pour rallier à elle les attardés et les traînants. Si, pour y arriver, elle doit quelquefois emprunter leur langage, ce n'est jamais qu'un procédé pédagogique. Pour apprendre à lire à un illettré, on commence par le faire épeler. Mais quand ces illettrés-là sauront lire,

nous leur ferons lire le Manifeste Communiste et non les œuvres de Scheidemann et de Vandervelde¹ !

La tactique du front unique est juste. Il faut seulement que, dans l'Allemagne actuelle, en pleine effervescence — où l'avant-garde ouvrière se lancera demain, si ce n'est ce soir, dans la bataille décisive, entraînant avec elle à sa suite la lourde infanterie prolétarienne — il faut seulement que la tactique du front unique ne se transforme pas en son contraire.

Gouvernement ouvrier et paysan, dictature du prolétariat

Aucun front unique ne dispensera les ouvriers allemands de s'engager dans la voie de la guerre civile, même si, au dernier moment, la social-démocratie tout entière s'y ralliait. Il en est de même du « gouvernement ouvrier et paysan ». Aucune formule tactique, quelque acceptable qu'elle paraisse aux masses laborieuses allemandes, ne préviendra ni ne remplacera la guerre civile.

La formule du « gouvernement ouvrier » était un élément de la tactique du front unique. Elle avait pour but de présenter la dictature du prolétariat sous une forme correspondant autant que possible à l'état d'esprit, non seulement de l'avant-garde ouvrière, mais des couches moyennes et des arrière-gardes ouvrières. Ceux qui lui ont conféré une autre signification, ceux qui se sont imaginés qu'il s'agissait de toute une étape nécessaire du développement historique, distincte de celle de la dictature du prolétariat, ceux qui ont cru que le gouvernement ouvrier pourrait résulter de combinaisons parlementaires, tous ceux-là ont déformé la pensée de l'Internationale communiste.

L'Internationale communiste disait aux millions d'ouvriers des moyennes de leur classe :

« Vous voyez à chaque pas la bourgeoisie tenter de vous arracher votre dernier morceau de pain. Vous voyez que les questions de salaires, de votre existence quotidienne, dépendent, dans une large mesure de la nature du gouvernement au pouvoir. Les ouvriers constituent la majorité de la population. Ne voulez-vous pas que le pouvoir appartienne à un gouvernement ouvrier, un gouvernement qui s'occuperait enfin de vos intérêts ? »

Le ton de cette propagande correspondait à l'esprit de l'épargne, et, en particulier à celui de l'Allemagne en 1921-1922. Mais, dès alors les ouvriers avancés, les communistes devaient en expliquer le sens.

« Tu es pour le gouvernement ouvrier ? Parfait. Mais, en attendant, ce sont des gouvernements bourgeois qui partout, détiennent le pouvoir. Penses-tu, camarade, que ton gouvernement bourgeois va s'empresser de démissionner et

1. Emile Vandervelde (1886-1938) leader du POB et de la IIe Internationale, avait été pendant la guerre ministre de Sa Majesté le roi des Belges.

de se laisser constituer un gouvernement ouvrier dès que la majorité le demandera ? Pour porter au pouvoir un gouvernement ouvrier, il faut d'abord supprimer le gouvernement de la bourgeoisie. Or la bourgeoisie est armée jusqu'aux dents. A nos frais, avec le sang et la sueur des ouvriers, elle a créé une formidable armée ; elle forme maintenant des détachements fascistes, elle utilise tout l'appareil de l'Etat pour la défense de ses privilèges. Elle défendra jusqu'au bout son pouvoir. Donc, pour créer un gouvernement ouvrier, il faut d'abord vaincre la bourgeoisie, écraser les forces armées, détruire son Etat, désagréger son administration. Or, pour cela, il faut que les ouvriers eux-mêmes s'arment, qu'au moment favorable ils se lèvent comme un seul homme et portent à la classe dominante le coup décisif à l'endroit décisif, autrement dit qu'ils s'emparent du pouvoir et brisent la résistance des exploités. Alors seulement pourra être constitué un gouvernement ouvrier solide.

- Mais ce sera la dictature du prolétariat ?

- Oui, et c'est inévitable. Si tu veux la libération de la classe ouvrière, prépare-toi à la lutte pour la dictature du prolétariat. Ce n'est qu'à titre d'exception, grâce à un concours exceptionnellement favorable de circonstances qu'un gouvernement "ouvrier" qui ne sera pas encore la dictature du prolétariat, mais un premier pas vers elle, un gouvernement "ouvrier" intermédiaire, serait possible pour un temps très bref, ici ou là. Jusqu'à présent, on n'a pas encore trouvé d'autre moyen de libérer la classe ouvrière que la dictature du prolétariat. La renier, c'est renier le rôle d'émancipateur de la classe ouvrière. »

C'est dans ce sens qu'au début de 1922, déjà, l'auteur de ces lignes disait que le gouvernement ouvrier n'était que le « pseudonyme » de la dictature du prolétariat. Ceux qui, alors, ne l'admettaient pas avaient tort. Plus que jamais il importe de le souligner maintenant que nous avons des gouvernements mixtes social-démocrates et communistes en Saxe et en Thuringe.

- « Mais alors, demandera-t-on peut-être, pourquoi avoir recours à des "pseudonymes" ? Sied-il aux communistes d'en employer dans leur propagande ? N'y a-t-il pas là quelque chose de moralement inadmissible ?

- Pourquoi alors, répondrons-nous, la tactique du front unique ? Nous avons toujours compris qu'une réelle unité de front avec les dirigeants de la social-démocratie et des syndicats était impossible, à moins de renoncer aux intérêts fondamentaux du prolétariat. Mais la social-démocratie était encore forte. Il s'agissait de trouver un langage commun avec les ouvriers qui la suivaient encore et de les convaincre par l'expérience que leurs chefs les trahissaient. C'est ce qu'on fait les communistes. Il faut ne rien comprendre à la lutte des classes pour se demander si c'était "moralement admissible" ».

La formule du « gouvernement ouvrier » était plus accessible aux ouvriers social-démocrates et sans-parti que toute autre. Elle leur paraissait plus acceptable. Plus élémentaire, elle représentait le début de l'alphabet : après avoir appris à prononcer « A » ils apprenaient peu à peu à prononcer les autres

lettres. Nous aurions été des doctrinaires si nous avions renoncé à employer ce procédé pédagogique pour convaincre la majorité des ouvriers.

La formule du gouvernement ouvrier ne concernait qu'une classe : la classe ouvrière. Elle avait pour but d'éperonner les traînants, de rallier toute la classe ouvrière à son avant-garde. La formule du gouvernement ouvrier et paysan était d'une application plus large. Elle s'étendait à deux classes. Elle tentait non seulement d'amener toute la classe ouvrière au niveau de son avant-garde, mais encore d'entraîner de nombreux paysans à la lutte contre la bourgeoisie, sous l'hégémonie du prolétariat.

Tout ce que nous avons dit du gouvernement ouvrier s'applique dans une large mesure au gouvernement ouvrier et paysan. Jamais, nulle part, la bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers ne céderont volontairement le pouvoir à un gouvernement ouvrier, paysan, ou ouvrier et paysan. Il faut avant tout les vaincre.

Nous avons pour devoir de formuler nos mots d'ordre de façon à les rendre accessibles et aussi attirants que possible pour les milieux ouvriers et paysans les plus larges. Pour la bourgeoisie et pour les chefs social-démocrates, nos mots d'ordre, quels qu'ils soient, ne seront jamais acceptables. Avec eux, il ne s'agit pas de formules, mais de lutte de classes. Aussi pouvons-nous et devons-nous tenir compte, dans la formulation de nos mots d'ordre, des commodités de l'agitation, dans la mesure où cela ne nuit pas à la netteté de notre position politique, aux intérêts fondamentaux de la révolution.

En réalité, un gouvernement ouvrier et paysan ne sera jamais qu'un gouvernement au sein duquel le rôle dirigeant appartiendra au prolétariat suivi par les masses paysannes dont il servira les intérêts. Dans tous les pays capitalistes tant soit peu importants, on ne peut pas figurer les choses sous un autre aspect. Le gouvernement ouvrier et paysan ne sera pas composé par moitié d'ouvriers et de paysans. Issu de l'insurrection ouvrière, appuyé par la classe ouvrière, il défendra les intérêts des travailleurs ruraux.

Dans tout le monde capitaliste, les paysans vivent dispersés. Ils n'ont pas la millième partie des possibilités d'organisation dont disposent les ouvriers d'industrie (et en partie seulement les ouvriers agricoles). Seuls les ouvriers, concentrés, par le développement capitaliste même, par centaines de milliers dans les villes où se décide le sort des luttes politiques, représentent une force capable de lutter avec succès contre la force centralisée de la bourgeoisie. C'est pourquoi le rôle principal, l'hégémonie dans le mouvement émancipateur, ne peut appartenir qu'au prolétariat.

Mais le prolétariat ne peut ne vaincre ni assurer sa victoire s'il ne sait réaliser ce que nous appelons en Russie aujourd'hui sa « soudure » avec les

paysans. Quiconque pose pratiquement la question de l'hégémonie du prolétariat, quiconque voit dans la dictature du prolétariat une idée vivante, doit chercher au prolétariat un puissant allié qui ne peut être que la classe laborieuse de campagnes...

Au fond, l'essence du bolchevisme, c'est qu'il a posé la dictature du prolétariat comme un objectif immédiat. Le bolchevisme a compris la nécessité d'assurer au prolétariat un puissant allié, et il l'a trouvé dans la paysannerie. Il a su ensuite trouver les formes de cette alliance. La mission internationale du bolchevisme est aujourd'hui de la réaliser sur le plan international.

Les besoins de l'agitation exigeaient jusqu'à présent, en Allemagne aussi, le mot d'ordre de gouvernement ouvrier ou de gouvernement ouvrier et paysan. De façon générale, ces mots d'ordre ont été et restent justes. Mais il faut là aussi raisonner dialectiquement. En Bulgarie, le mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan (ou même paysan et ouvrier) est suffisant et approprié.

En Italie et en Tchécoslovaquie, on peut encore se contenter du mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan. De même en France et dans différents pays. Mais en Allemagne où l'on est au seuil de la révolution, cette formule générale est déjà insuffisante, tout au moins dans les grands centres industriels où vivent et luttent les masses principales du prolétariat allemand. Là nous devons déjà non seulement dans la propagande, mais dans l'agitation, faire comprendre à l'avant-garde et au gros de l'armée ouvrière qu'il s'agit bien de la dictature du prolétariat ou de celle des travailleurs des villes et des campagnes. Le temps des formules algébriques est passé en Allemagne. La commodité de l'agitation doit passer au second plan, devant la nécessité d'une clarté absolue, d'une franchise entière. Le pas décisif doit être dès demain. Il faut que tous les combattants puissent appeler par leur nom le régime pour lequel ils se battent. Il faut appeler chaque chose par son nom. L'évanouissement des illusions pacifistes devient une condition du succès. C'est le moment pour des millions de participants du mouvement de formuler brutalement ce qui n'était jusqu'à présent que sur les lèvres d'une minorité.

Cela ne signifie pas que le mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan ait fait son temps. Non. Le devoir de tout communiste allemand est de savoir expliquer à n'importe quelle assemblée paysanne pourquoi, dans l'alliance des ouvriers et des paysans, surtout dans un pays comme l'Allemagne, c'est à l'ouvrier que doit appartenir la première place. On peut, en termes simples et sans arrière-pensée, prouver au paysan qu'il a intérêt à ce que le prolétariat des villes, seul capable d'assurer la victoire de la révolution, soit à la tête de l'action pendant toute la période de transition révolutionnaire. On peut démontrer et prouver ensuite par des actes que la classe ouvrière défend précisément les intérêts essentiels des travailleurs des campagnes.

En ce sens, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan a une valeur permanente en Allemagne comme ailleurs.

Mais, de même qu'en Russie, à la veille d'octobre, ces mots d'ordre du pouvoir des Soviets et de la dictature du prolétariat devinrent les plus populaires, de même, l'heure est venue où ils doivent être le plus populaires en Allemagne. De la même façon doivent se modifier rapports et valeurs relatives des autres mots d'ordre particuliers. La revendication de la « main mise sur les valeurs réelles », c'est-à-dire de la confiscation d'une partie des revenus de la bourgeoisie, doit faire place à celle de l'expropriation de la grande bourgeoisie. Les événements ont leur logique interne. Le KPD a, dans l'ensemble, bien manœuvré pendant toute la période de préparation. Il a su rapprocher les masses ouvrières de l'avant-garde. Aujourd'hui commence la deuxième étape. L'avant-garde prolétarienne écarte résolument le voile qui cachait encore l'avenir aux masses. Elle montre d'une main ferme à des millions de travailleurs, l'étape suivante de combat. L'avant-garde prolétarienne s'élance la première au combat au moment décisif pour entraîner dans la lutte finale toute la classe ouvrière.

L.D. Trotsky

Après la défaite allemande ¹

(11 avril 1924)

Nous avons vécu l'an dernier sous le signe de la révolution imminente en Allemagne. Pendant la seconde moitié de l'année, la révolution allemande se rapprochait jour après jour. Nous y voyions la clé du développement mondial. Si la révolution allemande l'avait emporté, le rapport des forces aurait été radicalement changé. L'Union soviétique, avec sa population de 130 millions et ses innombrables richesses naturelles, d'un côté, et de l'autre l'Allemagne avec sa technologie, sa culture et sa classe ouvrière, de l'autre — ce bloc, cette puissante alliance aurait coupé directement la ligne de développement en Europe et dans le monde. La construction du socialisme aurait pris un rythme tout différent.

Cependant, contrairement à notre attente, la révolution en Allemagne n'a pas encore vaincu. Pourquoi ? Il faut penser à cette question parce qu'elle peut donner des enseignements utiles non seulement à l'Allemagne, mais à nous.

Quelles conditions rendent possible une révolution prolétarienne victorieuse ? Il faut un certain développement des forces productives. Le prolétariat et les classes intermédiaires de la population qui le soutiennent et le suivent doivent constituer la majorité de la population. L'avant-garde doit clairement comprendre les tâches et les méthodes de la révolution prolétarienne et être décidée à les mener à bien. Et elle doit diriger la majorité des masses laborieuses, avec elle, dans une bataille décisive.

D'un autre côté, il faut que la classe dirigeante, c'est-à-dire la bourgeoisie, soit désorganisée et effrayée par l'ensemble de la situation nationale et internationale, que sa volonté soit sapée et brisée. Ce sont là les conditions matérielles, politiques et psychologiques de la révolution. Ce sont là les

1. Discours à Tiflis, 11 avril 1924, *Zapad i Vostok*, 1924.

conditions de la victoire du prolétariat. Et si nous demandons : « Ces conditions existaient-elles en Allemagne ? », je pense que nous devons répondre très clairement et fermement : « Oui, sauf une. »

Rappelez-vous la période après le milieu de l'an passé, le manque de succès et l'effondrement de la résistance passive de l'Allemagne bourgeoise à l'occupation de la Ruhr. Cette période était caractérisée par l'ébranlement profond de la société allemande. Le mark s'effondrait à un rythme si fou que notre tranquille rouble soviétique aurait pu être un sujet d'envie. Les prix des produits de première nécessité montaient follement. Le mécontentement des masses ouvrières s'exprimait dans des conflits ouverts avec l'Etat. La bourgeoisie allemande était découragée et incapable d'agir.

Les ministères apparaissaient et tombaient. Les troupes françaises étaient sur la rive allemande du Rhin. Stresemann, chef du gouvernement de la grande coalition, déclarait : « Nous sommes le dernier gouvernement parlementaire bourgeois. Après nous viendront ou les communistes ou les fascistes ». Et les fascistes disaient : « Que les communistes l'emportent, notre tour viendra ! » Tout cela signifiait le dernier stade de l'écroulement des fondations de la société bourgeoise. Les ouvriers affluaient tous les jours dans le parti communiste. Bien sûr, de larges masses marquaient encore le pas dans les rangs du parti menchevique. Mais vous vous souvenez que, quand nous avons pris le pouvoir à Pétrograd en octobre, nous y avons trouvé les mencheviks encore à la tête des syndicats, parce que les ouvriers de Petrograd, conduits par notre parti, étaient allés si vite au pouvoir qu'ils n'avaient pas fait un pas pour secouer la vieille poussière dans les syndicats.

Pourquoi alors n'y a-t-il pas eu jusqu'à présent de victoire en Allemagne ? Je crois qu'il n'y a qu'une seule réponse : parce que l'Allemagne n'avait pas un parti bolchevique, ni un dirigeant comme nous l'avions en octobre. Pour la première fois, nous avons ici une comparaison possible sur un long cours d'expériences historiques. Bien entendu, on peut dire qu'il est plus difficile de vaincre en Allemagne. La bourgeoisie allemande est plus forte et plus intelligente. Mais la classe ouvrière ne peut pas choisir ses ennemis. Vous autres, en Géorgie, vous avez combattu le gouvernement menchevique que le sort vous avait donné. La classe ouvrière allemande est obligée de combattre la bourgeoisie allemande. Et on peut dire avec une pleine assurance que l'histoire ne peut guère créer de conditions objectives plus favorables au prolétariat allemand que celles de la seconde moitié de l'année dernière. Qu'est-ce qui manquait ? Un parti avec la trempe du nôtre. C'est là, camarades, la question centrale et tous les partis européens doivent apprendre de cette expérience et il nous faut apprendre à comprendre et apprécier plus clairement et profondément le caractère, la nature et

la signification de notre propre parti, qui a assuré la victoire au prolétariat en octobre et toute une série de victoires depuis lors.

Camarades, je ne voudrais pas que mes remarques soient comprises comme pessimistes, comme si, par exemple, je considérais que la victoire du prolétariat avait été repoussée pour des années. Pas du tout. L'avenir est pour nous. Mais il faut analyser correctement le passé. La volte-face de l'année passée, en octobre-novembre, quand le fascisme allemand et la grande bourgeoisie sont venus en premier plan était une énorme défaite. Il faut nous en souvenir, l'évaluer et la fixer dans nos mémoires de façon à apprendre d'elle. C'est une énorme défaite. Mais, de cette défaite, le parti allemand apprendra, se trempera, grandira. Et la situation demeure, comme avant, révolutionnaire.

A l'échelle mondiale, il y a eu trois occasions où la révolution prolétarienne a atteint le point où il fallait un bistouri. C'étaient octobre 1917 ici, septembre 1919 en Italie et la seconde moitié de l'an passé (juillet-novembre) en Allemagne.

Dans notre pays, il y a eu une révolution prolétarienne victorieuse, *commencée, conduite et achevée*, pour la première fois dans l'histoire. En Italie, il y a eu une révolution *sabotée*. Le prolétariat s'est jeté de toute sa puissance contre la bourgeoisie, prenant usines, mines et fabriques, mais le parti socialiste, effrayé par la pression du prolétariat sur la bourgeoisie, l'a poignardé dans le dos, l'a désorganisé, a paralysé ses efforts et l'a livré au fascisme.

Finalement, il y a l'expérience en Allemagne où il existe un bon parti communiste, dévoué à la cause de la révolution mais encore dépourvu des qualités nécessaires : un sens des proportions, détermination, trempe. Et ce parti, à un certain moment, a laissé la révolution lui *glisser entre les doigts*.

Toute notre Internationale et chaque ouvrier en particulier doit toujours garder à l'esprit ces trois modèles, ces trois expériences historiques — la révolution d'octobre ici, une révolution préparée par l'histoire, commencée, réalisée et achevée par nous ; la révolution en Italie, préparée par l'histoire, soulevée sur les épaules des travailleurs, mais sabotée, minée par le parti socialiste, et la révolution en Allemagne, une révolution préparée par l'histoire que la classe ouvrière était prête à charger sur son dos mais qu'un honnête parti communiste manquant de la trempe et de la direction nécessaires, n'a pas pu maîtriser.

L'histoire ne travaille pas d'une façon où les fondations sont posées, puis les forces productives grandissent, les nécessaires rapports entre forces de classe se développent, le prolétariat devient révolutionnaire, alors tout est conservé dans un glacière pendant que se poursuit l'entraînement d'un parti communiste afin qu'il puisse être prêt tandis que les « conditions » attendent et attendent encore ; puis, quand il est prêt, il peut relever ses manches et se lancer au combat. Non,

l'histoire ne travaille pas ainsi. Pour la révolution, il faut la coïncidence des conditions nécessaires.

Le fait qu'en Allemagne, dans la seconde moitié de l'année dernière, notre parti bolchévique a été sur la scène, avec la volonté qu'il a maintenant, qu'il avait alors et continuera à avoir, avec une volonté qui se manifeste dans l'action, une habileté tactique que la classe ouvrière sent de sorte qu'elle se dit : « Nous pouvons confier notre destinée au parti » ; s'il y avait eu sur la scène un tel parti, il aurait entraîné avec lui dans l'action et par l'action l'écrasante majorité de la classe ouvrière [...].

L.D. Trotsky

La responsabilité du KPD

(21 juin 1924)

Avons-nous dans la période écoulée grandi en tant qu'Internationale ? Toutes les sections ont grossi et gagné en influence. Cela signifie-t-il que leur force grandit et va continuer à grandir, sur une ligne continue vers le haut ? Non. Leur force grandit à travers des zigzags, des vagues, des convulsions : ici aussi prévaut la dialectique du développement et le Comintern n'en est pas exempt.

Ainsi, dans la deuxième moitié de l'an dernier, le K.P.D. était incontestablement plus fort qu'aujourd'hui. A cette époque, il marchait directement à la conquête du pouvoir et le bouleversement de toute la vie sociale en Allemagne était si grand que non seulement les masses les plus arriérées des ouvriers, mais aussi des couches importantes de la paysannerie, de la petite bourgeoisie et de l'intelligentsia avaient toutes confiance que les communistes allaient rapidement prendre le pouvoir et réorganiser la société. De telles dispositions sont en elles-mêmes parmi les symptômes les plus sûrs de la maturité d'une situation révolutionnaire. Mais il s'est avéré que les communistes ne pouvaient pas encore prendre le pouvoir. Non parce que la situation objective le rendait impossible non, car on ne pourrait imaginer des conditions mieux préparées ou plus mûres pour la prise du pouvoir. S'il fallait les décrire avec précision, elles pouvaient prendre leur place comme un exemple classique dans les manuels de la révolution prolétarienne. Mais le parti n'a pas su les utiliser. Il faut nous arrêter pour étudier cette question.

La première période de l'histoire de l'Internationale va de 1917 aux soulèvements révolutionnaires de 1921 en Allemagne. Tout était déterminé par la guerre et ses conséquences immédiates. Nous attendions un soulèvement du prolétariat européen et qu'il prenne le pouvoir dans un avenir proche. Quelle a été notre erreur ? Nous avons sous-estimé le rôle du parti.

Après le IIIe congrès mondial a commencé une nouvelle période. Le mot d'ordre « Vers les masses » voulait dire en substance « Construisez le parti ». Cette politique a été menée plus pleinement et avec plus de succès en Allemagne qu'ailleurs. Mais en Allemagne, il se trouva que ce fut en contradiction avec la situation créée en 1923 par l'occupation de la Ruhr qui fit sauter d'un coup l'équilibre fictif de l'Europe.

A la fin de 1923, nous avons subi en Allemagne une très grande défaite, non moins sérieuse que celle de 1905. Quelle est cependant la différence ? En 1905, nous n'avions pas les forces suffisantes comme on l'a vu dans la lutte. En d'autres termes, la cause de la défaite résidait dans le rapport de forces objectif. En 1923 en Allemagne, nous avons subi une défaite alors que les choses n'en étaient même pas arrivées à l'étape du heurt, sans que nos forces aient été mobilisées et utilisées.

La cause immédiate de la défaite dans ce cas était à chercher dans la direction du parti. C'est vrai qu'on peut dire que même si le parti avait eu une politique juste il n'aurait pas été capable de mobiliser de larges masses et qu'il aurait été battu. C'est là une opinion, pour être modéré, tout à fait conjecturale. En ce qui concerne la situation objective, le rapport des forces de classes, la confiance en soi de la classe dirigeante et des masses du peuple, c'est-à-dire en ce qui concerne les pré-conditions de la révolution, nous avons la situation la plus favorable, comme vous pouvez vous le représenter : une crise d'existence pour la nation et l'Etat, portée à son sommet par l'occupation, une crise de l'économie et particulièrement des finances du pays ; une crise parlementaire ; un effondrement total de la confiance de la classe dirigeante en elle-même ; une désintégration de la social-démocratie et des syndicats ; une croissance spontanée de l'influence du Parti communiste ; un tournant d'éléments de la petite bourgeoisie vers le communisme, une brutale chute du moral des fascistes.

Telles étaient les pré-conditions politiques. Quelle était la situation dans le domaine militaire ? Une minuscule armée permanente, d'un à deux cent mille hommes, c'est-à-dire une force de police sur modèle militaire. Les forces des fascistes étaient monstrueusement exagérées et, dans une large mesure, sont restées sur le papier. En tout cas, après juillet-août, les fascistes étaient sérieusement démoralisés.

Les communistes avaient-ils derrière eux la majorité des masses ouvrières ? C'est une question à laquelle on ne peut répondre par des statistiques. C'est une question qui est tranchée par la dynamique de la révolution. Les masses avançaient régulièrement vers les communistes et les adversaires des communistes s'affaiblissaient non moins régulièrement. Les masses qui étaient restées avec la social-démocratie ne montraient pas de disposition à s'opposer

activement aux communistes, comme elles l'avaient fait en mars 1921. Au contraire, la majorité des ouvriers social-démocrates attendaient la révolution avec espoir. C'est là aussi une exigence de la révolution.

Les masses étaient-elles disposées au combat ? Toute l'histoire de l'année 1923 ne laisse aucun doute là-dessus. Il est vrai qu'à la fin de l'année ce sentiment était devenu plus réservé, plus concentré, qu'il avait perdu sa spontanéité, c'est -à-dire sa tendance à des explosions élémentaires constantes. Mais comment pouvait-il en être autrement ? Dans la deuxième moitié de l'année, les masses ont acquis une énorme expérience et sentaient ou comprenaient que l'on allait à toute allure vers le choc décisif.

Dans de telles conditions, les masses ne pouvaient aller de l'avant que s'il existait une direction ferme, pleine de confiance en elle-même et jouissant de la confiance des masses. Des discussions sur la question de savoir si les masses étaient prêtes à se battre ou non, ont un caractère très subjectif et expriment essentiellement un manque de confiance dans les dirigeants du parti lui-même. Les affirmations selon lesquelles il n'y avait pas de volonté de se battre, dans les masses, ont été faites plus d'une fois ici aussi à la veille d'Octobre. Lénine répondait à ces affirmations à peu près ainsi : même si l'on admet que vous dites vrai, cela ne ferait que démontrer que nous avons laissé passer le moment le plus favorable. Mais cela ne signifierait nullement que la conquête du pouvoir est impossible aujourd'hui. Après tout, personne n'osera affirmer que la majorité, voire une minorité substantielle de la masse des ouvriers *s'opposera* à la révolution. Mais il suffit qu'une minorité participe, même avec un sentiment de sympathie, d'attentisme ou même passif prévalant dans la majorité.

Finalement, du point de vue international aussi, on ne peut pas dire que la situation de la révolution allemande était sans espoir. Il est vrai que l'impérialisme français est à la porte de l'Allemagne révolutionnaire. Mais de l'autre côté, la Russie soviétique existe, elle aussi, dans le monde, et le communisme s'est renforcé dans tous les pays, y compris en France.

Quelle fut la cause fondamentale de la défaite du Parti communiste allemand ?

Ceci : il n'a pas apprécié en temps utile l'apparition d'une crise révolutionnaire à partir de l'occupation de la Ruhr et surtout de la fin de la résistance passive (janvier-juin 1923). Il a manqué le moment crucial...

Il est très difficile pour un parti révolutionnaire de passer d'une période d'agitation et de propagande, prolongée depuis des années, à une lutte directe pour le pouvoir à travers l'organisation de l'insurrection armée. Ce tournant provoque inmanquablement une crise à l'intérieur du parti. Tout responsable communiste doit s'y préparer. Une des façons de le faire, c'est une étude approfondie de l'histoire de la révolution d'Octobre. On a très peu fait jusqu'à présent à cet égard

et l'expérience d'Octobre a été très mal utilisée par le parti allemand... Il a continué même après le début de la crise de la Ruhr à mener son travail d'agitation et de propagande sur la base de la formule du front unique — au même rythme et dans les mêmes formes qu'avant la crise. Mais cette tactique était entretemps devenue très insuffisante. L'influence du parti grandissait automatiquement. Il fallait un tournant tactique aigu. Il fallait montrer aux masses et avant tout au parti lui-même qu'il s'agissait maintenant de préparation immédiate de la prise du pouvoir. Il fallait consolider l'influence organisationnelle grandissante du parti et établir les bases de soutien pour un assaut direct contre l'Etat. Il fallait tourner toute l'organisation du parti sur la base des cellules d'usine. Il fallait poser de façon nette la question du travail dans l'armée. Il fallait former des cellules dans les chemins de fer. Il fallait, il fallait surtout adapter pleinement et complètement la tactique du front unique à ces tâches, lui donner un rythme plus ferme et plus décidé et un caractère plus révolutionnaire. Sur cette base, on aurait dû mener un travail militaire — technique.

La question de la fixation d'une date pour l'insurrection ne peut avoir de sens qu'en rapport et avec cette perspective. L'insurrection est un art. Un art suppose un objectif clair, un plan précis et par conséquent un horaire.

Le plus important était cependant d'assurer *à temps* le tournant tactique décisif vers la prise du pouvoir. Et ce n'a pas été fait. C'était l'omission principale et fatale. D'où la contradiction fondamentale. D'un côté, le parti attendait une révolution tandis que, de l'autre, parce qu'il s'était brûlé les doigts dans les événements de mars (1921, NDLR), il évitait jusqu'aux derniers mois de 1923 l'idée même d'organiser une révolution, c'est-à-dire de préparer une insurrection. L'activité politique du parti continuait sur un rythme de temps de paix au moment où le dénouement approchait. Le moment de l'insurrection a été fixé quand, pour l'essentiel, l'ennemi avait déjà utilisé le temps perdu par le parti, et renforcé ses positions. La préparation militaire technique du parti commença à une allure fiévreuse, coupée de l'activité politique du parti qui continuait sur le même rythme de temps de paix. Les masses ne comprenaient pas le parti et ne marchaient plus à son pas. Le parti sentit cette coupure avec les masses et en fut paralysé. D'où le retrait sans combat de positions de premier ordre, sans combat — la plus amère des défaites possibles.

On ne peut penser que l'histoire crée mécaniquement les conditions de la révolution et les présente ensuite, à la demande du parti, à tout moment, sur un plateau. « Nous y sommes. Signez le reçu, s.v.p. » Cela n'arrive jamais.

Une classe doit, au cours d'une lutte prolongée, forger une avant-garde qui pourra trouver son chemin dans une situation donnée, qui reconnaîtra la

révolution quand elle frappe à sa porte, qui saura au moment nécessaire saisir le problème de l'insurrection comme un art, élaborer un plan, distribuer les rôles et porter un coup sans merci à la bourgeoisie. Et bien le parti communiste allemand n'a pas trouvé en lui-même au moment décisif cette capacité, cette habileté, cette trempe et cette énergie. Pour comprendre mieux ce dont il s'agit, imaginons un instant qu'en Octobre 1917 nous ayions commencé à vaciller et dire : « Attendons un peu. La situation n'est pas assez claire ». A première vue, il apparaît que la révolution n'est pas un ours, qu'il ne va pas s'enfuir dans la forêt, — si on ne la fait pas en Octobre, on la fera dans quelques mois. Mais une telle idée est radicalement fautive. Elle ne prend pas en compte les différents rapports mobiles entre tous les facteurs qui font une révolution.

La condition la plus immédiate et la plus profonde pour la révolution, c'est que les masses soient prêtes à faire la révolution. Mais cette disposition ne peut pas être conservée. Il faut qu'elle soit utilisée quand elle se révèle. Avant Octobre, les ouvriers, les soldats, les paysans marchaient derrière les bolcheviks. Mais cela ne signifiait pas du tout qu'ils étaient eux-mêmes bolcheviks. c'est à dire qu'ils étaient capables de suivre le parti dans *toutes les conditions et toutes les circonstances*. Ils avaient été cruellement déçus par les mencheviks et les sr et c'est pourquoi ils suivaient le parti bolchevique. Leur déception à l'égard des partis conciliateurs soulevait chez eux l'espoir que les bolcheviks seraient plus durs, qu'ils montreraient qu'ils n'étaient pas faits du même bois que les autres et qu'il n'y aurait pas de gouffre entre leurs paroles et leurs actes. Si, dans ces circonstances, les bolcheviks avaient manifesté des hésitations et pris une position attentiste, alors, en peu de temps, ils auraient été assimilés par les masses aux mencheviks et aux sr et elles se seraient détournées d'eux aussi rapidement qu'elles étaient venues vers eux. C'est exactement de cette façon qu'un changement fondamental se serait produit dans le rapport de forces.

Car qu'est-ce que « le rapport de forces », en fait ? C'est une conception très complexe faite d'éléments différents. Parmi eux, certains qui sont très stables, comme la technique et l'économie qui déterminent la structure de classe ; dans la mesure où le rapport de forces est déterminé par les effectifs du prolétariat, de la paysannerie et des autres classes, il s'agit aussi de facteurs vraiment stables. Mais avec un effectif donné pour une classe, sa force dépend de son degré d'organisation et de l'activité de son parti, des inter-relations entre le parti et les masses etc. Ces facteurs sont moins stables, particulièrement en période révolutionnaire et c'est précisément de ceux-là que nous parlons ici. Si le parti révolutionnaire, que la logique des événements a placé au centre de l'attention des masses travailleuses, manque le moment crucial, alors le rapport des forces change du tout au tout, car les espoirs des masses, éveillés par le parti, sont remplacés par la désillusion ou la passivité et le profond désespoir et le

parti ne garde plus autour de lui que ceux des éléments qu'il a gagné solidement et pour longtemps, à savoir la minorité.

C'est ce qui est arrivé l'an dernier en Allemagne. Tout le monde, ouvriers social-démocrates compris, attendaient du parti communiste qu'il sorte le pays de l'impasse où il se trouvait : le parti a été incapable de transformer cette attente générale en actions révolutionnaires décisives et conduire le prolétariat à la victoire. C'est pourquoi, après octobre-novembre, a commencé le recul de l'esprit révolutionnaire. C'est aussi ce qui a donné la base du renforcement temporaire de la réaction bourgeoise, car aucun autre changement plus profond (dans la composition de classe de la société, dans l'économie) n'avait été capable de provoquer cela à ce moment.

Aux dernières élections (4 mai 1924), le KPD a obtenu 3 700 000 voix. C'est bien sûr un tout petit noyau du prolétariat. Mais il faut évaluer ce chiffre de façon dynamique. Il est hors de doute que d'août à octobre de l'année dernière, le KPD, toutes choses égales, aurait obtenu un nombre infiniment plus important de voix. Par ailleurs, bien des éléments suggèrent que si les élections avaient eu lieu deux à trois mois plus tard, les voix du KPD auraient été moins nombreuses. Cela signifie, en d'autres termes, que l'influence du parti est en train de décliner. Ce serait absurde de se fermer les yeux là-dessus : la politique révolutionnaire n'est pas la politique de l'autruche. Il est tout de même nécessaire d'avoir de la signification de ce fait une compréhension claire.

J'ai déjà indiqué que les partis communistes ne sont pas exempts de la force des lois de la dialectique et que leur développement se fait dans les contradictions à travers booms et crises. Dans une période de montée du flux révolutionnaire l'influence du parti sur les masses grandit rapidement ; dans une période de reflux, elle s'affaiblit et le processus de sélection interne s'intensifie dans les partis. Tous les éléments de hasard et peu sûrs s'en vont; le noyau du parti, lui, se soude et se trempe. Ainsi se prépare-t-il pour une nouvelle montée révolutionnaire. Une estimation correcte de la situation et une vue saine de l'avenir nous préserve des erreurs et des déceptions. Nous avons déjà vu à quel point c'est vrai en rapport avec la question des booms et crises industrielles de l'après-guerre. Nous le constatons à nouveau avec l'entrée de l'Europe dans une phase néo-réformiste. Maintenant il nous faut comprendre avec toute la clarté possible l'étape que traverse l'Allemagne, si nous voulons savoir ce que demain nous apportera.

Après la défaite de 1905, il nous a fallu sept ans avant que le mouvement, stimulé par les événements de la Lena, recommence à monter et il nous a fallu douze ans avant que la deuxième révolution donne le pouvoir au prolétariat. Le prolétariat allemand a subi l'année dernière une très profonde défaite. Il aura

besoin, d'un intervalle de temps véritablement considérable pour digérer cette défaite, en maîtriser les leçons, s'en remettre, rassembler ses forces une fois de plus et le KPD ne sera en mesure d'assurer la victoire du prolétariat que si lui aussi maîtrise pleinement et totalement les leçons de l'expérience de l'an passé. Combien de temps faudrait-il pour cela ? Cinq ans ? Douze ans ? On ne peut pas donner de réponse précise. On peut seulement exprimer cette idée générale que le rythme de développement, au sens de changement radical de la situation est aujourd'hui beaucoup plus rapide qu'il ne l'était avant guerre. Dans le domaine économique, nous voyons que les forces productives croissent très lentement et en même temps des hauts et des bas se succèdent dans la conjoncture bien plus souvent qu'avant-guerre. On peut observer le même phénomène en politique aussi. Le fascisme et le menchevisme se succèdent rapidement ; la situation d'hier était profondément révolutionnaire et aujourd'hui la bourgeoisie semble l'emporter sur toute la ligne. C'est aussi en cela que consiste le caractère profondément révolutionnaire de notre époque et ce caractère de notre époque nous oblige à conclure que la victoire de la contre-révolution en Allemagne ne peut pas durer longtemps. Mais aujourd'hui, ce que nous observons, ce sont les phénomènes de reflux et non de flux et il est bien entendu que notre tactique doit se conformer à cette situation.

L.D. Trotsky

Aux jeunesses communistes russes ¹

Nous publions ici un extrait de ce discours adressé aux Jeunesses communistes de Russie pour le 5e anniversaire de leur fondation, à cause d'un passage sur l'Allemagne qui, pour la première fois, tient compte du recul intervenu à Chemnitz dans l'attitude des social-démocrates de gauche saxons.

Camarades,

Permettez-moi de vous adresser, à l'occasion du 5e anniversaire de la Ligue des Jeunesses communistes, un salut fraternel de l'Armée rouge et de la Flotte rouge. Les saluts ne vous surprennent plus désormais, camarades, et j'ai lu dans le journal du soir que vous en avez reçu aujourd'hui de Toronto, Chicago et Buenos-Aires. Tout de même, j'espère que vous n'allez pas refuser le salut de la Znamenka ²...

L'Histoire a frappé avec un grand et lourd marteau pour forger le caractère de votre génération. A peine avez-vous quitté le champ de bataille, à peine avez-vous placé vos jeunes bouches aux sources de la connaissance et de la technique que vous entendez déjà le toscin qui nous avertit de l'approche d'un nouveau et terrible conflit. Je parle de ce qui se passe en Allemagne et qui captive nos pensées et notre volonté.

¹ *Izvestija*, 30 octobre 1923.

² Le commissariat à la défense se trouvait rue Znamenka. D'où l'appellation familière.

Chaque jour apporte des nouvelles, par radio, par télégraphe, de la façon dont la lutte de classes, dans l'Allemagne d'aujourd'hui à demi-démembrée et profondément ruinée, devient de plus en plus aiguë et avance vers son inévitable apogée. On voit déjà comment l'impérialisme français a recouru au démembrement ouvert. La Bavière, soutenue par les baïonnettes françaises, agit comme un « Etat indépendant ». A Coblence, siège un gouvernement séparatiste et traître de la « République » de Rhénanie. Dans la même Coblence, il y a 125 ou 130 ans, les émigrés royalistes français se mettaient à l'abri du tonnerre et des éclairs de la grande révolution française de ce temps, mais, aujourd'hui, les monarchistes allemands se réfugient sous la protection des baïonnettes françaises par peur du tonnerre et des éclairs de la nouvelle vague désormais en marche de la révolution prolétarienne. L'ouvrier allemand affamé surgit dans le rôle de pionnier d'une nouvelle phase de combats de classes (applaudissements).

Oui, nous applaudissons de tout notre coeur l'ardeur révolutionnaire du prolétariat allemand, des communistes qui sont leurs véritables dirigeants. Nous considérons avec méfiance le comportement des social-démocrates dits « de gauche ». Nous suivons attentivement le développement de la guerre civile qui a déjà traversé un certain nombre de dures étapes. Jusqu'à présent, camarades, le prolétariat allemand n'a pas saisi le volant de la victoire de sa main de fer. Des heures, des jours, des semaines et peut-être des mois difficiles sont encore devant nous. Nous sommes loin des travailleurs allemands. Mais d'ici, de cette célébration rouge de la Ligue des Jeunes communistes, nous lançons un appel aux prolétaires, hommes et femmes, de Berlin, Dresde, Chemnitz et des autres villes et districts : « Frères et sœurs, nous sommes avec vous en esprit ».

L.D. Trotsky

Leçons d'Allemagne

(extraits)

Pour conclure ce travail, nous avons réuni ci-dessous quelques-uns des passages de Leçons d'Octobre touchant à la question allemande qui ont été partiellement à l'origine de la grande offensive anti-trotskyste de 1924. Ce texte, rédigé à Kislovodsk, porte la date du 15 septembre 1924.

[...] Dans le deuxième semestre de l'année dernière, nous avons observé dans ce pays une démonstration classique de la façon dont on peut laisser passer une situation révolutionnaire exceptionnelle d'une importance historique et mondiale. Les expériences bulgare et allemande, elles non plus, n'ont pas été l'objet d'une appréciation suffisamment complète et concrète. L'auteur de ces lignes a donné le schéma du développement des événements allemands l'année dernière. Tout ce qui s'est passé depuis a entièrement confirmé ce schéma. Personne n'a tenté de donner une autre explication. Mais un schéma ne suffit pas, il nous faut un tableau complet, avec tous les faits à l'appui, un tableau qui mette en lumière les causes de cette pénible défaite.

[...] On peut dire, il est vrai, que la connaissance la plus approfondie du développement de la révolution d'Octobre n'aurait pas été une garantie de victoire pour notre parti allemand. Mais un tel raisonnement n'avance à rien. Certes la seule étude de la révolution d'Octobre est insuffisante pour nous faire vaincre dans les autres pays mais il peut y avoir des situations où existent toutes les prémisses de la révolution, sauf une direction clairvoyante et résolue du parti

basée sur la compréhension des lois et méthodes de la révolution. Telle était précisément la situation l'année dernière en Allemagne. Elle peut se répéter dans d'autres pays. Or, pour l'étude des lois et des méthodes de la révolution prolétarienne, il n'est pas jusqu'à présent de source plus importante que notre expérience d'Octobre. Les dirigeants des partis communistes européens qui n'étudieraient pas d'une façon critique et dans tous les détails l'histoire du coup de force d'Octobre, ressembleraient à un chef qui se préparant actuellement à de nouvelles guerres n'étudierait pas l'expérience stratégique, tactique et technique de la dernière guerre impérialiste. Un tel chef vouerait ses armées à la défaite.

[...] La question (de la surestimation des forces de l'ennemi), comme l'a montré l'expérience de l'Allemagne, a une immense importance. Tant que le mot d'ordre de l'insurrection était principalement, sinon exclusivement, un moyen d'agitation pour les dirigeants du parti communiste allemand, ces derniers ne songeaient pas aux forces armées de l'ennemi (Reichswehr, détachements fascistes, police). Il leur semblait que le flux révolutionnaire sans cesse montant résoudrait de lui-même la question militaire. Mais quand ils se trouvèrent placés directement devant ce problème, ces mêmes camarades qui avaient considéré en quelque sorte la force armée de l'ennemi comme inexistante, tombèrent du coup dans l'autre extrémité : ils se mirent à accepter de confiance tous les chiffres qu'on leur fournissait sur les forces armées de la bourgeoisie, les additionnèrent soigneusement aux forces de la Reichswehr et de la police puis arrondirent la somme (jusqu'au demi-million et plus) et ainsi eurent devant eux une masse compacte, armée jusqu'aux dents, suffisante pour paralyser leurs efforts. Il est incontestable que les forces de la contre-révolution allemande étaient plus considérables et en tout cas mieux organisées et mieux préparées que celles de nos korniloviens et demi-korniloviens mais les forces actives de la révolution allemande sont également différentes des nôtres. Le prolétariat représente la majorité écrasante de la population de l'Allemagne. Chez nous, tout au moins dans un premier stade, la question était décidée par Petrograd et Moscou. En Allemagne, l'insurrection aurait eu du premier coup une dizaine de puissants foyers prolétariens. Si les dirigeants du KPD y avaient pensé, les forces armées de l'ennemi leur auraient paru bien moins imposantes que dans leurs évaluations statistiques démesurément enflées. En tout cas, il faut rejeter catégoriquement les évaluations tendancieuses que l'on a faites et que l'on continue de faire après l'échec d'Octobre en Allemagne afin de justifier la politique qui a amené cet échec.

[...] L'optimisme fataliste exige une étude attentive. Il n'a rien de national ni, à plus forte raison, d'individuel. Pas plus tard que l'année dernière, nous avons observé la même tendance en Allemagne. Au fond, c'est l'irrésolution et même l'incapacité à agir qui se dissimulent sous ce fatalisme attentiste mais elles se dissimulent derrière un pronostic consolant : nous deviendrions prétendument de plus en plus influents et notre force ne ferait que grandir avec le temps qui passe. Erreur grossière ! La force d'un parti révolutionnaire ne grandit que jusqu'à un certain moment, à partir duquel elle ne peut que décliner. Devant la passivité du parti, les espoirs des masses font place à la désillusion et, pendant ce temps, l'ennemi se remet de sa panique et exploite cette désillusion. C'est à un revirement de ce genre que nous avons assisté en Allemagne en octobre 1923. Nous n'avons pas été non plus très loin d'un tel revirement en automne 1917, en Russie. Pour qu'il s'accomplisse, il eût peut-être suffi de laisser passer encore quelques semaines. Lénine avait raison, c'était maintenant ou jamais.

[...] (Soviets et conseils d'usine). Cette question, comme l'a montré la récente expérience de l'Allemagne, a une immense importance internationale. Dans ce pays, les soviets furent construits plusieurs fois en tant qu'organes de l'insurrection, en tant qu'organes du pouvoir sans pouvoir. Le résultat fut qu'en 1923, le mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes commença à se regrouper autour des conseils d'usine qui remplissaient au fond les mêmes fonctions que celles qui incombaient aux soviets chez nous dans la période qui précéda la lutte directe pour le pouvoir.

En août et septembre cependant, quelques camarades proposèrent de procéder immédiatement en Allemagne à la création de soviets. Après de longs et ardents débats, leur proposition fut repoussée et à juste titre. Comme les comités d'usine étaient déjà devenus effectivement les points de concentration des masses révolutionnaires, les soviets, dans la période préparatoire, auraient joué un rôle parallèle à celui des comités d'usine et n'auraient été qu'une forme sans contenu. Ils n'auraient fait que détourner la pensée des tâches matérielles de l'insurrection (armée, police, centurions, chemins de fer, etc.) pour la reporter sur une forme d'organisation autonome.

D'autre part, la création de soviets comme tels, avant l'insurrection, aurait été comme une déclaration de guerre non suivie d'effet. Le gouvernement, qui était obligé de tolérer les conseils d'usine parce qu'ils réunissaient autour d'eux des masses considérables, aurait frappé les premiers soviets en tant qu'organes officiels cherchant à s'emparer du pouvoir. Les communistes auraient été obligés de prendre la défense des soviets en tant qu'organisations. La lutte décisive n'aurait pas eu pour objectif la prise ou la défense de positions matérielles et ne se serait pas déroulée au moment choisi par nous, où l'insurrection aurait

nécessairement découlé du mouvement des masses : elle aurait éclaté à cause d'une forme d'organisation, à cause des soviets, au moment choisi par l'ennemi.

Or il est évident que tout le travail préparatoire de l'insurrection pouvait être subordonné avec un plein succès à la forme d'organisation des conseils d'usine qui avaient déjà eu le temps de devenir des organisations de masses, lesquelles continuaient à grossir et à se renforcer et laissaient au parti les coudées franches en ce qui concernait la fixation de la date de l'insurrection.

Evidemment, à une certaine étape, les soviets auraient dû surgir. Il est douteux que, dans les conditions que nous venons d'indiquer, ils l'aient fait au plus fort de la lutte en tant qu'organes directs de l'insurrection car il aurait pu en résulter au moment critique une dualité de direction révolutionnaire. Et comme le dit un proverbe anglais, il ne faut pas changer de cheval au milieu du gué. Peut-être qu'après la victoire dans les principales villes les soviets seraient apparus partout dans le pays. En tout cas, l'insurrection victorieuse aurait nécessairement provoqué la création de soviets en tant qu'organes du pouvoir.

[...] La question de la sélection du personnel dirigeant pour les partis d'Europe occidentale est d'une importance exceptionnelle. C'est ce que démontre entre autres l'expérience de la faillite d'Octobre 1923 en Allemagne. Mais cette sélection doit être effectuée sur le principe de *l'action révolutionnaire*. Nous avons eu en Allemagne suffisamment d'occasions d'éprouver la valeur des dirigeants du parti dans des luttes directes. Sans cette épreuve, aucun des autres critères ne saurait être considéré comme sûr.

[...] Les partis communistes européens ont encore à effectuer leur tournant le plus brusque : celui où ils passeront du travail préparatoire à la prise du pouvoir. Ce tournant est celui qui exige le plus de qualités, impose le plus de responsabilités et c'est le plus dangereux. En laisser passer le moment, c'est, pour le parti, le plus grand désastre qui puisse le frapper.

Considérée à la lumière de notre propre expérience, celle des batailles des dernières années en Europe et principalement en Allemagne, nous montre qu'il existe deux types de chefs enclins à tirer en arrière le parti au moment où il lui faut faire le plus grand bond en avant. Les uns sont enclins à voir surtout difficultés et obstacles et à apprécier chaque situation avec le parti pris, parfois inconscient, de se dérober à l'action. Chez eux, le marxisme devient une méthode qui sert à motiver l'impossibilité de l'action révolutionnaire. Les mencheviks russes présentaient les spécimens les plus caractéristiques de ce type de chefs. Mais il n'existe pas seulement chez les mencheviks et, au moment le plus

critique, il apparaît parfois au moment le plus critique dans le parti le plus révolutionnaire parmi les militants qui occupent les postes les plus élevés.

Les représentants de l'autre catégorie sont des agitateurs superficiels ; ils ne voient pas les obstacles, tant qu'ils ne s'y heurtent pas de front. Leur habitude d'éluider les difficultés réelles en jouant sur les mots, leur optimisme extrême en toutes questions se transforment inévitablement en impuissance et en pessimisme quand arrive le moment de l'action décisive.

Pour le premier type, le révolutionnaire mesquin et gagne-petit, les difficultés de la prise du pouvoir ne sont que l'accumulation et la multiplication de toutes les difficultés qu'il est habitué à rencontrer sur sa route. Pour le second type, pour l'optimiste superficiel, les difficultés de l'action révolutionnaire surgissent toujours inopinément. Dans la période de préparation, ces deux hommes se comportent de façon différente : l'un apparaît comme un sceptique sur lequel il est impossible de compter fermement au point de vue révolutionnaire ; l'autre, en revanche, peut paraître un ardent révolutionnaire. Mais au moment décisif, tous deux marchent la main dans la main, s'élèvent contre l'insurrection. Pourtant tout le travail préparatoire n'a de valeur que dans la mesure où il rend le parti et surtout ses organes dirigeants capables de déterminer le moment de l'insurrection et de la diriger. Car la tâche du parti communiste consiste à s'emparer du pouvoir afin de refondre entièrement la société.

On a souvent écrit ces derniers temps sur la nécessité de bolcheviser l'Internationale communiste.

C'est là une tâche urgente, indispensable, dont la nécessité se fait sentir encore plus impérieusement après les terribles leçons qui nous ont été données l'année dernière en Bulgarie et en Allemagne. Le bolchevisme n'est pas une doctrine — c'est-à-dire qu'il n'est pas seulement une doctrine, mais un système d'éducation révolutionnaire pour la réalisation de la révolution prolétarienne. Qu'est-ce que bolcheviser les partis communistes ? C'est les éduquer, c'est sélectionner dans leur sein un personnel dirigeant de façon à ce qu'ils ne flanchent pas au moment de leur révolution d'Octobre.

par



Achévé d'imprimer
d'après les documents fournis,
en août 1995
IMPRIMERIE LIENHART
à Aubenas d'Ardeche

Dépôt légal août 1995

N° d'imprimeur : 7824

OEUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des oeuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I, II et III : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IV^e Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des Œuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10^e), et de la Brèche, 9, rue de Tunis, Paris (11^e).

ISSN 0181 - 0790

Prix : 80 F

Cahiers Léon Trotsky □ **Institut Léon Trotsky**